

CONFINTEA VII

SEPTIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'ÉDUCATION DES ADULTES : RAPPORT FINAL

**Apprentissage et éducation des adultes en vue du
développement durable : un programme transformateur**



CONFINTEA VII

SEPTIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'ÉDUCATION DES ADULTES : RAPPORT FINAL

**Apprentissage et éducation des adultes en vue du
développement durable : un programme transformateur**

Publié en 2023 par

l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage
tout au long de la vie
Feldbrunnenstr. 58
20148 Hambourg, Allemagne

© UNESCO

L'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) se consacre à la recherche, au renforcement des capacités, à la mise en réseau et à la publication. Il concentre ses activités sur l'éducation des adultes et la formation continue, ainsi que sur l'alphabétisation et l'éducation de base non formelle.

Ses publications constituent de précieuses ressources pour les chercheurs en éducation, planificateurs, concepteurs de politiques et praticiens. Alors que les programmes de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) sont élaborés conformément aux directives fixées par la Conférence générale de l'UNESCO, les publications de l'Institut sont rédigées sous sa seule responsabilité.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO ou de l'UIL aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les idées et les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs ; elles ne coïncident pas nécessairement avec celles de l'UNESCO ou de l'UIL.

ISBN : 978-92-820-2154-5

Photo de couverture : © Olena Z/Getty Images Pro

Toutes les autres photos : © UIL

Graphisme et mise en page : Teresa Boese

Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (<http://fr.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr>).



TABLE DES MATIÈRES

Introduction — 6

Partie I : Aperçu des procédures de la conférence — 8

Vers la CONFINTEA VII — 8

Travaux de la conférence — 9

Structure de la conférence — 10

Partie II : Forums pré-conférence — 11

Forum des organisations de la société civile — 11

Forum de la jeunesse – Atteindre l'ODD 4 avec et pour les jeunes — 12

Forum du secteur privé – S'engager dans l'apprentissage et l'éducation des adultes — 13

Partie III : Ouverture de la conférence — 15

Partie IV : Contributions et discussions — 18

Séance plénière — 18

Table ronde 1 – Table ronde ministérielle — 18

Table ronde 2 – L'apprentissage et l'éducation des adultes au sein du nouveau contrat social pour l'éducation : vers un droit à l'apprentissage tout au long de la vie — 20

Table ronde 3 – L'alphabétisation, fondement de l'apprentissage tout au long de la vie — 22

Table ronde 4 – Préparer les adultes à l'avenir du travail — 24

Table ronde 5 – L'apprentissage et l'éducation des adultes dans des environnements numériques — 25

Table ronde 6 – L'apprentissage et l'éducation des adultes pour agir en faveur du climat — 26

Ateliers parallèles — 28

Jour 1 – 15 juin 2022 — 29

Jour 2 – 16 juin 2022 — 35

Jour 3 – 17 juin 2022 — 45

Partie V : Résultats de la conférence — 51

Cadre d'action de Marrakech — 51

Rapport oral de la CONFINTEA VII — 51

Clôture de la conférence — 51

Annexes — 53

Annexe A – Cadre d'action de Marrakech — 53

Annexe B – Ordre du jour de la conférence — 63

Annexe C – Ordre du jour annoté — 72

Annexe D – Discours d'ouverture — 77

Annexe E – Message royal — 82

Annexe F – Rapport de la Rapporteuse générale — 85

Annexe G – Discours de la cérémonie de clôture — 89

Annexe H – Liste des participants — 92



INTRODUCTION

La Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA) est une conférence intergouvernementale de l'UNESCO consacrée au dialogue politique sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (AEA), ainsi qu'à la recherche et à la sensibilisation dans ce domaine. Elle se tient tous les douze ou treize ans depuis 1949. La première conférence a eu lieu en 1949 à Elseneur (Danemark), puis à Montréal (Canada) en 1960, à Tokyo (Japon) en 1972, à Paris (France) en 1985, à Hambourg (Allemagne) en 1997 et à Belém (Brésil) en décembre 2009. En 2009, la CONFINTEA VI a conduit à l'adoption du Cadre d'action de Belém (BFA) qui reconnaît le rôle essentiel de l'apprentissage tout au long de la vie pour faire face aux problèmes et défis mondiaux en matière d'éducation et appelle à des politiques plus ambitieuses et inclusives. Les pays participants se sont engagés à réaliser des progrès dans cinq

domaines clés de l'apprentissage et de l'éducation des adultes : politiques ; gouvernance ; financement ; participation, inclusion et équité ; et qualité. La septième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VII) a été convoquée par la directrice générale de l'UNESCO, suite à l'adoption de la résolution 7 par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 41e session et à la décision 212 EX/42 du Conseil exécutif de l'UNESCO.

La conférence s'est tenue à Marrakech, au Royaume du Maroc, du 15 au 17 juin 2022, sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, sur le thème : « Apprentissage et éducation des adultes en vue du développement durable : un programme transformateur ». En raison de la pandémie en cours, elle a pris la forme d'un événement hybride, associant une participation à la fois en présentiel et

en ligne. Elle était organisée au nom de l'UNESCO par l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports du Royaume du Maroc, le Siège de l'UNESCO et l'Agence nationale marocaine de lutte contre l'analphabétisme (ANLCA).

Un total de 1 126 participants venus de 149 pays y ont assisté, dont un chef d'État, 49 ministres et vice-ministres, ainsi que des ambassadeurs et des délégués permanents de l'UNESCO, et des représentants d'organisations des Nations Unies, d'organisations intergouvernementales, d'organisations de la société civile et d'organisations de la jeunesse et du secteur privé (voir l'annexe H). Un peu plus de la moitié (54 %) des participants étaient des femmes.

La CONFINTEA VII avait pour objectifs de :

- réunir la communauté internationale et promouvoir le droit à l'éducation ;
- faire le point sur les réalisations intervenues dans le domaine de l'AEA ;
- examiner les défis et recommander des solutions ;
- élaborer un nouveau cadre d'action, le Cadre d'action de Marrakech, afin de faire de l'AEA une réalité dans le monde entier.

Depuis la CONFINTEA VI de 2009, le monde a connu de nombreux changements. Certains ont été positifs, comme le progrès des technologies. D'autres, comme la pandémie de COVID-19, les conflits, les menaces à la démocratie et les problèmes climatiques et environnementaux, nous confrontent à des défis. Suite à l'appel lancé par l'UNESCO en faveur d'un nouveau contrat social pour l'éducation, et à la lumière du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi que d'un certain nombre d'autres initiatives majeures, les participants à la CONFINTEA VII ont examiné les moyens d'exploiter le pouvoir transformateur de l'AEA pour promouvoir le développement durable dans le contexte des défis et des possibilités actuels.

La conférence s'est close par l'adoption du Cadre d'action de Marrakech (MFA, sigle anglais), qui, sous le titre « Exploiter le pouvoir de transformation de l'apprentissage et de l'éducation des adultes », constitue un engagement des États membres et une feuille de route pour la promotion de l'AEA au cours des douze prochaines années, jusqu'en 2030 et au-delà (voir l'annexe A). Le MFA reconnaît l'AEA comme un droit humain fondamental dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie, un moyen important de promouvoir l'inclusion, et une condition préalable à la justice sociale et écologique, à la santé et au bien-être, au changement et à la transformation.

“ *Construire une culture de l'apprentissage tout au long de la vie, c'est ... nous permettre, collectivement et individuellement, de nous préparer à affronter les grandes transitions de notre époque, qu'elles soient économiques, énergétiques, liées à la transition verte, numériques ... L'éducation des adultes est ... un levier essentiel pour avancer, ensemble, vers la réalisation des Objectifs de développement durable.*

Mme Audrey Azoulay, directrice générale de l'UNESCO



Mme Stefania Giannini, sous-directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation, avec, de gauche à droite, S. E. M. Aziz Akhannouch, Premier ministre, Royaume du Maroc ; S. E. M. Chakib Benmoussa, ministre de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports, Royaume du Maroc ; et M. Abdellatif Miraoui, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, Royaume du Maroc

Partie I : APERÇU DES PROCÉDURES DE LA CONFÉRENCE

Vers la CONFINTEA VII

Conférences régionales et consultations sous-régionales

La CONFINTEA VII a été précédée, en 2021, d'une série de conférences régionales et de consultations sous-régionales co-organisées par l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) et les Bureaux régionaux de l'UNESCO. Ces conférences ont permis de recueillir des points de vue contextualisés sur l'AEA, de s'informer sur les progrès réalisés au niveau régional dans le domaine de l'alphabétisation, de l'égalité des genres et de l'éducation à la citoyenneté, et de prendre note des préoccupations liées à des sujets tels que l'accélération du changement climatique, les troubles politiques, les conflits dans de nombreuses régions du monde et des crises imprévues comme la pandémie de COVID-19. Elles se sont conclues par des recommandations adressées à la CONFINTEA VII. Une synthèse de l'ensemble des documents finaux a été publiée par l'UIL sous

le titre *A transformative agenda: Outcomes of the CONFINTEA VII regional preparatory conferences* [Un programme transformateur – Résultats des conférences régionales de préparation de la CONFINTEA VII]. L'ensemble de ces conférences et consultations préparatoires a contribué à l'élaboration du document final de la CONFINTEA VII, le Cadre d'action de Marrakech (MFA).

Consultation virtuelle sur le Cadre d'action de Marrakech

L'avant-projet de MFA a été élaboré en consultation avec le comité consultatif de la CONFINTEA VII. Afin de recueillir les commentaires des États membres sur ce texte préliminaire, l'UNESCO a lancé une consultation en ligne sous forme d'enquête en avril 2022. Des points focaux, désignés par les délégués permanents des États membres auprès de l'UNESCO, ont apporté leur contribution et élaboré le cadre d'action qui a été examiné lors de la conférence. Dans le même temps, une consultation publique en ligne a été lancée afin de recueillir des commentaires

sur le projet de MFA auprès des parties prenantes, des prestataires d'éducation et d'autres parties concernées par l'AEA. Une deuxième consultation avec les États membres a eu lieu peu de temps avant la CONFINTEA VII afin faciliter la réalisation d'un consensus lors de la conférence.

Travaux de la conférence

Après adoption du règlement intérieur de la conférence et de l'ordre du jour provisoire révisé, la conférence a élu les membres du Bureau de la conférence suivants :

Président :

- S. E. M. Chakib Benmoussa, ministre de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports, Royaume du Maroc

Vice-présidents :

- Mme Aleksandra Pejatović, professeure à la Faculté de philosophie, Département d'andragogie de l'Université de Belgrade ; République de Serbie
- M. Walter Hirche, président du Comité de l'éducation, Commission allemande pour l'UNESCO
- S. E. Mme Nancy Ortuño Rojas, vice-ministre de l'Enseignement secondaire, République bolivarienne du Venezuela
- S. E. Mme Lanelle Olandrea Tanangada, ministre de l'Éducation et du Développement des Ressources humaines, Îles Salomon
- S. E. Mme Camélia Ntoutoume Leclercq, ministre de l'Éducation nationale chargée de la formation civique, Gabon

Un Comité de rédaction, composé de représentants nommés par les régions de l'UNESCO, a été formé afin d'examiner et d'incorporer les amendements au projet de Cadre d'action de Marrakech. La composition du Comité de rédaction était la suivante :

Président du Comité de rédaction :

- M. Daniel Baril, directeur général, Institut de coopération pour l'éducation des adultes, et président du Conseil d'administration de l'UIL

Membres du Comité de rédaction :

- Mme Ayélé Rosalie Eklou-Koévanu, directrice de l'alphabétisation et de la formation des adultes, ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, Togo
- Mme Rūta Gintaute-Marihina, directrice du Département de l'EFP et de l'éducation des adultes, ministère de l'Éducation et des Sciences, République de Lettonie
- Mme Stephanie Godec, responsable de programme, Commission nationale autrichienne pour l'UNESCO
- M. Dae Joong Kang, président, Institut national pour l'éducation tout au long de la vie (NILE), République de Corée
- Mme Hayfa Rouas, déléguée permanente adjointe, Délégation permanente du Royaume du Maroc auprès de l'UNESCO, Royaume du Maroc

Observateurs des organisations de la société civile :

- Mme Katarina Popović, secrétaire générale, Conseil international pour l'éducation des adultes (ICAE), République de Serbie

Rapporteure générale :

- Mme Cecilia Palm, secrétaire générale de Folkuniversitetet, Royaume de Suède

Structure de la conférence

La conférence de trois jours se composait de six tables rondes plénières, ainsi que 20 ateliers thématiques parallèles organisés par l'UNESCO et d'autres organisations participantes afin d'offrir différents points de vue sur des questions cruciales concernant l'AEA.

Le *5e Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (GRALE 5)* a été lancé le premier jour lors de la table ronde ministérielle. Les cinq autres séances plénières ont réuni des représentants nationaux désignés. Les

recommandations formulées au cours de ces séances ainsi qu'au cours des 20 ateliers parallèles ont été prises en considération par le comité de rédaction pour inclusion en tant qu'amendements au projet de MFA.

Trois forums ont été organisés le 14 juin, immédiatement avant la tenue de la conférence :

- le Forum des organisations de la société civile
- le Forum de la jeunesse : Atteindre l'ODD 4 avec et pour les jeunes
- le Forum du secteur privé : Collaborer à l'apprentissage et à l'éducation des adultes



Arrivée des participants à la conférence





Mme Temilade Salami, fondatrice d'Ecochampions, jeune leader du Partenariat mondial pour l'éducation et membre du Réseau UNESCO SDG4YOUTH, s'adresse aux participants du Forum.

Partie II : FORUMS PRÉ-CONFÉRENCE

Forum des organisations de la société civile

Le Forum des organisations de la société civile (FSC) était organisé par le Conseil international pour l'éducation des adultes (ICAE), en coopération avec le Bureau national de DVV International au Royaume du Maroc (ainsi qu'avec MOJA, la plateforme en ligne de DVV destinée aux éducateurs d'adultes professionnels en Afrique), l'Arab House for Adult Education and Development (AHAED) et le Centre marocain d'éducation civique. Cet événement international hybride avait pour thème : « Apprentissage et éducation des adultes : parce que l'avenir ne peut pas attendre ». Des organisations de la société civile du monde entier se sont réunies à cette occasion pour examiner les derniers développements en matière d'AEA, au niveau tant mondial que régional.

Servant de contribution au MFA, la [Déclaration](#) qui en a résulté présente l'AEA comme un droit humain fondamental au sein du plus large domaine de l'éducation. Elle souligne la nécessité d'une AEA transformatrice qui, en plus de remplir ses tâches et fonctions de base, s'attaque de façon permanente aux défis systémiques, comme la pauvreté,

les inégalités structurelles, les problèmes mondiaux et les questions de pouvoir. Elle se fait ainsi l'écho de l'appel lancé par l'UNESCO dans son rapport sur Les futurs de l'éducation en faveur d'un « nouveau contrat social pour l'éducation », lequel prône une vision élargie de l'AEA, qui ne soit pas simplement adaptative et réactive, mais utilise son pouvoir transformateur pour créer et faire adopter des solutions durables sur le long terme. La Déclaration souligne également l'importance de l'AEA en tant qu'effort public et bien commun mondial, dont l'État porte la responsabilité première, et la nécessité de fournir un financement conséquent, aligné sur les points de référence régionaux et internationaux.

Le FSC a insisté sur le caractère holistique et trans-sectoriel de l'AEA, qui englobe toutes les formes d'éducation des adultes (formelle, non formelle et informelle) et divers types d'apprentissage dans des domaines tels que la santé, le travail, la culture, la citoyenneté et l'environnement. Il a également noté la nécessité de réaliser l'alphabétisme universel en tant que clé de voûte de l'apprentissage tout au long de la vie. Il a rappelé qu'il est nécessaire de placer la diversité, l'inclusion et une participation centrée sur l'apprenant au cœur de l'AEA, et d'accorder une attention particulière aux groupes d'apprenants

vulnérables. Ses autres recommandations ont porté sur l'égalité des genres, la professionnalisation de l'AEA et la nécessité de trouver un juste équilibre, dans l'AEA, entre la numérisation/les technologies de l'information et de la communication (TIC) et les pédagogies non numériques.

Enfin, le FSC a insisté sur son rôle de partenaire dans la formulation, la mise en œuvre, la planification, et le suivi et l'évaluation des politiques, notant qu'il devrait également être associé aux partenaires établis avec les agences gouvernementales concernées et d'autres acteurs.

À titre de recommandation générale, le forum a exhorté l'ensemble des acteurs et des parties prenantes de l'éducation à continuer à lutter pour l'AEA en tant que composante essentielle à la fois de l'apprentissage tout au long de la vie et de l'Objectif de développement durable 4 (ODD 4).

Forum de la jeunesse – Atteindre l'ODD 4 avec et pour les jeunes

Participants à la table ronde :

- M. Daniel Baril, PDG, Institut de coopération pour l'éducation des adultes, et président du Conseil d'administration de l'UIL
- M. Max Amanu, responsable de programme, Northwind Foundation, et responsable de l'équipe de recherche pour la région de l'Afrique orientale et australe, initiative « Les jeunes comme chercheurs », UNESCO
- Mme Tania Rosas, fondatrice, Fundación El Origen
- M. Nicholas Kee, co-fondateur et directeur général de Kee Farms, conseiller au Queen's Commonwealth Trust
- Mme Temilade Salami, fondatrice d'Ecochampions, jeune leader du Partenariat mondial pour l'éducation et membre du Réseau de l'UNESCO SDG4YOUTH
- M. Vladislav Kaim, point de contact, Groupe de travail

YOUNGO sur les emplois verts, et membre du Groupe consultatif de la jeunesse sur les changements climatiques auprès du secrétaire général des Nations Unies

- M. Alexis Sebote, co-fondateur et directeur exécutif, Salom
- Mme Sofia Bermudez, membre du Réseau de l'UNESCO SDG4YOUTH
- Mme Maria Nguyen, responsable internationale de l'éducation, Service de planning familial, Nouvelles-Galles du Sud
- M. Martin Karadzhov, membre du Conseil d'administration, ILGA World
- Mme Nidaa Aljabbarin, membre du Conseil d'administration de Carry the Future
- M. Moazzam Shah Bukhari Syed, fondateur, The Walkway School
- Mme Yousra Assali, représentante régionale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, WorldSkills Champions Trust
- M. Isaac Makinya, assistant du programme jeunesse, association des scouts du Kenya
- M. Borhene Chakroun, directeur de la Division des politiques et des systèmes d'apprentissage tout au long de la vie, Secteur de l'éducation de l'UNESCO

Modérateurs :

- M. Rafik Amrani, fondateur, Beyond Tekhmamek
- Mme Ola Gomaa, Jeunes leaders de l'éducation en vue du développement durable, UNESCO
- Mme Amanda Bennett Rivera, coordinatrice du programme Jeunesse, Charte de la Terre internationale
- Mme Sofía Bermúdez, membre, membre du Réseau de l'UNESCO SDG4YOUTH

Le Forum de la jeunesse comportait quatre tables rondes qui avaient pour thème (1) l'emploi, l'alphabétisation et le développement des compétences des jeunes, (2) des compétences vertes pour l'action climatique, (3) vers une citoyenneté mondiale active, (4) perspectives, et visaient à identifier et à examiner les défis, les possibilités et les bonnes pratiques concernant la situation générale de l'éducation des jeunes dans un monde en rapide évolution. Au cours de leurs délibérations, les participants ont convenu que, dans le sillage de la révolution technologique, des investissements dans l'AEA et des efforts ciblés de développement des compétences des jeunes apprenants étaient nécessaires pour combler le fossé numérique dans les pays du Sud, au sein des communautés autochtones et même parmi les enseignants. Les participants ont noté qu'alors qu'un nombre toujours plus grand d'entreprises et d'institutions « passaient au vert », il était urgent de remédier à l'inadéquation entre les programmes éducatifs et les exigences du marché du travail en adaptant le paysage de l'AEA en conséquence afin de placer l'éducation verte et l'action en faveur du climat au cœur des curricula. L'AEA devrait également reconnaître le rôle de l'éducation non formelle dans le développement des compétences des jeunes et de leur capacité à devenir des citoyens mondiaux actifs. Enfin, les participants au forum ont convenu que les jeunes devaient être officiellement représentés dans les processus de développement de l'AEA grâce à des synergies, des partenariats et des consultations accrues. Ils ont exhorté l'UNESCO à continuer d'apporter des services de soutien intergénérationnel et d'AEA par le biais de politiques, d'efforts de planification et d'investissements favorables, en mettant particulièrement l'accent sur les plus marginalisés.

Forum du secteur privé – S'engager dans l'apprentissage et l'éducation des adultes

Participants à la table ronde :

- M. Daniel Baril, directeur général, Institut de coopération pour l'éducation des adultes, et président du Conseil d'administration de l'UIL
- S. E. M. Younes Sekkouri, ministre de l'Inclusion économique, de la petite Entreprise, de l'Emploi et des Compétences, Royaume du Maroc
- M. Chakib Alj, président, Confédération générale des entreprises, Royaume du Maroc
- M. Matt Sigelman, président, Burning Glass
- M. Neil Butcher, fondateur, Neil Butcher & Associates
- Mme Reem Mansour, responsable pays en Jordanie, Kiron Campus
- M. Kishan Gopal Laddha, chef des services d'alphabétisation, Tata Consultancy Services
- M. Michael Fung, conseiller, SkillsFuture ; directeur exécutif, Institut pour l'avenir de l'éducation (IFE) de l'Institut technologique et d'études supérieures de Monterrey (Tecnológico de Monterrey), Mexique
- M. Hernan Araneda, responsable du développement humain, Fundación Chile
- Mme Sijtske Ouderkerken, cheffe de programme, Groene Hotspot Houten, Yuverta
- M. Filipe Cassapo, président, Enrich in LAC ; directeur, LelloLab, et conférencier invité pour l'innovation, le leadership et l'entrepreneuriat
- Mme Jeanine Romano, PDG, Sharjah Education Academy

- Mme Sesi Nombulelo Nxesi, PDG, Education, Training and Development Practices, Sector Education and Training Authority, Afrique du Sud
- M. Borhene Chakroun, directeur de la Division des politiques et des systèmes d'apprentissage tout au long de la vie, Secteur de l'éducation de l'UNESCO

Modérateurs :

- Mme Sarah Elson-Rogers, cheffe d'équipe, Programme Innovation et avenir de l'EFTP, UNESCO-UNEVOC
- M. Ramon Iriarte, spécialiste de programme, Éducation, Bureau de l'UNESCO à Santiago
- M. Olivier Pieume, chef de l'Unité de coopération technique UNESCO-UNEVOC
- M. Friedrich Huebler, directeur de l'UNESCO-UNEVOC

Le Forum du secteur privé a réuni des acteurs clés afin d'examiner les défis auxquels ils sont confrontés dans le domaine de l'AEA, les possibilités qui s'offrent à eux et leurs contributions. Il était composé de quatre tables rondes ayant pour thème : (1) l'avenir du travail ; (2) diversité et participation inclusive ; (3) citoyenneté mondiale active ; et (4) perspectives pour l'avenir. Il a également éclairé sur l'évolution du rôle du secteur privé en matière d'AEA, et identifié des pistes permettant d'accroître la participation et de mettre en place un écosystème plus solide pour promouvoir l'apprentissage et l'acquisition

de compétences tout au long de la vie. Lors des séances, les orateurs sont convenus que le monde du travail faisait actuellement face à de nombreuses transitions (numérisation, automatisation, compétences vertes), toutes à la fois créatrices et perturbatrices d'emplois. Ils ont souligné l'importance d'utiliser les données pour comprendre la structure des mutations affectant l'avenir du travail, et concevoir des programmes d'AEA, des programmes de reconversion et de perfectionnement et des stratégies adaptés. Les participants ont noté que la participation des groupes et des communautés vulnérables était à la fois une nécessité et une opportunité économique précieuse pour les entreprises privées, permettant à ces dernières de démontrer leur attachement à la diversité et à l'inclusion, au profit de l'ensemble des parties. Les orateurs se sont en outre mis d'accord sur le fait que la formation aux compétences bleues et vertes répondant aux enjeux de la biodiversité, de l'adaptation au climat et du bien-être des humains et de la planète était une condition préalable à l'émergence de citoyens mondiaux actifs. Enfin, ils ont conclu que ces défis transsectoriels ne pouvaient être relevés que par des partenariats avec le secteur privé et par une approche écosystémique (c'est-à-dire des consultations avec les départements scientifiques, les programmes d'EFTP, le secteur public et les universités, pour ne citer qu'eux). Afin de développer des possibilités d'AEA en entreprise et de remédier à l'inadéquation actuelle entre l'offre et la demande de compétences, des passerelles doivent être jetées entre l'industrie privée et le secteur de l'éducation.

Les résultats de chacun des forums ont été présentés en plénière.



S. E. M. Aziz Akhannouch, Premier ministre du Royaume du Maroc tient le discours d'ouverture de la conférence au nom de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Royaume du Maroc.

Partie III : OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE

Lors de la cérémonie d'ouverture, les orateurs ont évoqué les changements auxquels le monde a dû faire face au cours des 12 dernières années, notamment en raison de la pandémie de COVID- 19. Ils ont souligné le rôle crucial de l'AEA dans la transformation de l'éducation, et la nécessité de nouer des partenariats solides pour mettre en œuvre un nouveau contrat social pour l'éducation.

La conférence a été officiellement ouverte par Sa Majesté Mohammed VI, Roi du Maroc. Dans un message lu en son nom par le premier ministre du Royaume du Maroc, M. Aziz, il s'est félicité des relations de coopération et de partenariat privilégiées qui ont toujours prévalu entre le Royaume du Maroc et l'UNESCO et a réaffirmé son souci constant de les voir se développer et s'étendre à d'autres filières scientifiques, éducatives et culturelles. Après avoir

Orateurs :

- S. E. M. Aziz Akhannouch, Premier ministre du Royaume du Maroc (au nom de Sa Majesté le Roi Mohammed VI)
- Mme Audrey Azoulay, directrice générale de l'UNESCO
- M. Qu Dongyu, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- S. E. M. Victor Godoy Veiga, ministre de l'Éducation de la République fédérative du Brésil
- S. E. Mme Sahle-Work Zewde, présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie et présidente de la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation

cité les réalisations de son pays dans le domaine de l'apprentissage et de l'éducation des jeunes et des adultes, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a proposé la création d'une commission interministérielle post-CONFINTEA VII qui se réunirait chaque année afin de veiller à l'application effective de toutes les recommandations formulées dans le Cadre d'action de Marrakech. Dans le même ordre d'idées, et pour raffermir l'engagement du Maroc en faveur de l'apprentissage tout au long de la vie, le Maroc a également proposé de créer l'« Institut africain pour l'apprentissage tout au long de la vie ». Cette initiative de portée africaine renforcera la coordination et la coopération Sud-Sud dans le domaine de l'AEA. L'institut sera un centre régional ayant pour vocation de renforcer les capacités des parties prenantes, des institutions et des organisations régionales dans le domaine de l'apprentissage tout au long de la vie. Il assurera en outre le suivi et l'évaluation des politiques publiques en matière d'apprentissage tout au long de la vie, et placera les apprenants et les formateurs en tête de sa liste de priorités.

La directrice générale de l'UNESCO, Mme Audrey Azoulay, a souligné que l'éducation est un droit universel qui se prolonge la vie durant, avec l'AEA

comme principal moteur. Elle a souligné que 771 millions d'adultes ne savent toujours ni lire ni écrire, et que près des deux tiers (63 %) d'entre eux sont des femmes. Elle s'est référée aux conclusions du *5e Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (GRALE 5)*, qui signale des progrès dans la participation à l'AEA dans près de la moitié des pays participants, les femmes étant les principales bénéficiaires. Cependant, a-t-elle noté, près de deux tiers des pays participants ont indiqué qu'il n'y avait eu aucun progrès dans la participation à l'AEA dans leur pays, et certains ont noté que les taux de participation avaient même diminué parmi les populations rurales et âgées. Des investissements plus nombreux et de meilleure qualité sont donc nécessaires pour entreprendre des politiques publiques et améliorer la situation des personnes vulnérables. Mme Azoulay a poursuivi en soulignant la nécessité de s'appuyer sur les efforts du Cadre d'action de Belém pour forger le nouveau contrat social en faveur de l'éducation auquel appelle le rapport sur Les futurs de l'éducation, qui met l'accent sur le rôle central de l'apprentissage tout au long de la vie. Elle a souligné qu'en adoptant le MFA, les participants à la CONFINTEA seraient les co-créateurs d'un mouvement majeur et transformateur qui passera par le Sommet sur la transformation de l'éducation convoqué par le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres.

M. Qu Dongyu, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a noté qu'un des défis auxquels notre monde est confronté réside dans la nécessité de transformer l'agriculture et de répondre aux enjeux techniques, économiques, culturels et écologiques dont dépendent aujourd'hui les moyens d'existence des agriculteurs et des communautés rurales. Il a rappelé que trois milliards de personnes, représentant 60 % de la population des pays en développement et la moitié des habitants de la planète, vivaient dans des zones rurales, où l'analphabétisme des adultes et les inégalités entre les genres sont disproportionnellement élevés. Il a souligné que le partenariat FAO-UNESCO contribuait à accélérer la transition vers des systèmes plus durables et plus équitables à l'horizon 2031. Il a en outre fait part de sa conviction que les discussions

“ *Le droit à l'éducation tout au long de la vie est une responsabilité collective. Notre incapacité à le réaliser serait notre échec collectif. C'est ensemble que nous devons forger un nouveau contrat social pour l'éducation pour des futurs plus justes et plus durables.*

S. E. Mme Sahle-Work Zewde, présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie

et les résultats de la CONFITEA VII créeraient des possibilités de nouvelles collaborations. Il a souligné la nécessité de continuer à travailler ensemble de manière efficace et cohérente afin de réaliser le Programme pour 2030, de lutter contre les inégalités et d'assurer un avenir meilleur pour tous.

S. E. M. Victor Godoy Veiga, ministre de l'Éducation de la République fédérative du Brésil, a déclaré que l'éducation constituait une forme d'accès à la citoyenneté et donc un

droit légitime de l'individu et une obligation de l'État. L'alphabétisation doit offrir aux jeunes et aux adultes la possibilité de développer leurs capacités et d'être utiles, sur le plan tant social que professionnel. Il a souligné la nécessité d'établir des partenariats entre les acteurs clés afin de coordonner des stratégies qui encouragent progressivement la réalisation d'une éducation équitable et de qualité pour tous. Il a cité des exemples de programmes actuellement développés au Brésil par le ministère de l'Éducation, notant qu'au-delà de l'alphabétisation, ils visaient à intégrer les adultes dans la société et le monde du travail.

S. E. Mme Sahle-Work Zewde, présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie et présidente de la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation, a souligné la nécessité de transformer les systèmes éducatifs. Le rapport de la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation, a-t-elle observé, appelle à un nouveau contrat social pour l'éducation qui puisse réparer les injustices du passé et bâtir des futurs plus justes et plus durables. Une approche gouvernementale systémique, transsectorielle et globale est nécessaire, a-t-elle conclu, pour forger ce nouveau contrat social pour l'éducation. La diversité des parties prenantes, tant gouvernementales que non gouvernementales, impliquées dans l'AEA doit contribuer activement à la réinvention de nos systèmes éducatifs.





M. David Atchoarena, directeur de l'UIL, lors du lancement du 5e Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (GRALE 5)

Partie IV : CONTRIBUTIONS ET DISCUSSIONS

Séance plénière

Table ronde 1 – Table ronde ministérielle

Président :

- S. E. M. Chakib Benmoussa, ministre de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports, Royaume du Maroc

Modératrice :

- Mme Stefania Giannini, sous-directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation

Discours-programme :

- M. David Atchoarena, directeur, UIL
Présentation du 5e Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes

Panélistes :

- S. E. Mme Maria Brown Pérez, ministre de l'Éducation, Équateur
- S. E. Mme Mariatou Koné, ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, Côte d'Ivoire
- S. E. M. Abdellatif Miraoui, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, Royaume du Maroc
- S. E. M. Jaime Perczyk, ministre de l'Éducation, Argentine
- S. E. Mme Kristina Persdotter, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation et de la Recherche, Royaume de Suède
- S. E. Mme Kanokwan Vilawan, vice-ministre de l'Éducation, Royaume de Thaïlande

Lancement du 5e Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (GRALE 5) – Éducation à la citoyenneté : donner aux adultes les moyens du changement

Lors de la table ronde ministérielle, M. David Atchoarena, directeur de l'UIL, a lancé le 5e Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (GRALE 5) et présenté les points clés du rapport. Le principal message du GRALE 5, a-t-il noté, est que même si des progrès ont été réalisés, ceux qui en ont le plus besoin restent privés d'accès, et que les moyens investis dans l'AEA demeurent insuffisants.

Au cours des 12 dernières années, les progrès ont été lents : ainsi, bien que les taux d'alphabétisme aient progressé de 12 % à 15 %, les femmes forment toujours les deux tiers des analphabètes adultes.

Tableau 1
Taux de participation globale à l'AEA depuis 2018

	Nombre total de réponses au GRALE 5	A diminué	Est stable	A augmenté	Ne sait pas
Monde	155	13%	28%	52%	7%
Groupes régionaux					
Afrique subsaharienne	36	17%	25%	56%	3%
Amérique latine et Caraïbes	24	21%	25%	42%	13%
Asie et Pacifique	32	3%	16%	63%	19%
États arabes	19	16%	42%	42%	0%
Europe et Amérique du Nord	43	12%	37%	49%	2%
Groupes de revenu					
Faible revenu	26	19%	27%	50%	4%
Revenu intermédiaire inférieur	39	5%	21%	67%	8%
Revenu intermédiaire supérieur	39	18%	31%	41%	10%
Revenu élevé	50	12%	34%	48%	6%

Selon les données du GRALE 5, au niveau mondial, 52 % des pays ont indiqué que la participation à l'AEA avait augmenté depuis 2018, 28 % ont fait état d'une participation stable et 13 % ont déclaré qu'elle avait diminué. 7 % ne connaissaient pas le taux de participation à l'AEA dans leurs pays respectifs (voir le tableau 1.20, tiré du GRALE 5, p. 76).

Par ailleurs, 60 % des pays déclarent avoir amélioré leur politique d'AEA depuis 2018 (GRALE 5, p.18). Les États membres rapportent des progrès en matière de politiques dans tous les domaines de l'apprentissage : alphabétisation, compétences de base et citoyenneté. Ces avancées sont toutefois légèrement plus faibles pour ce qui est de l'éducation à la citoyenneté.

Source : GRALE 5, p. 76 ; <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381666>

M. Atchoarena a néanmoins indiqué que le *GRALE 5* était porteur d'espoir, dans la mesure où il témoigne d'une amélioration de la qualité en ce qui concerne le contenu des curricula et la formation initiale et continue des éducateurs d'adultes.

Mme Kristina Persdotter, secrétaire d'État auprès du ministre suédois de l'Éducation et de la Recherche, a souligné que l'apprentissage tout au long de la vie constituait la compétence clé au 21^e siècle.

En réponse à une question concernant les mesures prises pour accroître les investissements dans l'AEA, **Mme Mariatou Koné, ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation de la Côte d'Ivoire**, a indiqué aux participants que l'alphabétisme des adultes avait reculé, son taux en Afrique subsaharienne étant désormais inférieur à la moyenne mondiale de 45 %. Elle a déclaré qu'un engagement politique de haut niveau en faveur de l'AEA était nécessaire pour en améliorer l'accès et en assurer la durabilité. **Mme Kristina Persdotter, secrétaire d'État auprès du ministre suédois de l'Éducation et de la Recherche**, a présenté brièvement un nouveau programme de financement pour la reconversion et le perfectionnement des apprenants, qui leur garantit le versement de 80 % de leur dernier salaire pendant une période d'un an.

Répondant à une question concernant les mesures prévues pour faire progresser l'éducation à la citoyenneté par le biais de l'AEA, Mme Maria Brown, ministre de l'Éducation de l'Équateur, a indiqué que de nouveaux centres d'apprentissage avaient été ouverts et que les efforts visant à promouvoir l'éducation en tant que droit humain avaient été élargis.

M. Jaime Perczyk, ministre de l'Éducation de l'Argentine, a observé que la réalisation de l'éducation pour tous était essentielle pour favoriser l'acquisition de compétences adaptées au marché du travail et éliminer les inégalités des genres.

Table ronde 2 – L'apprentissage et l'éducation des adultes au sein du nouveau contrat social pour l'éducation : vers un droit à l'apprentissage tout au long de la vie

Présidente :

- S. E. Mme Camélia Ntoutoume Leclercq, ministre de l'Éducation nationale chargée de la formation civique, Gabon

Remarques liminaires :

- Mme Stefania Giannini, sous-directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation
- S. E. Mme Sahle-Work Zewde, présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie et présidente de la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation

Discours-programme :

- António Nóvoa, recteur honoraire et professeur à l'Institut d'éducation de l'Université de Lisbonne, Portugal

Modératrice :

- Mme Stefania Giannini, sous-directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation

Panélistes :

- Mme Peggy Hicks, directrice de la Division de l'engagement thématique, des procédures spéciales et du droit au développement, Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)
- Mme Sylvia Schmelkes, chercheuse à l'Université ibéro-américaine de Mexico, membre du Groupe mondial d'experts indépendants de l'UNESCO sur les universités et le Programme de développement durable à l'horizon 2030

- M.Timothy Ireland, vice-président (Amérique latine) du Conseil international d'éducation des adultes, Chaire UNESCO en éducation des jeunes et des adultes, Université fédérale de Paraíba, République fédérative du Brésil

S. E. Mme Sahle-Work Zewde, présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie et présidente de la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation, a présenté les principales conclusions du rapport de la Commission. Pour construire des avenir justes et durables, a-t-elle noté, il convient de transformer l'éducation elle-même. L'éducation doit promouvoir le respect de la vie et de la dignité humaine. L'adoption d'un nouveau contrat social pour l'éducation aidera à remédier aux exclusions du passé et à faire face aux incertitudes de l'avenir. Ce contrat social, a-t-elle poursuivi, doit reposer sur deux principes fondamentaux : le droit à une éducation de qualité tout au long de la vie, et une compréhension de l'éducation en tant qu'entreprise publique collective et bien commun permettant aux individus, aux familles et aux communautés de s'épanouir. Forger un nouveau contrat social, a-t-elle conclu, nous oblige à redéfinir pourquoi et ce que nous apprenons. Le droit à l'éducation tout au long de la vie est une responsabilité collective.

Ces messages ont été développés par **M. António Nóvoa, membre de la Commission internationale**, qui a souligné l'importance d'adopter une vision humaniste et de collaborer pour transformer l'AEA et éliminer les inégalités.

Les intervenants à la table ronde se sont accordés à dire que, comme l'éducation concerne tous les âges et toutes les couches de la société, il faut que soit garanti le droit à l'éducation tout au long de la vie. Ils ont convenu que l'éducation est un droit humain qui permet également la réalisation d'autres droits, et qu'elle est essentielle au développement économique, à la prévention des conflits et à la paix. Ils

ont aussi établi que l'AEA constitue un élément clé de notre engagement collectif à garantir le droit à l'éducation pour tous. Ils ont noté que la justice épistémique est essentielle à la réalisation de la justice sociale et, qu'à ce titre, le contenu curriculaire des programmes d'AEA doit mieux refléter la diversité des apprenants adultes. Tous les individus doivent pouvoir acquérir des connaissances concernant leurs cultures respectives et le faire dans leur propre langue. Nous avons beaucoup à apprendre des savoirs des peuples autochtones et du dialogue interculturel. Les adultes doivent être associés aux décisions concernant leurs propres processus d'apprentissage. Toutefois, ont noté les participants, les individus ne peuvent exercer leurs droits fondamentaux que s'ils en ont connaissance et sont en mesure de les faire respecter.

Concernant l'avenir, les intervenants ont souligné que l'AEA méritait de bien plus amples soutiens, qui doivent être apportés à tous les niveaux, y compris par les gouvernements, ces derniers devant adopter une approche interministérielle et intersectorielle de l'élaboration des politiques et fournir un financement suffisant.

Plusieurs États membres ont exprimé leur soutien à l'AEA et au nouveau contrat social. L'un d'entre eux a souligné l'importance du mécanisme de suivi proposé pour la CONFINTEA VII, conçu pour suivre et assurer la mise en œuvre du MFA, et l'importance également des réunions régionales dans ce cadre. Un autre État membre a souligné le fait que le nombre de travailleurs informels augmentait dans son pays. Ils ont demandé que l'UNESCO fournisse des études de cas et des contributions pour la mise en œuvre des programmes d'AEA.

Table ronde 3 – L'alphabétisation, fondement de l'apprentissage tout au long de la vie

Présidente :

- S. E. Mme Lanelle Olandrea Tanangada, ministre de l'Éducation et du Développement des Ressources humaines, Îles Salomon

Modératrice :

- Mme Helen Dabu, secrétaire générale, Association de l'Asie et du Pacifique Sud pour l'éducation de base et l'éducation des adultes (ASPBAE)

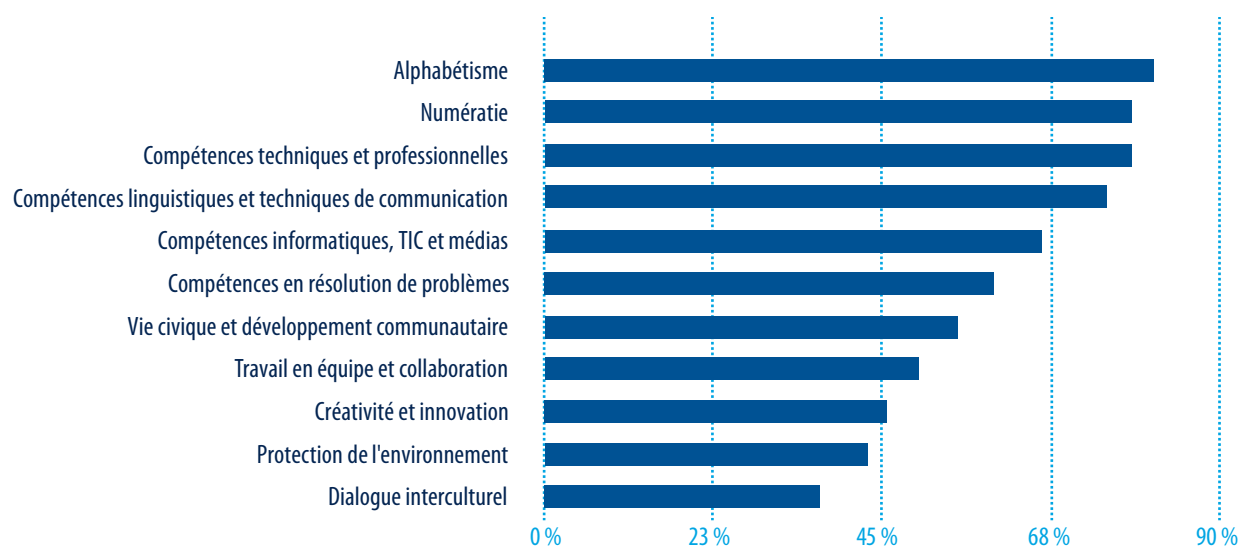
Panélistes :

- S. E. Mme Donna Johnson, sous-ministre adjointe de l'Éducation, Saskatchewan, et présidente du Comité consultatif des sous-ministres de l'Éducation (CCSME), Canada
- Mme Silvia Montoya, directrice de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)

- M. Mohamed Yehia Nasef, président de l'Autorité de l'éducation des adultes, République arabe d'Égypte
- M. Deepak Sharma, co-secrétaire du ministère de l'Éducation, des Sciences et des Technologies, Népal
- S. E. M. Wendkouni Joël Lionel Bilgo, ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales, Burkina Faso

Le *GRALE 5* indique le pourcentage de pays dans lesquels les compétences et aptitudes ont été évaluées en fonction des résultats d'apprentissage définis dans cette enquête. L'alphabétisme et la numératie étaient les compétences les plus fréquemment évaluées, dans 81 % et 78 % des pays respectivement (cf. figure 1).

Figure 1. Pourcentage de pays faisant état d'une évaluation des résultats d'apprentissage pour certaines compétences



Source : *GRALE 5*, p. 91 ; <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381666>

Les intervenants ont mis l'accent sur le concept élargi d'alphabétisation, qui la définit comme une série de pratiques sociales – telles que l'acquisition et l'application de compétences numériques – applicables à un contexte socioculturel et historique donné. La Recommandation de l'UNESCO sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (RALE, 2016) contenait cette définition élargie de l'alphabétisation. Dans la pratique, cependant, ont noté les panélistes, on a peu d'exemples d'application de cette définition élargie dans les politiques et les programmes connexes. Ils ont présenté des exemples de son intégration dans la mise en œuvre des politiques d'alphabétisation : au Canada, par exemple, des programmes de formation ont été introduits localement dans les provinces et les territoires, et un cadre de « compétences essentielles » a été adopté au niveau fédéral et intégré dans la politique nationale d'apprentissage tout au long de la vie dans le but d'améliorer l'accès des adultes au marché du travail et d'accroître la participation sociale.

L'établissement d'un système d'alphabétisation durable implique également que l'on élabore des politiques globales d'alphabétisation et des stratégies également globales de mise en œuvre de ces politiques. Au Népal, les données fournies indiquent que la diversité socioculturelle est prise en compte lors de la conception des mécanismes de gouvernance. Les campagnes et les efforts d'alphabétisation ont été coordonnés en collaboration avec les autorités locales et provinciales dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. L'Égypte, de son côté, a conçu des programmes d'alphabétisation numérique adaptés à l'environnement des apprenants afin de rendre les possibilités d'apprentissage attrayantes pour les adultes.

La planification financière et la budgétisation des politiques d'alphabétisation constituent un autre défi. Le Burkina Faso a tenté de renforcer son offre d'alphabétisation en mobilisant les efforts de la population contre l'analphabétisme. Le Népal, pays dans lequel le gouvernement central soutient les provinces par le biais d'une commission nationale qui assure la répartition

équitable des financements de l'alphabétisation, a adopté un modèle « d'éducation par l'enfant » afin d'encourager l'apprentissage familial et communautaire. L'Égypte a mis en œuvre des solutions innovantes pour financer l'alphabétisation en mettant l'accent sur la coresponsabilité des différents acteurs. La loi autorise désormais les dons privés et les dons en nature pour que tous les citoyens puissent y contribuer.

Il a été noté que des données fiables étaient nécessaires pour concevoir et mettre en œuvre des politiques efficaces. Le Canada a investi massivement dans l'évaluation internationale des compétences d'alphabétisation (PEICA). Lors du processus de collecte des données, chaque province a été suréchantillonnée pour garantir que les politiques et les programmes d'alphabétisation soient élaborés sur la base de données complètes et représentatives concernant les compétences de sa propre population. Il a aussi été noté que le Burkina Faso, également convaincu du caractère essentiel des données pour garantir la qualité et orienter les politiques, teste actuellement un système de gestion et d'information comprenant des indicateurs de performance clés, afin de suivre la mise en œuvre de la politique d'alphabétisation du pays dans plusieurs provinces et dans trois langues nationales.

Le *GRALE 5* montre que le nombre de pays qui considèrent que le suivi et l'évaluation sont un élément clé de la gouvernance de l'AEA a fortement augmenté, passant de 30 % des pays en 2019 à 64 % aujourd'hui. Cela suggère que le suivi et l'évaluation deviennent une priorité et devraient être considérés comme un processus à part entière appelant une coopération entre les différentes parties prenantes.

Source : *GRALE 5*, p. 24 ;
<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000381666>

Table ronde 4 – Préparer les adultes à l'avenir du travail

Présidente :

- Mme Nancy Ortuño Rojas, vice-ministre de l'Enseignement secondaire, République bolivarienne du Venezuela

Modérateur :

- M. Borhene Chakroun, directeur de la Division des politiques et des systèmes d'apprentissage tout au long de la vie, Secteur de l'éducation de l'UNESCO

Panélistes :

- S. E. M. Airlangga Hartarto, ministre coordonnateur des Affaires économiques, République d'Indonésie
- Mme Kristina Persdotter, secrétaire d'État au ministère de l'Éducation et de la Recherche, Royaume de Suède
- M. Srinivas Reddy, chef du Service des compétences et de l'employabilité, Organisation internationale du travail (OIT)
- Mme Sara Ruto, secrétaire administrative en chef, ministère de l'Éducation, République du Kenya
- S. E. M. Younes Sekkouri, ministre de l'Inclusion économique, de la petite Entreprise, de l'Emploi et des Compétences, Royaume du Maroc

La transformation numérique et la transition vers l'économie verte sont tout à la fois source de possibilités et d'incertitudes pour le marché du travail. L'écart entre les emplois, les compétences et les aspirations constitue l'un des principaux obstacles à l'accès à l'emploi, et l'AEA peut contribuer à combler cet écart. Pour y parvenir, il convient de mieux aligner l'éducation des adultes sur le marché du travail. En outre, en tant qu'elle

soutient les processus de reconversion, l'exploitation du lieu de travail comme lieu d'apprentissage peut s'avérer un outil crucial de promotion de l'AEA. Dans ce contexte, **Mme Kristina Persdotter, secrétaire d'État au ministère de l'Éducation et de la Recherche, Royaume de Suède**, a présenté aux participants la nouvelle initiative suédoise de financement des études, expliquant que son pays avait reconnu les avantages d'offrir de plus larges possibilités de formation aux jeunes travailleurs. En finançant une année d'études au cours de leur carrière, à concurrence d'environ 80 % de leur salaire, ce nouveau projet, a-t-elle noté, facilitera leur requalification et leur perfectionnement.

S. E. M. Airlangga Hartarto, ministre coordonnateur des Affaires économiques de la République d'Indonésie, a souligné les énormes possibilités de soutien à l'AEA offertes par les programmes numériques. Kartu Prakerja, un programme gouvernemental de formation professionnelle et de protection sociale destiné aux personnes dont les revenus ont été affectés par la pandémie de COVID-19, a vu 12,8 millions de citoyens sortir diplômés de ses plus d'un millier de cours de formation, grâce aux incitations en espèces offertes par le gouvernement indonésien. Ce programme s'est révélé efficace pour augmenter les possibilités d'emploi et les revenus des utilisateurs.



Mme Kristina Persdotter, secrétaire d'État, ministère de l'Éducation et de la Recherche, Suède, lors de la table ronde 4

Table ronde 5 – L'apprentissage et l'éducation des adultes dans des environnements numériques

Président :

- M. Walter Hirche, président du Comité de l'éducation, Commission allemande pour l'UNESCO

Modératrice :

- Mme Ethel Agnes Pascua-Valenzuela, directrice du Secrétariat de la SEAMEO

Panélistes :

- M. Martin Dougiamas, fondateur et PDG du projet Moodle
- Mme Jenny Glennie, directrice exécutive, Institut sud-africain d'éducation à distance (SAIDE), Afrique du Sud
- Mme Elsie Kiema, ingénieure en aérospatial, ancienne élève de l'Initiative YALI (Young African Leaders Initiative) du Centre régional de leadership pour l'Afrique de l'Est, République du Kenya
- M. Jeff Maggioncalda, PDG de Coursera
- S. E. M. Yao Sun, vice-ministre de l'Éducation, République populaire de Chine

Les intervenants ont examiné la façon dont la numérisation, en particulier pendant la pandémie, a modifié le mode de vie et le mode d'apprentissage des individus, notant qu'ils avaient appris à travailler, apprendre et interagir en ligne dans tous les domaines de la vie. **S. E. M. Yao Sun, vice-ministre de l'Éducation de la République populaire de Chine**, a indiqué que son pays avait mis en œuvre des politiques nationales pour renforcer les infrastructures, créer des plateformes numériques et utiliser son réseau d'établissements d'enseignement supérieur pour atteindre tous les adultes, y compris les seniors et les habitants des

zones rurales et reculées. Il a noté que les gouvernements devaient veiller à ce que les apprenants aient accès aux appareils et aux compétences numériques nécessaires, et qu'une formation et un soutien pertinents soient dispensés aux communautés.

Par ailleurs, selon les intervenants, la pandémie de COVID-19 a montré que nous devons repenser nos systèmes éducatifs pour en garantir le caractère inclusif. Comme souligné par **Mme Jenny Glennie, directrice exécutive de l'Institut sud-africain d'éducation à distance (SAIDE), Afrique du Sud**, il est essentiel de fournir un accès aux ressources numériques, en particulier aux ressources

Dans l'enquête du *GRALE 5*, la grande majorité des pays ont déclaré utiliser les TIC dans les processus d'enseignement et d'apprentissage, y compris la promotion de l'éducation à la citoyenneté par le biais de l'AEA. Cela a été confirmé par près des trois quarts des 108 réponses à cette question de l'enquête, une proportion applicable dans toutes les régions à l'exception de l'Afrique subsaharienne, où elle était néanmoins encore supérieure à 50 %. De nombreux pays ont fourni des exemples de la manière dont les TIC et les technologies numériques étaient utilisées pour promouvoir l'éducation à la citoyenneté, qu'elles soient intégrées dans l'ensemble ou dans certains pans des systèmes d'éducation et de formation s'adressant aux apprenants adultes (par exemple, en Albanie, en Argentine, à la Barbade, en France, en Géorgie, en Irlande, au Koweït, à Malte, au Mexique, au Mozambique, à Oman, au Panama, aux Philippines, au Portugal et en République-Unie de Tanzanie), ou par le biais de programmes spécifiques et à différents niveaux d'enseignement (par exemple à la Barbade, en Bulgarie, en Ouganda, aux Philippines, en Pologne, en République arabe syrienne et en Roumanie).

Source : *GRALE 5*, p. 138

éducatives libres (REL), pour favoriser le partage des connaissances et permettre un apprentissage inclusif et de qualité pour tous. De même, **M. Martin Dougiamas, fondateur et PDG de Moodle**, a souligné la nécessité d'avoir des REL qui n'aient pas une vocation commerciale, car une technologie basée sur des modèles commerciaux pourrait avoir une incidence négative sur l'équité. En outre, les infrastructures devraient être détenues en copropriété et utiliser des normes ouvertes afin d'assurer un accès plus équitable aux outils et compétences fondamentaux nécessaires à l'apprentissage numérique.

Il convient en particulier, a-t-il été noté, de veiller à ce que la fracture numérique ne contribue pas à de plus grandes inégalités, notamment au détriment des femmes. **Mme Elsie Kiema, ancienne élève de l'Initiative YALI (Young African Leaders Initiative) du Centre régional de leadership pour l'Afrique de l'Est, République du Kenya**, a évoqué certains obstacles à sa carrière d'ingénieure en aérospatiale, notamment le manque d'infrastructures TIC et d'accès aux ordinateurs à l'école, ainsi que la faible proportion de femmes et de modèles de rôle dans ce secteur. Les participants à la table ronde ont observé que l'apprentissage en ligne pouvait réduire certaines de ces inégalités de manière significative. **M. Jeff Maggioncalda, PDG de Coursera**, a communiqué des données montrant que la représentation des femmes dans l'apprentissage en ligne, en particulier dans les matières STEM, avait augmenté après la pandémie. Il a également déclaré que, compte tenu de l'évolution des entreprises pendant la pandémie, l'apprentissage en ligne offrait non seulement d'importantes possibilités d'accès à l'acquisition des compétences nécessaires à l'économie numérique, mais pouvait également offrir davantage de possibilités aux personnes possédant ces compétences d'accéder à un emploi.

La modératrice, **Mme Ethel Agnes Pascua-Valenzuela, directrice du Secrétariat de la SEAMEO**, a conclu en plaidant pour une utilisation de la technologie comme outil de sensibilisation aux problèmes mondiaux, qui permette de former des citoyens plus informés, capables de jouer un rôle actif dans la réalisation des ODD.

Table ronde 6 – L'apprentissage et l'éducation des adultes pour agir en faveur du climat

Présidente :

- Mme Aleksandra Pejatović, professeure à la Faculté de philosophie, Département d'andragogie de l'Université de Belgrade, République de Serbie

Modérateur :

- M. Shigeru Aoyagi, directeur, Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO à Bangkok (UNESCO Bangkok)

Panélistes :

- S. E. M. Niels Annen, député et secrétaire d'État parlementaire auprès du ministre fédéral de la Coopération économique et du Développement, République fédérale d'Allemagne
- Mme Curmira Gulston, représentante des jeunes pour UNESCO ESD et directrice de Sustainable Solutions for Island Development, Trinidad et Tobago
- M. Manuel Hernández, conseiller au Département de l'éducation des jeunes et des adultes, Costa Rica
- Mme Anjeela Jokhan, secrétaire permanente, ministère de l'Éducation, du Patrimoine et des Arts, République des Fidji
- M. Dan Koivulaakso, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation et de la Culture, Finlande

La table ronde a souligné la nécessité de trouver de nouveaux moyens de promouvoir les compétences et les connaissances pour l'action et la résilience climatiques dans les sociétés. **Mme Anjeela Jokhan, secrétaire permanente au**

ministère de l'Éducation, du Patrimoine et des Arts de la République des Fidji, a noté l'importance d'intégrer les connaissances et les pratiques traditionnelles des communautés autochtones dans l'AEA, car une vie en harmonie et en équilibre avec la nature est la clé d'une action efficace en faveur du climat. Les intervenants ont souligné le caractère essentiel de l'éducation transformatrice et des partenariats transversaux, et la nécessité de passer des concepts à la mise en œuvre collaborative des politiques. À cet effet, les apprenants devraient bénéficier d'une flexibilité à l'échelle du système, y compris par la mise en place de différents parcours d'apprentissage répondant à la variété des populations. La prospective, la recherche et la collecte de données probantes joueront un rôle crucial dans la réalisation des transformations voulues.

Les intervenants se sont interrogés sur la manière dont l'éducation des adultes renforce la citoyenneté, ainsi que sur les mécanismes de reconnaissance des acquis d'apprentissage antérieurs. Ils ont examiné les moyens d'encourager l'innovation et la créativité pour exploiter le potentiel humain et lutter contre le changement climatique. **Mme Curmira Gulston, représentante des jeunes pour UNESCO ESD et directrice de Sustainable Solutions for Island Development**, a ensuite souligné le rôle essentiel des jeunes dans la mise en œuvre du programme de lutte contre le changement climatique. Des politiques et des cadres inclusifs et capables de mobiliser la jeunesse sont donc nécessaires pour y faire face et en atténuer les effets. Il convient également d'adopter une approche inclusive pour soutenir l'adaptation, la résilience et le développement durable.



S. E. M. Niels Annen, secrétaire d'État parlementaire auprès du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement, s'adresse aux participants lors de la table ronde sur le changement climatique.



© Olena Z/Getty Images Pro

Ateliers parallèles

Organisés par un éventail de parties prenantes (gouvernements, société civile, organisations internationales et autres), les ateliers parallèles ont abordé des thèmes d'intérêt mondial dans lesquels l'AEA joue un rôle essentiel. Des recommandations ont été transmises au comité de rédaction de la CONFINTEA VII pour examen en tant que nouvelles contributions au Cadre d'action de Marrakech.

Les ateliers parallèles visaient à :

- souligner le rôle clé que l'AEA pourrait jouer dans le contexte de l'axe thématique choisi afin de soutenir le développement durable en général ou un ODD en particulier ;
- identifier les défis/lacunes rencontrés d'un point de vue politique et/ou pratique dans le domaine thématique choisi ;
- partager les bonnes pratiques relatives au domaine thématique choisi, au niveau national ou local ;
- présenter les enseignements tirés en termes de politiques et de programmes d'AEA ;
- examiner les solutions et élaborer des recommandations afin de combler les lacunes identifiées.

Jour 1 : 15 juin 2022

1. L'AEA dans les politiques éducatives en lien avec l'ODD4 et l'apprentissage tout au long de la vie (hybride)

Organisateur :

- Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN)

Orateurs :

- S. E. M. Wendkouni Joël Lionel Bilgo, ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales, Burkina Faso
- S. E. Mme Mariatou Koné, ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, Côte d'Ivoire
- S. E. Mme Camélia Ntoutoume Leclercq, ministre de l'Éducation chargée de la formation civique, Gabon
- Mme Louissette Thobi Etame, secrétaire générale, Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (CONFESJES) (en ligne)
- Mme Koumba Boly Barry, directrice, Secteur de l'éducation, Organisation du monde islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ICESCO) (en ligne)
- Mme Ramata Almamy Mbaye, directrice, Secteur des sciences humaines et sociales, ICESCO (en ligne)
- Mme Blandine Codija Agossou, chargée de programme Genre et éducation, Bureau de coopération suisse et agence consulaire au Bénin, Cotonou
- M. Arnaud Gabriel Gbedolo Gbaguidi, conseiller technique à l'alphabétisation et à la promotion des langues nationales, ministre des Enseignements secondaire, technique et de la Formation professionnelle, Bénin

- M. Abdessamih Mahmoud, directeur, Agence nationale de lutte contre l'analphabétisme (ANLCA), Royaume du Maroc
- Mme Ndeye Name Diouf, directrice de l'alphabétisation et des langues nationales, Sénégal

Modérateur :

- M. Adama Ouane, ancien administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), ancien directeur de l'UIL

Les participants à l'atelier ont examiné les principaux obstacles à la prestation de programmes d'AEA de qualité dans le contexte africain, notamment un ensemble de difficultés, à savoir, la pandémie de COVID-19, des taux d'analphabétisme stagnants, une réduction des investissements dans l'AEA et l'émergence de nouveaux métiers. Les participants ont réfléchi aux améliorations que les TIC pouvaient apporter aux systèmes éducatifs en termes de connaissances, de diffusion, d'accès à l'information et d'efficacité et de qualité de l'apprentissage.

Il a été noté que pour surmonter ces obstacles, il convenait d'élaborer des stratégies de partage d'expériences afin de soutenir une approche révisée et holistique de l'AEA. Les participants ont formulé des recommandations, proposant notamment de :

- fournir de nouvelles méthodes d'apprentissage ;
- prévoir une formation à la citoyenneté pour faire face aux conflits ;
- mettre en place des formations culturelles et sociales afin de promouvoir les valeurs civiques ;
- réviser les curricula, instaurer une culture de l'évaluation dans le cadre de l'institutionnalisation du projet de recherche-action sur la mesure des apprentissages (RAMAA), afin d'améliorer la qualité des programmes connexes ;
- élaborer une stratégie de partage d'expériences ;
- articuler les initiatives d'alphabétisation avec la formation professionnelle ;

- créer des bibliothèques numériques ;
- revisiter les paradigmes en vue de transformer la forme et le contenu des programmes ;
- intégrer une dimension de santé physique, mentale et nutritionnelle, en apportant des conseils de soutien au développement psychologique et social.

2. L'égalité des genres dans et par l'apprentissage et l'éducation des adultes

(hybride)

Organisateur :

- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Co-organisateurs :

- Forum des éducatrices africaines (FAWE) et entité des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (ONU Femmes)

Orateurs :

- Mme Stefania Giannini, sous-directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation
- Mme Darlene Clover, professeure, Leadership Studies, Université de Victoria, Canada
- Mme Martha Muhwezi, directrice exécutive, secrétaire du Conseil d'administration de FAWE Africa
- Mme Josefina Montalvo Muñoz, Institut d'éducation des adultes, Mexique
- Mme María Esther Hernández Pérez, étudiante, entrepreneure et mentor, ONU Femmes
- M. Sardar Umar Alam, chef du Bureau UNESCO de Phnom Penh et représentant de l'UNESCO au Royaume du Cambodge
- Mme Stellan Keihangwe Tumwebaze, directrice, Alphabétisation et éducation de base des adultes (LABE), Ouganda

- M. James Ensor, directeur général de la Fondation BHP
- Mme Åsa Regnér, sous-directrice générale chargée des politiques, des programmes, de la société civile et de l'appui normatif aux États membres, ONU Femmes

Modératrice :

- Mme Elspeth McOmish, spécialiste de programme, Section de l'éducation pour l'inclusion et l'égalité des genres, UNESCO

“ *L'apprentissage des adultes joue un rôle essentiel pour atteindre l'égalité des genres qui est la clé d'un apprentissage des adultes inclusif et transformateur.* ”

Åsa Regnér, sous-directrice générale chargée des politiques, des programmes, de la société civile et de l'appui normatif aux États membres, ONU Femmes

Cet atelier a axé ses travaux sur le rôle clé de l'AEA dans la lutte contre les inégalités de genre par l'apprentissage et le développement des compétences, et sur les défis persistants que pose l'équité entre les genres. Il a éclairé les éléments suivants : les liens entre l'ODD 4 et l'ODD 5, en mettant l'accent sur l'éducation non formelle des jeunes et des adultes ; les bonnes pratiques qui font progresser l'égalité des genres dans les politiques et les programmes d'AEA ; et l'impact d'une AEA sexotransformatrice sur les individus, les communautés et les sociétés. Si le *5e Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (GRALE 5)*, récemment publié, a montré que la participation des femmes à l'AEA avait augmenté ces dernières années, d'énormes lacunes subsistent

dans le domaine de l'alphabétisation. Partant de ce constat, l'atelier a souligné que l'éducation transformatrice devait motiver et encourager les femmes, par exemple en liant les efforts d'alphabétisation au développement des compétences, à l'entrepreneuriat et au marché du travail. Dans de nombreux contextes, les efforts visant à améliorer l'accès des femmes à l'AEA doivent inclure des actions de plaidoyer auprès des hommes pour qu'ils soutiennent la participation des femmes. En outre, les actions doivent être globales, holistiques et intergénérationnelles, et associer les acteurs de l'éducation aux services de santé, de protection et de justice. Il convient d'augmenter les investissements tant publics que privés dans une AEA

sexotransformatrice afin de réaliser le potentiel de l'égalité des genres et de stimuler le développement sociétal et économique.

Il a été noté que les femmes se heurtent souvent à de nombreux défis liés aux normes et aux valeurs attachées au genre, notamment leur exposition à la violence domestique et les obstacles à la réalisation de leurs droits individuels. Il est donc nécessaire de favoriser des environnements et des réseaux d'apprentissage favorisant l'égalité des genres, et de veiller à ce que l'autonomisation des femmes concerne aussi la famille, les communautés, le secteur privé, les gouvernements locaux et les organisations de la société civile.



Mme Elspeth McOmish de la Section de l'éducation pour l'inclusion et l'égalité des genres de l'UNESCO anime l'atelier sur l'égalité des genres.

“ *Il est temps que des interventions puissantes viennent renverser les normes, attitudes et pratiques sociales et de genre restrictives, la discrimination et les relations de pouvoir inégales.* ”

Stefania Giannini, sous-directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation

Organisateur :

- UNESCO

Oratrices :

- Mme Marcela Browne, coordonnatrice Éducation, Fundación SES (Sustentabilidad, Educación, Solidaridad/Durabilité, Éducation, Solidarité), Argentine
- Mme Sara Ruto, secrétaire administrative en chef, ministère de l'Éducation, République du Kenya
- Mme Philany Phissamay, directrice générale adjointe de l'éducation non formelle, ministère de l'Éducation et des Sports, République démocratique populaire lao
- Mme Merlin Tatrik, Cheffe du Département d'éducation des adultes, ministère de l'Éducation et de la Recherche, République d'Estonie

Modératrice :

- Mme Paula Razquin, spécialiste de programme, Section des politiques éducatives, Secteur de l'éducation, UNESCO

3. Faire entrer l'AEA dans une perspective d'apprentissage tout au long et dans toutes les dimensions de la vie : défis et leçons pour la gouvernance, la refonte et le financement de l'AEA (hybride)

Cet atelier a examiné les défis et partagé les bonnes pratiques concernant le positionnement de l'AEA dans le plus large cadre des écosystèmes d'apprentissage couvrant toute la durée et toute l'amplitude de la vie et visant à inclure tous les apprenants. Présentant un aperçu sur différentes régions du monde, il a abordé des questions de volonté politique, citant entre autres exemples la récente adoption par la République démocratique populaire lao d'un décret national sur l'apprentissage tout au long de la vie. La séance a également évoqué l'importance des initiatives locales en matière d'apprentissage tout au long de la vie, en soulignant l'exemple de l'Estonie. Les bonnes pratiques mises en œuvre au Kenya pour promouvoir une approche positive de l'apprentissage tout au long de la vie qui évite de stigmatiser les apprenants adultes, ont également été citées en exemple, de même que la démocratisation de l'accès à l'AEA par l'intermédiaire de la société civile en Argentine.



S. E. M. Chakib Benmoussa, ministre de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports, Royaume du Maroc, en conversation avec Mme Stefania Giannini, sous-directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation

4. L'apprentissage tout au long de la vie pour la récupération et la résilience : l'AEA pour des réponses résilientes aux défis actuels et futurs (en ligne uniquement)

Organisateur :

- Centre pour les compétences de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Orateurs :

- S. E. M. João Costa, ministre de l'Éducation, Portugal
- Mme Gina Ebner, secrétaire générale, Association européenne pour l'éducation des adultes (EAEA)
- M. Michael Fung, directeur exécutif, Institut pour l'avenir de l'éducation (IFE) de l'Institut technologique et d'études supérieures de Monterrey (Tecnológico de Monterrey), Mexique
- Mme El Iza Mohamedou, cheffe du Centre de l'OCDE pour les compétences

Modératrice :

- Mme Helke Seitz, analyste des politiques centre de l'OCDE pour les compétences

Les discussions de cet atelier ont porté sur le rôle des programmes d'AEA pour surmonter des conditions sociales et économiques difficiles et renforcer la résilience. Les orateurs ont établi qu'investir dans l'apprentissage tout au long de la vie constituait en même temps un investissement dans la génération à venir : si les adultes qui sont parents deviennent plus qualifiés, leurs enfants le seront également. Selon le rapport *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2021*, les adultes dont le niveau d'études est faible sont plus susceptibles de renoncer à se former.

Les participants ont convenu que des compétences transversales et des compétences numériques renforcées rendraient les individus plus résilients en temps de crise. Ces compétences devraient donc être incluses dans les cours d'éducation des adultes.

Ils ont également convenu que des possibilités d'apprentissage au niveau communautaire étaient nécessaires pour aider les adultes moins instruits à participer à l'AEA.

L'accent a été mis sur l'autonomisation des apprenants consistant à les considérer comme le centre du processus d'apprentissage, et sur l'offre d'activités d'apprentissage communautaires dans des contextes flexibles et à travers un éventail de parcours. L'atelier a également souligné la nécessité d'associer les apprenants au processus d'apprentissage afin de les autonomiser et de leur permettre de se faire entendre.

Dans de nombreux pays de l'OCDE, les participants ont noté que l'éducation non formelle des adultes recevait peu de soutien, et que son statut était donc très instable. Par conséquent, les participants ont souligné l'importance - tant pour l'apprenant que pour les employés - de promouvoir des parcours d'apprentissage multiples, des services de certification (en coopération avec les employeurs pour garantir que les certificats sont reconnus par le marché du travail) et un niveau élevé de flexibilité (par exemple en ce qui concerne le calendrier et les modalités d'apprentissage). Il a été convenu qu'il était crucial d'adopter une vision multipartite pour faire progresser l'AEA.

5. L'alphabétisation :

un levier de citoyenneté (hybride)

Organisateur :

- Agence nationale de lutte contre l'analphabétisme (ANLCA), Royaume du Maroc

Orateurs :

- S. E. M. Chakib Benmoussa, ministre de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports, Royaume du Maroc
- Mme Anna Robinson-Pant, professeure d'éducation, School of Education and Lifelong Learning, Chaire UNESCO en alphabétisation des adultes et apprentissage pour la transformation sociale, Université d'East Anglia, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
- M. Ahmed Abbadi, secrétaire général de la Rabita mohammadia des oulémas, Royaume du Maroc
- M. Hicham Khabbache, professeur de psychologie cognitive, directeur de l'Observatoire de l'apprentissage tout au long de la vie (Chaire UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie), Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fez, Royaume du Maroc
- M. Kang Dae Joong, président, Institut national d'éducation tout au long de la vie (NILE), République de Corée
- Mme Geneviève Perreault, Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison, directrice adjointe des études, Collège d'enseignement général et professionnel (Cégep) Marie-Victorin, Montréal, Québec, Canada
- M. Moulay Idriss Agoulmam, directeur de l'action sociale et culturelle en faveur des détenus et de leur réinsertion, Délégation générale à

l'administration pénitentiaire et à la réinsertion (DGAPR), Royaume du Maroc

- M. Ahmed Chaouqui Benyoub, délégué interministériel aux droits de l'homme, Royaume du Maroc
- S. E. M. Ricardo Díez-Hochleitner Rodríguez, Ambassadeur d'Espagne au Royaume du Maroc

Modérateur :

- M. Mohammed Elmeski, conseiller principal en éducation, Rabat, Royaume du Maroc

“ *L'alphabétisation ne s'apprend pas, elle s'acquiert.* ”

Anna Robinson-Pant, Chaire UNESCO en alphabétisation des adultes et apprentissage pour la transformation sociale, Université d'East Anglia (Royaume-Uni)

L'atelier a examiné le lien entre l'alphabétisation et l'éducation à la citoyenneté, ainsi que le rôle crucial de l'alphabétisation pour autonomiser les citoyens, développer leur capacité à acquérir de nouvelles compétences et actualiser leurs connaissances, et par là même en faire des citoyens actifs capables d'affronter un monde en rapide évolution. Les intervenants ont souligné que l'éducation était liée à la citoyenneté et que les droits de chacun reposaient sur la participation. L'éducation à la citoyenneté mondiale suppose donc que l'on valorise les langues, les savoirs, les apprentissages et les littératies autochtones.

Ils ont observé que des citoyens faiblement alphabètes ne pouvaient pas participer pleinement à la vie de la société. Les compétences en littératie critique ont été jugées essentielles au succès des programmes axés sur l'éducation à la citoyenneté, notamment pour renforcer les littératies numériques et la citoyenneté numérique.

L'accent a été mis sur : le besoin de coopération et de solidarité lors de l'organisation des programmes d'alphabétisation ; l'importance de démontrer aux apprenants la valeur de l'éthique et du soin, pour les préparer à assumer la responsabilité de notre monde commun et partagé ; et la nécessité d'intégrer les connaissances liées au patrimoine commun de l'humanité dans les curricula. Il a été souligné que les compétences en alphabétisme fonctionnel pour la citoyenneté peuvent être enseignées efficacement grâce à une approche de l'alphabétisation « par le réel ». Les participants ont convenu que l'alphabétisme de base, l'alphabétisme fonctionnel, la littératie critique et la littératie des futurs (qui consiste à anticiper l'avenir grâce à l'alphabétisation) sont tous essentiels au développement des compétences citoyennes.

Jour 2 : 16 juin 2022

6. L'AEA et le travail décent : reconnaître et développer les compétences pour l'employabilité et le travail décent (en ligne uniquement)

Organisateur :

- Organisation internationale du travail (OIT)

Discours-programme :

- M. Srinivas B. Reddy, chef du Service des compétences et de l'employabilité, OIT

Orateurs :

- Mme Fjóra María Lárusdóttir, spécialiste en recherche et développement, Centre de services pour l'éducation et la formation (ETSC), Islande
- M. Alan Ralphs, consultant indépendant en éducation et formation, Afrique du Sud
- M. Wisley João Pereira, responsable de l'éducation de base, Service social de l'industrie (SESI), République fédérative du Brésil
- M. S. T. Pendi, analyste-expert en politiques, Direction

du développement de la productivité, Direction générale de la formation professionnelle et du développement de la productivité, ministère de la Main-d'œuvre, République d'Indonésie

- M. François Ravalison, spécialiste en éducation, compétences et employabilité, Université d'Antananarivo, Centre national de recherche industrielle et technologique (CNRIT), République de Madagascar
- M. Gabriel Luis Quisumbing, directeur général adjoint, Services aux communautés et aux collectivités locales (CLGUS), Bureau du directeur général adjoint pour les services aux communautés et aux collectivités locales, Autorité de l'enseignement technique et du développement des compétences (TESDA), République des Philippines

Modérateurs :

- M. Pedro Moreno Da Fonseca, spécialiste technique de l'apprentissage tout au long de la vie, Service des compétences et de l'employabilité, OIT
- Mme Christine Hofmann, spécialiste des compétences et de l'employabilité, Service des compétences et de l'employabilité (OIT)

L'atelier s'est concentré sur trois éléments clés sous-tendant le lien entre l'AEA et le travail décent :

- la reconnaissance et la validation des compétences ;
- le soutien à apporter aux individus pour améliorer leurs sources de revenu et leurs perspectives professionnelles ;
- la formation à base communautaire.

Tout en reconnaissant le rôle indéniable des prestataires d'AEA dans l'offre d'enseignement et de formation professionnels pour l'emploi, les

participants ont estimé que leur contribution à l'obtention d'un travail décent nécessitait une attention et une action supplémentaires au niveau national. La volatilité exacerbée du marché du travail, marqué par des transitions plus fréquentes entre les emplois et les secteurs industriels, a accru la demande de services d'orientation professionnelle sur mesure, alignée sur des systèmes de reconnaissance des acquis.

Des bonnes pratiques à cet égard ont été présentées au Brésil, en Indonésie, en Islande, à Madagascar et aux Philippines, montrant comment les communautés locales sont encouragées et formées pour faire en sorte que les carrières et les besoins ou aspirations économiques des individus correspondent aux exigences et aux offres du marché du travail.

7. Les centres d'apprentissage communautaires (CAC) en tant que structures clés pour l'apprentissage et l'éducation des adultes : prérequis et bonnes pratiques (hybride)

Organisateur :

- Institut de coopération internationale de la Confédération allemande pour l'éducation des adultes (DVV International)

Co-organismes :

- ICAE et Réseau géorgien d'éducation des adultes (GAEN)

Orateurs :

- Mme Sonja Belete, ancienne directrice régionale, Bureau régional de l'Institut de coopération internationale de la Confédération allemande pour l'éducation des adultes (DVV International) pour l'Est et la Corne de l'Afrique
- M. Tumwesigye Everest, Comité d'administration, représentant le secrétaire permanent, ministère du Genre, du Travail et du Développement social, Ouganda
- Mme Nino Babalashvili, directrice, GAEN
- Mme Punramol Sutthirit, responsable des relations extérieures, Division de la stratégie et de la planification, Bureau de l'éducation non formelle et informelle (ONIE), ministère de l'Éducation, Royaume de Thaïlande
- M. César R. Picón Espinoza, éducateur, professeur, chercheur, auteur et promoteur socio-éducatif, Académie nord-américaine de la langue espagnole (ANLE)
- Mme Julia von Westerholt, directrice, Association allemande pour l'éducation des adultes (DVV), Allemagne

Modérateurs :

- M. Christoph Jost, directeur, DVV International
- M. Uwe Gartenschlaeger, directeur adjoint, DVV International

Cet atelier a examiné les mécanismes de gouvernance existants et les modèles de financement des centres d'apprentissage communautaires (CAC). Les participants ont abordé diverses questions conceptuelles et présenté les bonnes pratiques d'un choix de pays, dont l'Allemagne, la Géorgie, l'Ouganda, le Pérou et la Thaïlande. Ils ont souligné que les CAC servaient de pivot et de principal point d'entrée pour offrir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie et un apprentissage de qualité aux personnes de tous âges. Ils ont également noté le caractère crucial de la volonté politique, des structures de gouvernance et du financement public pour garantir que les CAC soient pleinement opérationnels et durables. Les participants ont souligné que les CAC atteignaient les apprenants des communautés éloignées et marginalisées et fournissaient un large éventail de compétences et de services contextualisés dans le domaine de l'alphabétisation, de la formation professionnelle, de la santé, ainsi que d'autres services sociaux.

“ *Un système efficace de reconnaissance et de validation aligné sur le cadre national de qualification garantit la qualité et la durabilité des CAC.*

Sonja Belete, ancienne directrice régionale, Bureau régional de DVV International pour l'Est et la Corne de l'Afrique

8. En substance et en esprit : réaliser les ODD par l'apprentissage des adultes dans les bibliothèques (hybride)

Organisateur :

- Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques (FIAB)

Orateurs :

- Mme Lara Pugh, cheffe de projet, Bibliothèques de la ville de Wollongong, Conseil municipal de Wollongong, Nouvelle-Galles du Sud, Australie
- M. Zulkifli Amin, chef des Services aux adultes et aux seniors, Conseil national des bibliothèques (NLB), République de Singapour
- M. Miguel Ángel Rivera Donoso, coordinateur des bibliothèques de prison, Programme BiblioRedes, ministère des Cultures, des Arts et du Patrimoine, Chili
- Mme Bernardita Simian Marín, responsable de la promotion de la lecture, ministère des Cultures, des Arts et du Patrimoine, Chili
- Mme Lisa Krolak, bibliothécaire en chef, UIL

Modérateur :

- M. Stephen Wyber, directeur, Politiques et plaidoyer, FIAB

L'atelier a débattu du rôle essentiel que jouent les bibliothèques pour faire de l'apprentissage tout au long de la vie une réalité pour tous, et cela en l'intégrant efficacement avec d'autres offres, répondant ainsi à certains thèmes clés du Programme des Nations Unies à l'horizon 2030.

Les participants ont observé que les bibliothèques jouissaient au sein des communautés d'une

confiance de longue date en tant qu'espaces d'apprentissage et de rencontre durables et efficaces accueillant tous les groupes d'âge. Ajouté à leur mission qui est d'atteindre de manière proactive tous les membres de la société, cela fait potentiellement de ces établissements des acteurs clés de l'inclusion, ne laissant personne de côté. Il a été reconnu qu'elles offraient un environnement accessible et adaptable à des communautés d'apprentissage diverses par le partage de ressources, d'expertise et de plateformes de participation communautaire.

Il a été convenu qu'utilisées de manière stratégique et en coopération avec divers partenaires, les bibliothèques pouvaient jouer un rôle particulièrement efficace dans le soutien aux efforts de développement national, en offrant des possibilités d'alphabétisation, des services communautaires

et un accès équitable à l'information (y compris la possibilité d'appliquer et de créer des informations) d'une manière qui réponde aux besoins des utilisateurs pour la réalisation de leurs objectifs éducatifs, professionnels et personnels.

Il a également été relevé que les bibliothèques étaient idéalement placées non seulement pour combler les fossés numériques en termes de connectivité, mais aussi pour offrir les connaissances de base et les compétences nécessaires pour travailler dans un environnement riche en informations, transformer les vies et les communautés et promouvoir une citoyenneté active. De nombreux exemples, couvrant les bibliothèques nationales, publiques, universitaires et pénitentiaires, ont mis en évidence ce qui pouvait être réalisé par la collaboration, et les participants ont appelé à placer les bibliothèques au cœur des partenariats.

“ *Les bibliothèques ont un rôle unique à jouer en tant qu'actrices et cheffes de file dans le soutien aux adultes et à l'apprentissage tout au long de la vie au sein de nos communautés.*

Lara Pugh, cheffe de projet, Bibliothèques de Wollongong,
Conseil municipal de Wollongong, Nouvelle-Galles du Sud, Australie

Organisateur :

- Secrétariat de l'Organisation des ministres de l'Éducation de l'Asie du Sud-Est (SEAMEO)

Orateurs :

- M. Shigeru Aoyagi, directeur, UNESCO Bangkok
- M. David Atchoarena, directeur, UIL
- S. E. Mme Leonor Magtolis Briones, secrétaire à l'éducation, ministère de l'Éducation, République des Philippines
- S. E. M. Nguyen Huu Do, vice-ministre de l'Éducation et de la Formation, République socialiste du Viet Nam
- S. E. M. Armindo Maia, ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, République démocratique du Timor-Leste
- S. E. M. Ahmad Masrizal bin Muhammad, vice-ministre de l'Enseignement supérieur, Malaisie
- S. E. M. Hang Chuon Naron, ministre de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports et vice-président du Conseil économique national suprême (SNEC), Royaume du Cambodge
- S. E. Mme Hajah Romaizah binti Haji Mohd Salleh, ministre de l'Éducation, Brunéi Darussalam
- S. E. M. Nadiem Anwar Makarim, ministre de l'Éducation, de la Culture, de la Recherche et de la Technologie, République d'Indonésie
- S. E. Mme Phout Simmalavong, ministre de l'Éducation et des Sports, République démocratique populaire lao
- S. E. Mme Treenuch Thienthong, ministre de l'Éducation, Royaume de Thaïlande

Modératrice :

- Mme Ethel Agnes Pascua-Valenzuela, directrice, Secrétariat de la SEAMEO

9. Politiques nationales d'apprentissage tout au long de la vie en vue du développement durable en Asie du Sud-Est

(en ligne uniquement)

Cette séance d'atelier a souligné l'importance de promouvoir une approche régionale de l'apprentissage tout au long de la vie en tirant les enseignements des idées, des politiques, des bonnes pratiques et des défis de chacun, afin de fournir des possibilités d'éducation plus riches et diversifiées et de développer un capital humain durable grâce à la formation continue.

Des ministres et sous-ministres et des responsables de haut niveau de l'éducation de huit pays d'Asie du Sud-Est ont été réunis à cette occasion pour présenter leurs politiques nationales d'apprentissage

“ *L'Asie du Sud-Est se distingue par la diversité de ses caractéristiques tant culturelles que naturelles. En dépit des défis spécifiques auxquels chacun de nos pays peut être confronté, nous n'atteindrons nos objectifs qu'en renforçant notre unité, notre engagement et notre collaboration dans la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie.*

Shigeru Aoyagi, directeur, UNESCO Bangkok

tout au long de la vie. Leurs exposés ont témoigné de l'engagement et de la motivation politiques forts de ces pays quant à la mise en œuvre de l'apprentissage tout au long de la vie par le biais de politiques, de stratégies, de possibilités et de projets d'éducation des adultes et de formation continue à différents niveaux. Les participants ont également examiné plusieurs défis majeurs auxquels sont confrontés les pays dans la mise en œuvre de l'apprentissage tout au long de la vie. Un défi commun souvent évoqué est l'absence d'un cadre et d'une politique appropriés pour assurer la reconnaissance, la validation et l'accréditation des initiatives et projets d'apprentissage se déroulant dans des contextes non formels et informels. Un autre défi notable identifié au cours de l'atelier est la nécessité d'assurer une communication interministérielle et intersectorielle adaptée avec l'ensemble des parties prenantes afin de promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie à tous les niveaux et dans tous les contextes.

La séance s'est conclue en soulignant l'importance d'une politique nationale d'apprentissage tout au long de la vie, et en insistant sur la nécessité : d'élaborer des cadres juridiques et des stratégies d'apprentissage tout au long de la vie visant à allouer des budgets adéquats et assurer leur répartition équitable ; de mettre en place des mécanismes d'habilitation décentralisés ; et de déployer des systèmes numériques de gestion de l'apprentissage offrant des accréditations et des certifications. Les remarques finales ont souligné la nécessité de proposer des parcours flexibles d'apprentissage tout au long de la vie par le biais d'une qualification nationale et régionale. La recommandation centrale de la séance a porté sur la nécessité de promouvoir l'unité, la collaboration et l'engagement envers l'apprentissage tout au long de la vie au niveau régional, dans le contexte culturellement et démographiquement divers de l'Asie du Sud-Est.

10. Le rôle de l'intelligence artificielle dans l'éducation des adultes

Organisateur :

- Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO)

Orateurs :

- M. Mohamed Ould Amar, directeur général, ALECSO
- M. Aboul Ella Hassanien, professeur, Faculté d'informatique et d'intelligence artificielle, Université du Caire, République arabe d'Égypte
- M. Mário Franco, fondateur et président de Millennium@EDU SUSTAINABLE EDUCATION
- M. Abderrahim Ghassoub, chef de service, Validation des ressources numériques, ministère de l'Éducation, Royaume du Maroc
- M. Ahmed Tlili, co-directeur Laboratoire des ressources éducatives libres (OER Lab), Smart Learning Institute (SLI), Université normale de Beijing, République populaire de Chine

Modérateur :

- M. Mohamed Jemni, directeur, Département ICT, ALECSO

L'atelier a porté sur la valeur ajoutée de l'intelligence artificielle (IA) par rapport aux TIC traditionnelles dans le domaine de l'AEA. Les participants ont convenu qu'il était crucial d'enseigner aux adultes à comprendre le rôle des algorithmes pour pouvoir participer à une société basée sur les données. Ils ont examiné les moyens par lesquels l'IA pourrait améliorer l'AEA :

- en offrant un soutien immédiat aux adultes pour favoriser leur processus d'apprentissage, notamment en ligne et à distance ;
- en automatisant les activités de base d'enseignement et d'apprentissage, en apportant

aux apprenants un soutien supplémentaire sous forme de tuteurs en IA ;

- en utilisant la réalité augmentée (RA), la réalité virtuelle (RV) et les plateformes d'apprentissage EdTech pour faciliter des concepts et des méthodes d'apprentissage avancés ;
- en identifiant mieux les capacités et les besoins d'apprentissage des adultes, afin de pouvoir recommander des contenus d'apprentissage contextualisés et ainsi motiver les adultes à poursuivre activement leur apprentissage ;
- en renforçant le soutien par un suivi automatique des résultats d'apprentissage et la promotion de systèmes d'évaluation plus complets.

L'atelier a conclu que l'IA pouvait jouer un rôle important pour relever les principaux défis de l'AEA, parmi lesquels la gestion du temps des adultes. L'IA peut aussi aider ces apprenants à gérer des priorités concurrentes, et à entretenir leur état d'esprit et leurs capacités cognitives, puisque, à mesure que les adultes vieillissent, leurs capacités cognitives s'amenuisent, ce qui rend l'apprentissage plus difficile. Elle peut également contribuer à réduire les obstacles financiers : les adultes ont besoin de solutions d'apprentissage abordables, et le concept émergent de « jumelage numérique » permettra le développement de répliques virtuelles d'objets physiques (tels que les bases de données blockchain/registres électroniques partagés ou le métavers).

“ *Les adultes doivent connaître et comprendre l'impact sociétal de l'IA, y compris en termes de problèmes éthiques et de préjugés.* ”

Ahmed Tilili, co-directeur Laboratoire des ressources éducatives libres (OER Lab), Smart Learning Institute (SLI), Université normale de Beijing, République populaire de Chine

11. L'apprentissage et l'éducation des adultes dans le contexte des crises mondiales : l'urgence d'une éducation à la citoyenneté active (hybride)

Organisateur :

- Conseil international pour l'éducation des adultes (ICAE)

Co-organismes :

- Association européenne pour l'éducation des adultes (EAEA)
- Arab House for Adult Education and Development (AHAED)
- Pamoja Afrique de l'Ouest
- Association de l'Asie et du Pacifique Sud pour l'éducation de base et l'éducation des adultes (ASPBAE)
- Consejo de educación de adultos de América Latina [Conseil latino-américain d'éducation des adultes] (CEAAL)

Orateurs :

- Mme Christy M. Rhodes, directrice générale, American Association for Adult and Continuing Education (AAACE) et membre du Conseil d'administration de la Coalition of Lifelong Learning Organizations (COLLO)
- Mme Carole Avande Houndjo, coordinatrice de Pamoja Afrique de l'Ouest et vice-présidente de l'ICAE pour l'Afrique
- M. Ronald Cameron, membre du Bureau exécutif de l'ICAE
- Mme Elsy Wakil, secrétaire générale, Arab House for Adult Education and Development (AHAED)
- Mme Nélida Elcira Céspedes Rossel, membre du Bureau exécutif de l'ICAE, et présidente honoraire du Conseil latino-américain d'éducation des adultes (CEAAL)

Modérateurs :

- M. José Roberto Guevara, président de l'ICAE
- Mme Shermaine Barrett, présidente du Conseil jamaïcain d'éducation des adultes et vice-présidente de l'ICAE pour la région des Caraïbes

Cet atelier a été consacré aux poudrières mondiales actuelles, qui soulignent l'importance de l'éducation à la citoyenneté active. Il a mis l'accent sur les importantes contributions des mouvements sociaux et des acteurs de la société civile dans la lutte contre toutes les formes d'inégalités dans les domaines social, économique, culturel, politique et environnemental. Il a noté que l'éducation à la citoyenneté active reconnaissait la nécessité de répondre aux crises multiples (pandémies, conflits, catastrophes naturelles, crise climatique, etc.) en mettant l'accent sur la pensée critique et d'autres compétences interpersonnelles centrées sur l'humain. Les participants ont souligné que pour susciter et encourager l'action citoyenne individuelle, il convient d'actualiser les curricula pour englober les questions de justice épistémologique, de droits humains, de pensée critique, de valeurs démocratiques et d'autres valeurs interpersonnelles. Des exemples de bonnes pratiques ont été présentés, montrant les résultats positifs de l'AEA en matière de citoyenneté active, comme la contribution de l'approche REFLECT pour combattre la fraude électorale en Gambie, ou lutter contre l'abstention électorale au Bénin. Le rôle des programmes d'éducation des adultes de Pamoja Afrique de l'Ouest dans l'apaisement des conflits entre agriculteurs et éleveurs au Bénin, au Burkina Faso, au Tchad et au Togo, a également été évoqué. Tous les participants ont contribué aux travaux de l'atelier en répondant aux questions qui leur ont été adressées via la plateforme Mentimeter. Ils ont identifié trois problèmes mondiaux auxquels l'AEA doit répondre : les menaces posées par la crise climatique, la pauvreté et les inégalités hommes-femmes ; la nécessité pour les citoyens mondiaux actifs de posséder des compétences de pensée critique et de rester mobilisés ; et l'importance de favoriser l'éducation populaire en tant que moyen efficace de doter les apprenants de compétences en matière de citoyenneté mondiale.

Entre autres recommandations, les participants ont demandé qu'un engagement à améliorer la citoyenneté active et mondiale soit inséré dans le Cadre d'action de Marrakech.

12. Une nouvelle fenêtre d'opportunité sur la santé et le bien-être grâce à l'apprentissage et à l'éducation des adultes (hybride)

Organisateur :

- Organisation mondiale de la santé (OMS)

Co-organisateur :

- UNESCO

Orateurs :

- Mme Shen-Hsing Annabel Chen, directrice du Centre de recherche et de développement de l'apprentissage (CRADLE), professeure, Faculté des sciences, Université technologique de Nanyang, Singapour
- Mme Macarena Sánchez-Izquierdo, Département de psychologie, Universidad Pontificia Comillas, Royaume d'Espagne
- M. Hany Hachem, assistant de recherche, École de sciences humaines, d'éducation et de sciences sociales, Université d'Örebro, Royaume de Suède
- Mme Mariana Reis Santimaria, professeure et coordinatrice, Centre Vitalité du vieillissement et de la longévité, Université catholique pontificale de Campinas, Brésil
- M. Tonic Maruatona, professeur d'éducation des adultes, Département de l'apprentissage tout au long de la vie et du développement communautaire ; vice-doyen de la Faculté d'éducation de l'Université du Botswana, Botswana
- Mme Christine O'Kelly, coordinatrice, Réseau mondial « Age Friendly », Université de la ville de Dublin, Irlande
- M. Didier Jourdan, Chaire UNESCO ÉducationS et santé, directeur du Centre collaborateur de l'OMS pour la recherche en éducation et santé ; Professeur, Université Blaise Pascal, France

Modérateur :

- M. Anshu Banerjee, directeur, Département santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent et vieillissement, Organisation mondiale de la santé (OMS)

Cet atelier a fait le lien entre l'ODD 3 (santé et bien-être) et l'ODD 4 (éducation), et souligné que l'éducation était un facteur clé du vieillissement en bonne santé, un faible niveau de littératie sanitaire chez les seniors étant associé à une série de résultats négatifs.

Il a été noté que l'apprentissage pouvait contribuer à prévenir le déclin cognitif chez les seniors. Offrir à ce groupe des possibilités d'apprentissage peut les aider à améliorer leur cognition, leur bien-être et leur résilience, à garder un esprit vif et à échapper au stress. L'apprentissage tout au long de la vie est clairement appelé à jouer un rôle clé pour permettre aux adultes de bien vieillir.

Les participants ont également convenu que l'apprentissage pouvait favoriser le développement et l'autonomisation des seniors. Il peut également les doter de compétences cruciales pour leur santé. Tant l'apprentissage tout au long de la vie que l'éducation à la santé sont considérés comme renfermant deux dimensions importantes : la littératie en santé et la citoyenneté au service de la santé, en fournissant aux personnes les connaissances, compétences et capacités nécessaires pour participer activement en tant que citoyens aux décisions liées à la santé.

“ Il est essentiel de promouvoir des parcours d'apprentissage de la santé pour tous. ”

Didier Jourdan, Chaire UNESCO ÉducationS et santé, directeur du Centre collaborateur de l'OMS pour la recherche en éducation et santé ; professeur, Université Blaise Pascal, France

13. Défis actuels de la gouvernance de l'éducation : innover pour protéger et progresser
(hybride)**Organisateur :**

- Organisation des États ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture (OEI)

Orateurs :

- M. Gonzalo Baroni, directeur national de l'éducation, Uruguay
- S. E. Mme María Brown Pérez, ministre de l'Éducation, République d'Équateur
- M. Ignacio Vidaguren, associé et directeur général, Aleph Holding

Modérateur :

- M. Andrés Delich, secrétaire général adjoint, OEI

Cet atelier a porté sur les éléments d'une gouvernance efficace de l'AEA. Partant du principe que l'éducation est une responsabilité universelle et par conséquent partagée, il a mis l'accent sur des alliances efficaces et transsectorielles entre les secteurs public et privé, reposant sur une instance dirigeante forte, l'échange d'informations opportunes et transparentes, la poursuite d'un objectif commun et la participation des communautés. La mise à disposition d'espaces de dialogue entre les divers groupes de parties prenantes a été considérée comme un moyen puissant d'assurer une large participation et de favoriser les efforts conjoints.

Les éléments probants et les données ont été jugés importants pour concevoir une politique publique efficace répondant aux besoins des apprenants, y compris ceux des groupes vulnérables, des détenus et des habitants des zones rurales. Il a également été jugé crucial d'évaluer l'état actuel de l'offre d'apprentissage et le fonctionnement des établissements d'apprentissage tout au long de la vie.

L'importance de diversifier les supports d'apprentissage en proposant des matériels dans les langues maternelles pour atteindre les groupes vulnérables a également été mise en avant.

Il a été souligné, également, que même si la numérisation occupe une place importante dans notre vie quotidienne, la technologie seule ne peut répondre à tous les besoins éducatifs : on ne peut pas remplacer les enseignants par des machines. La présence d'un enseignant change la façon d'apprendre des individus. Il est donc crucial d'investir dans la formation des enseignants. Les participants ont souligné la nécessité de partager les responsabilités et de forger des partenariats entre les secteurs, y compris le secteur privé, les universités, les organismes gouvernementaux et la société civile, pour réaliser le droit à l'éducation.

14. Les villes apprenantes : dynamiques territoriales et africaines

Organisateurs :

- Direction générale des collectivités territoriales (DGCL) et Agence nationale de lutte contre l'analphabétisme (ANLCA), Royaume du Maroc

Orateurs :

- S. E. Mme Mariatou Koné, ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, République de Côte d'Ivoire
- S. E. Mme Camélia Ntoutoume Leclercq, ministre de l'Éducation nationale, cheffe de la formation civique, Gabon
- M. Idowu Biao, professeur d'apprentissage tout au long de la vie, Département de l'éducation des adultes, Université du Botswana, République du Botswana
- M. Aboubakar Diaby, maire adjoint de la ville de Bouaké, Côte d'Ivoire
- M. Stanislas Bileba, secrétaire général, ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, Togo
- M. Khalid Safir, Wali et directeur général des collectivités territoriales, ministère de l'Intérieur, Royaume du Maroc
- M. Hamadjoulde Djidda, maire de Mayo-Baléo, Cameroun
- M. Achraf Berrazzouk, adjoint au maire de la ville de Marrakech, et ministre de l'Aménagement du Territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, Royaume du Maroc
- M. Yacouba Abdoul Aziz, secrétaire général, Commission nationale camerounaise pour l'UNESCO

Modérateur :

- M. David Atchoarena, directeur, UIL

Lors de cet atelier, *que l'on peut visionner en ligne*, les participants ont souligné la nécessité d'adopter une approche holistique de l'apprentissage tout au long de la vie, et d'associer pleinement les autorités locales afin de renforcer la coopération et les partenariats entre les villes apprenantes africaines et de s'attaquer aux problèmes clés liés à l'alphabétisation, à l'apprentissage numérique et au changement climatique. Les participants ont souligné que l'implication des communautés était la clé d'un apprentissage tout au long de la vie durable. L'atelier s'est conclu par la signature d'une convention de partenariat entre les villes de Bouaké (Côte d'Ivoire) et d'Ifrane (Royaume du Maroc) pour la mise en place de centres d'alphabétisation des femmes dans la région



M. Hamdjoulde Djidda, maire de Mayo-Baléo, Cameroun, fait une présentation à l'atelier sur les villes apprenantes et les dynamiques africaines.

Jour 3 : 17 juin 2022

15. Construire une ville apprenante résiliente pour une société résiliente

Organisateur :

- Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et & Institut national pour l'éducation tout au long de la vie (NILE), République de Corée

Orateurs :

- Mme Naomi Hoogervorst, responsable de programme, Section de la planification, des finances et de l'économie, Nairobi, ONU-Habitat
- Mme Joy Mboya, directrice exécutive, Centre artistique GoDown, République du Kenya
- M. M.K. Mbugua, coordinateur du projet de transformation, Centre artistique GoDown, République du Kenya
- Mme Rehema Kabare, intervenante bénévole, Centre artistique GoDown, Projet HerCity HerStreets, République du Kenya
- Mme Hyeyoung Kim, cheffe d'équipe, Seoul Metropolitan Institute for Lifelong Education (SMILE), République de Corée
- Mme Hyejin Lee, directrice, Division des politiques d'éducation tout au long de la vie, ministère de l'Éducation, République de Corée
- Mme Sara Hoeflich, directrice de l'apprentissage, Cités et gouvernements locaux unis (CGLU)
- M. Nam-Seok Ko, maire de Yeonsu, République de Corée

Modératrice :

- Mme Raphaëlle Vignol, spécialiste de la gestion de programme, Développement des capacités, ONU-Habitat

L'atelier a examiné les moyens d'encourager les dispositifs de gouvernance multiniveaux pour le développement des villes apprenantes, en vue d'atteindre les objectifs fixés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (en particulier l'ODD 4 et l'ODD 11). Les intervenants ont présenté des expériences locales de création de villes apprenantes et exposé les moyens par lesquels l'apprentissage tout au long de la vie peut renforcer les capacités aux niveaux national et mondial afin de permettre aux villes apprenantes de réaliser leur plein potentiel. Les contributions, présentées dans une perspective mondiale, ont abordé des questions telles que la planification urbaine inclusive au Kenya ou l'expérience pluri-dimensionnelle de développement d'une ville apprenante en République de Corée. Le message clé de l'atelier est qu'une société résiliente a besoin de villes résilientes, et qu'une ville résiliente a besoin de l'apprentissage tout au long de la vie.

16. Connecter l'enseignement supérieur dans les contextes de crise grâce à des partenariats internationaux et à l'inclusion dans les systèmes nationaux (en ligne uniquement)

Organisateur :

- Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et Connected Learning in Crisis Consortium (CLCC)

Co-organisateurs :

- Borderless Higher Education for Refugees (BHER), Groupe de travail sur la conception pédagogique de l'apprentissage en ligne (IDEL) du CLCC

Orateurs :

- M. Mark Okello Oyat, directeur, Dadaab Response Association (DRA)
- M. Ochan Leomoi, directeur de recherche, DRA
- Mme Sahra Ismail, co-directrice, DRA

- M. Arte Saman Dagane, directeur financier et responsable de la logistique, DRA
- M. Abdikadir Bare Abikar, directeur, Plaidoyer, campagnes, communication et médias, DRA
- M. Nouh Alhindawi, directeur des technologies de l'information et de la transformation électronique, ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Royaume hachémite de Jordanie
- M. Francis Randle, spécialiste de l'enseignement supérieur connecté, HCR
- Mme HaEun Kim, administratrice des programmes, BHER

Modérateur :

- M. Mohamed Duale, coordonnateur recherche, BHER

Cet atelier a partagé les résultats d'une étude menée par Borderless Higher Education for Refugees (BHER), un projet collaboratif mis à l'essai dans le camp de réfugiés de Dadaab au Kenya par la Dadaab Response Association (DRA), une organisation à base communautaire à l'origine d'initiatives de recherche dans cette région. Les résultats de l'étude d'impact longitudinale en cours montrent que 93,8 % des participants estiment que le programme les a aidés à acquérir les compétences nécessaires pour obtenir un emploi ; 82 % ont déclaré que leur santé mentale ou leur jugement s'était amélioré à l'issue de la formation ; 95 % ont déclaré que leurs familles se montraient plus favorables à l'éducation ; et 77 % ont indiqué que la participation de leur communauté à l'éducation et à la justice sociale avait été renforcée. Les discussions de l'atelier ont souligné la nécessité de se concentrer sur l'impact global considérable de l'apprentissage connecté sur le développement personnel et régional.

L'atelier a également examiné les moyens de soutenir les apprenants pendant toute la durée de leurs études post-secondaires grâce au processus de numérisation actuellement en cours dans les systèmes nationaux d'enseignement supérieur. Le cadre de l'enseignement supérieur jordanien a été présenté plus en détail, accompagné d'un résumé des mesures prises pour mettre en œuvre un apprentissage en ligne de qualité, en tant qu'outil destiné à améliorer la compétitivité des universités en matière d'innovation éducative. Face aux défis d'éducation créés par la pandémie de COVID-19, le Conseil jordanien de l'enseignement supérieur a pris des mesures pour soutenir et organiser l'apprentissage à distance et en ligne. Le ministère de l'Enseignement supérieur a également lancé des initiatives de soutien au développement des compétences et au renforcement des capacités des personnels chargés d'enseigner en ligne. Un Centre national de l'apprentissage en ligne et des ressources éducatives libres (REL) a par ailleurs été créé grâce à une série de partenariats et de collaborations, afin de fournir un environnement technologique interactif aux universités jordaniennes. Les discussions ont souligné l'importance de ces partenariats, et la nécessité de promouvoir des ateliers de renforcement des capacités dans les universités du pays afin de développer un apprentissage en ligne coordonné de qualité à l'échelle nationale.

17. REL et apprentissage tout au long de la vie : tendances actuelles et perspectives (en ligne uniquement)

Organisateur :

- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Orateurs :

- Mme Marielza Oliveira, directrice du Partenariat et suivi du programme opérationnel, Communication et information (CI/POM), et secrétaire du Programme Information pour tous (IFAP), UNESCO

- M. Gašper Hrastelj, secrétaire général, Commission nationale slovène pour l'UNESCO
- M. Neil Butcher, directeur, Neil Butcher & Associates
- M. Wayne Mackintosh, directeur général de la Fondation OER (Ressources éducatives libres, REL) et titulaire de la Chaire UNESCO/ICDE en REL
- Mme Lisa Petrides, PDG et fondatrice, Institute for the Study of Knowledge Management in Education (ISKME)

Modératrice :

- Mme Zeynep Varoglu, spécialiste principale du programme, Section pour l'accès universel à l'information et l'inclusion numérique, UNESCO

Cet atelier a examiné le rôle des ressources éducatives libres (REL) dans l'AEA. Il a été noté que les REL offraient la possibilité de créer et de partager des connaissances et de permettre un apprentissage inclusif et de qualité pour tous, comme indiqué dans la Recommandation de l'UNESCO sur les REL de 2019. La pandémie de COVID-19 a provoqué un changement de paradigme, l'enseignement et l'apprentissage en ligne et numériques s'étant alors généralisés. Il convient donc de renforcer les capacités en matière d'utilisation, de création et d'adaptation des REL, notamment parmi les enseignants. Les REL peuvent permettre de créer des espaces et des matériels d'apprentissage dédiés et individuels.

Les participants ont souligné la nécessité de déployer davantage d'efforts pour apporter des solutions « agiles » favorisant un apprentissage flexible et collaboratif et des contenus pertinents. L'atelier s'est terminé par une présentation de la Coalition dynamique pour les REL de l'UNESCO, créée en vue de soutenir la mise en œuvre de la Recommandation de 2019 sur les REL par les États membres.

18. Répondre à la révolution des compétences : développement des compétences par des instruments innovants (en ligne uniquement)

Organisateur :

- Commission européenne

Orateurs :

- Mme Soon-Joo Gog, directrice des compétences et directrice de la recherche, SkillsFuture Singapour
- Mme Claire Field, directrice, Claire Field & Associates
- Mme Cristina Mereuta, experte principale en développement du capital humain, coordinatrice des politiques actives du marché du travail, Fondation européenne pour la formation (ETF)
- Mme Rexin Singotani, conseillère politique principale pour les affaires européennes, ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, Royaume des Pays-Bas
- M. Philippe Brivet, directeur des projets de partenariats, Groupe Caisse des dépôts, France

Modératrice :

- Mme Klara Engels-Perenyi, chargée de mission, Unité des Compétences, Commission européenne

Les participants ont également noté que les approches réussies de ce type exigeaient un soutien à la fois financier et non financier, ce dernier sous forme de conseils, d'informations sur les options de formation de qualité et de solutions informatiques conviviales.

Des coopérations avec les partenaires sociaux, qui touchent davantage de personnes et aident à diversifier les financements, ont également été considérées d'une importance cruciale. Il a été constaté que, dans la plupart des pays, les employeurs sont actuellement les principaux contributeurs au financement du perfectionnement professionnel des adultes : aux Pays-Bas, par exemple, plus de deux millions d'employés ont reçu des fonds pour financer leur apprentissage individuel par le biais de budgets de formation privés, dans le cadre de 159 conventions collectives.

Il a en outre été noté que l'offre de possibilités d'apprentissage à plus petite échelle peut être soutenue par l'adoption de cadres nationaux et internationaux de micro-certifications, comme l'illustre l'exemple de l'Australie, et la Recommandation du Conseil de l'UE sur les micro-certifications, adoptée par 27 ministres de l'UE à la veille de la présente séance de l'atelier.

Les exposés présentés lors de cet atelier ont illustré la diversité des approches mises en œuvre pour répondre aux besoins accrus de compétences et à l'émergence de nouveaux métiers au sein de la société, y compris l'emploi de comptes de formation individuels (CFI). Toutes ces approches, ont observé les participants, ont pour fondement l'un des thèmes centraux de la conférence : l'apprentissage tout au long de la vie en tant que droit individuel. Il a été souligné qu'un certain nombre de pays utilisaient déjà les CFI et que l'Union européenne en effectuait la promotion par le biais de la recommandation du Conseil de l'UE sur les CFI.

19. L'apprentissage et l'éducation des adultes transformateurs pour l'inclusion, la participation et la durabilité

Organisateur :

- Association de l'Asie et du Pacifique Sud pour l'éducation de base et l'éducation des adultes (ASPBAE)

Co-organisateurs :

- Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA), Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE)

Orateurs :

- Mme Nani Zulminarni, présidente du conseil exécutif de l'ASPBAE
- Mme Cecilia V. Soriano, coordinatrice régionale des politiques et du plaidoyer, Plaidoyer politique et campagnes en Asie, ASPBAE
- Mme Makiko Kondo, vice-présidente, Development Education Association and Resource Center (DEAR)
- Mme Nelsy Lizarazo, coordinatrice générale, CLADE
- M. Refaat Sabbah, président de la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) ; secrétaire général, ACEA
- M. Ehsanur Rahman, ancien directeur exécutif, Dhaka Ahsania Mission, et membre du Conseil exécutif (ASPBAE)
- Mme Giovanna Modé, coordinatrice des politiques, CLADE
- M. Zahi Azar, Président, Campagne arabe pour l'éducation pour tous, et secrétaire général, Réseau arabe d'éducation populaire (ANPE)

Modératrice :

- Mme Maria Helen Dabu, secrétaire générale, ASPBAE

Cet atelier a examiné les moyens de renforcer l'AEA au sein des systèmes publics d'éducation afin d'atteindre tous les apprenants et de construire des sociétés plus solidaires. Pour y parvenir, les participants ont souligné que les gouvernements devaient considérer l'éducation comme un droit fondamental devant être réalisé dans le cadre d'un plus large contrat social. La valeur de l'AEA, ont-ils conclu, doit être mesurée non seulement à l'aune des compétences qu'elle fournit, mais aussi de sa capacité à renforcer la cohésion sociale, la participation citoyenne, l'action en faveur du climat et l'auto-apprentissage. L'éducation doit bénéficier de financements adéquats, ce qui exige des pays qu'ils élaborent des stratégies cohérentes de mobilisation des ressources internes et externes.

20. Éducateurs d'adultes et praticiens de l'alphabétisation : refonte de la profession

Organisateur :

- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Orateurs :

- M. Timothy Ireland, vice-président pour l'Amérique latine, ICAE ; Chaire UNESCO en éducation des jeunes et des adultes, Université fédérale de Paraíba, Brésil
- Mme Katarina Popović, secrétaire générale, ICAE
- M. Samba Diarry Ndiaye, membre de l'équipe technique nationale sur la validation des acquis de l'expérience (VAE), ministère de l'Éducation, Sénégal
- M. Mohammed Bougroum, coordonnateur de mise en œuvre des projets, Institut de formation aux métiers de l'alphabétisation (IFMA), Royaume du Maroc

Modérateur :

- M. Carlos Vargas Tamez, chef de section, Section du développement des enseignants ; chef du secrétariat de l'Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour Éducation 2030 (TTF), UNESCO

Cet atelier a débattu des cadres pouvant être utilisés pour renforcer la professionnalisation des éducateurs d'adultes. Les participants ont convenu que la réalisation d'une éducation des adultes de qualité repose sur la professionnalisation/institutionnalisation des éducateurs d'adultes, dont le statut actuel reste précaire. Pour les former, il convient de créer des passerelles entre l'éducation formelle et l'éducation non formelle. Un engagement politique sincère et des investissements plus importants sont également nécessaires, et l'alphabétisation et l'éducation ou la formation des adultes devraient être une priorité pour les États membres.

Curriculum GlobALE (un cadre curriculaire interculturel pour la formation des éducateurs d'adultes élaboré par l'UIL en collaboration avec DVV International) montre la nécessité de trouver un terrain d'entente pour la formation de tous les éducateurs d'adultes, en s'appuyant sur des valeurs, des compétences et des connaissances communes.

Il a également été noté que les universités ont un rôle important à jouer dans la professionnalisation des éducateurs d'adultes en œuvrant à la définition de l'AEA et à l'étude de ses impacts, en lui donnant de la visibilité par des mesures de recherche, et en créant des espaces qui réunissent les universités et les communautés et permettent aux étudiants d'intervenir hors du cadre universitaire.

Des exemples ont été présentés, notamment des programmes de RVA au Sénégal et des mesures d'amélioration des programmes d'alphabétisation des adultes au Maroc.

Les participants ont convenu qu'un dialogue devait avoir lieu avant tout développement de politiques de professionnalisation des éducateurs d'adultes. Pour élaborer des politiques réactives, les parties prenantes doivent d'abord se doter des moyens de consulter et d'associer les formateurs. Un dialogue et des interactions entre l'éducation formelle et non formelle sont également nécessaires.



M. Carlos Vargas, chef de section du développement des enseignants à l'UNESCO lors de l'atelier sur les éducateurs d'adultes et les praticiens de l'alphabétisation



Partie V : RÉSULTATS DE LA CONFÉRENCE

Cadre d'action de Marrakech

Après un processus approfondi d'examen par le Comité de rédaction des amendements soumis par les États membres au cours de la conférence, le projet de Cadre d'action de Marrakech a été présenté par **M. Daniel Baril, président du Conseil d'administration de l'UIL**, et adopté par acclamation par les États membres.

(La version finale du Cadre d'action de Marrakech est incluse dans le présent document à l'annexe A).

Rapport oral de la CONFINTEA VII

La Rapporteuse générale de la CONFINTEA VII, Mme Cecilia Palm, secrétaire générale de Folkuniversitetet (Royaume de Suède), a présenté le rapport oral, qui rend compte des travaux de la conférence et résume les tendances, les perspectives et les défis évoqués au cours des trois jours précédents. Elle a souligné que tout individu avait le droit de participer à l'apprentissage et à l'éducation des adultes sans subir aucune forme de stigmatisation ou de dissuasion et que personne ne devait être laissé pour compte. Elle a également souligné que l'AEA devait tenir compte des relations de genre entre les femmes et les hommes au sein de la société. Elle a réaffirmé que la CONFINTEA VII avait souligné l'urgence de forger un nouveau contrat social pour l'éducation.

Soulignant que l'éducation et l'apprentissage doivent sous-tendre nos actions de transformation en cours, Mme Palm a déclaré que la CONFINTEA VII représentait un tournant dans l'élargissement de nos perceptions de l'éducation dans une perspective tout au long de la vie. Tel est, selon elle, le message qui doit être transmis aux dirigeants politiques au plus haut niveau : l'AEA constitue un investissement dans les personnes, la planète et la prospérité, et fait partie intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et au-delà.

La Rapporteuse générale a conclu qu'en participant activement à la CONFINTEA VII et en adoptant le Cadre d'action de Marrakech, la communauté internationale de l'AEA avait marqué sa volonté de faire de l'apprentissage tout au long de la vie une réalité.

Clôture de la conférence

Les observations finales ont été présentées par **S. E. M. Santiago Irazabal Mourão, président de la 41e session de la Conférence générale de l'UNESCO** (voir l'annexe G).

La conférence a été officiellement clôturée après les discours de **S. E. M. Chakib Benmoussa, ministre de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports du Royaume du Maroc, et de Mme Stefania Giannini, sous-directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation**.

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI



Mme Cecilia Palm, secrétaire générale de Fokuniversitetet, Royaume de Suède, et rapporteure générale de la CONFITEA VII présente son rapport oral de la conférence.

ANNEXES

Annexe A – Cadre d'action de Marrakech

Exploiter le pouvoir de transformation de l'apprentissage et de l'éducation des adultes

Préambule

1. Nous, les représentants de 142 États membres de l'UNESCO, et les représentants des organisations de la société civile, des partenaires sociaux, des agences des Nations Unies, des agences intergouvernementales, des jeunes et du secteur privé, sommes réunis à **Marrakech, au Royaume du Maroc**, et en ligne, **du 15 au 17 juin 2022**, pour participer à la septième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFITEA VII). Cette conférence a lieu dans le contexte d'une pandémie qui a profondément affecté les systèmes éducatifs du monde entier, y compris l'apprentissage et l'éducation des adultes (AEA).

2. Nous sommes rassemblés afin de faire le point sur les défis majeurs liés à l'éducation des adultes et sur les progrès réalisés en la matière depuis la CONFITEA VI en 2009, et afin d'établir une feuille de route pour promouvoir l'éducation des adultes au cours des 12 prochaines années – à l'horizon 2030 et au-delà.

3. Nous rappelons **les réalisations de la CONFITEA VI**, notamment la reconnaissance par le Cadre d'action de Belém (BFA, sigle anglais) de 2009 de l'apprentissage et de l'éducation des adultes comme éléments essentiels du droit à l'éducation, et l'identification de cinq domaines d'action s'y rapportant et qui demeurent pertinents aujourd'hui : politique ; gouvernance ; financement ; participation, inclusion et équité ; et qualité. Nous soulignons également la valeur du Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (GRALE, sigle anglais) de l'UNESCO qui, mandaté par le BFA en 2009, a régulièrement piloté et suivi les développements de l'apprentissage et de l'éducation des adultes.

4. Nous appuyant sur les données du GRALE, nous portons notre réflexion **sur les principaux efforts mondiaux de promotion de l'AEA et de l'apprentissage tout au long de la vie depuis 2009** et sur leur impact sur l'apprentissage et l'éducation des adultes. Parmi ces efforts figurent notamment l'engagement de la communauté internationale en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la reconnaissance accrue par la communauté internationale de la nécessité de promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie (comme l'illustrent l'Objectif de développement durable (ODD) 4 « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie »), le rapport de la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation, l'amélioration du suivi de l'AEA au niveau mondial grâce aux cinq GRALE, le Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM, sigle anglais) et d'autres initiatives telles que l'Alliance mondiale pour l'alphabétisation dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie (GAL, sigle anglais), ainsi que les mesures prises pour intégrer l'apprentissage et l'éducation des adultes dans l'agenda et l'architecture de l'éducation au niveau mondial. En conséquence, une approche fondée sur les droits devrait guider la mise en œuvre du présent cadre de Marrakech.

5. Nous soulignons l'impact structurel à long terme de **la pandémie de COVID-19** avec ses conséquences positives et négatives pour l'apprentissage et l'éducation des adultes. La pandémie a souligné encore davantage la nécessité pour les gouvernements et les communautés de développer et de mettre en œuvre non seulement des stratégies permettant d'acquérir des connaissances, aptitudes et compétences, mais aussi des politiques d'apprentissage pour aider les jeunes et les adultes à faire face aux effets de la crise. Nous soulignons également la nécessité d'élaborer des stratégies de requalification et d'amélioration des compétences, qui sont indispensables pour répondre aux besoins changeants des sociétés et du monde du travail, engendrés notamment par les transitions verte et numérique.

6. Rappelant **le Programme de développement durable à l'horizon 2030**, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU) en 2015, nous nous engageons à réaliser les 17 Objectifs de développement durable (ODD). Nous reconnaissons que l'apprentissage tout au long de la vie est essentiel pour ces 17 objectifs et qu'en tant que dimension clé de l'apprentissage tout au long de la vie, l'AEA est indispensable à leur réalisation. Nous réaffirmons tout particulièrement notre engagement en faveur de l'ODD 4, par lequel les États membres de l'UNESCO se sont engagés à « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Nous rappelons **la Déclaration de Berlin sur l'éducation au développement durable** adoptée en mai 2021, qui réaffirme l'importance de l'éducation pour le développement durable, et invitons les apprenants adultes à contribuer à la réalisation de ses 16 recommandations. Nous reconnaissons également le rapport de la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation (UNESCO, 2021), *Repenser nos futurs ensemble : un nouveau contrat social pour l'éducation*, qui affirme le droit à une éducation de qualité tout au long de la vie, et plaide en faveur du potentiel de transformation de l'éducation en tant que contribution à un avenir durable.

7. Nous soutenons fermement l'appel de la Commission à garantir « l'égalité des genres et les droits de tous » dans et par l'apprentissage et l'éducation des adultes, en reconnaissant que les normes liées aux genres peuvent affecter la capacité des apprenants à s'engager efficacement dans l'éducation. L'apprentissage et l'éducation des adultes propices à une transformation des relations entre les genres doivent être complets, holistiques et intergénérationnels, en associant les acteurs de l'éducation à des secteurs tels que la santé, la protection et la justice.

8. Nous appuyons **la Recommandation sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (RALE, sigle anglais)**, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en 2015, y compris sa définition de l'apprentissage et de l'éducation

des adultes¹ et l'identification de trois domaines clés d'apprentissage : l'alphabétisation et les compétences de base ; la formation continue et les compétences professionnelles ; et l'éducation libérale, populaire et communautaire et les compétences en matière de citoyenneté.

9. Nous réaffirmons que **l'AEA est une composante essentielle de l'apprentissage tout au long de la vie**² et constatons que les politiques et les pratiques en la matière s'appliquent à un large éventail d'âges, de niveaux d'éducation, d'espaces et de modalités d'apprentissage. Nous reconnaissons par ailleurs que l'apprentissage tout au long de la vie est le moteur d'une société apprenante à différentes niveaux, impliquant les individus, familles, organisations, lieux de travail, quartiers, villes et régions.

10. Nous affirmons avec fermeté que l'éducation, y compris l'apprentissage et l'éducation des adultes, constitue un droit humain, ce qui est essentiel pour comprendre et définir l'éducation comme un effort public et un bien commun, ainsi que le souligne la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation.

11. Nous reconnaissons également les contributions continues, riches et diverses de **la communauté internationale de l'AEA**, y compris des acteurs

gouvernementaux et non gouvernementaux, qui ont soutenu l'organisation de la CONFITEA VII, par exemple à travers les conférences préparatoires régionales et sous-régionales, dont les documents finaux, ainsi que le BFA, le GRALE, la Recommandation RALE et Repenser nos futurs ensemble (UNESCO) ont étayé le présent Cadre d'action.

12. À l'heure où les sociétés sont menacées par la montée du fanatisme et de l'extrémisme violent, la méfiance croissante à l'égard de la science et l'augmentation des inégalités au sein des pays et entre eux, nous réaffirmons que l'apprentissage et l'éducation des adultes peuvent constituer une réponse politique puissante pour consolider la cohésion sociale, encourager le développement des compétences socio-émotionnelles, garantir la paix, renforcer la démocratie, améliorer la compréhension culturelle, éliminer tous les types de discrimination et promouvoir un vivre ensemble pacifique et une citoyenneté active et globale.

13. Nous nous engageons à promouvoir les recommandations de ce Cadre d'action de Marrakech comme partie intégrante du prochain Sommet de la transformation de l'éducation en septembre 2022. Nous rappelons l'importance de ce Cadre, qui servira de document de référence pour la conférence au Sommet.

1 « L'apprentissage et l'éducation des adultes sont des composantes centrales de l'apprentissage tout au long de la vie. Ils englobent toutes les formes d'enseignement et d'apprentissage qui visent à faire en sorte que tous les jeunes adultes participent à la société et au monde du travail. Ils désignent l'ensemble des processus d'apprentissage – formel, non formel et informel – par lesquels ceux qui sont considérés comme adultes par la société dans laquelle ils vivent développent et enrichissent leur aptitude à vivre et à travailler, tant dans leur propre intérêt que dans celui de leurs communautés, organisations et sociétés. L'apprentissage et l'éducation des adultes passent par des activités soutenues et des processus d'acquisition, de reconnaissance, d'échange et d'adaptation des capacités. Vu que les frontières entre la jeunesse et l'âge adulte se déplacent dans la plupart des cultures, le terme « adulte », dans le présent texte, désigne tous ceux qui pratiquent l'apprentissage et l'éducation des adultes, même s'ils n'ont pas atteint l'âge légal de la maturité. » (Recommandation sur l'apprentissage et l'éducation des adultes, 2016, p. 8).

2 « L'apprentissage tout au long de la vie repose sur l'intégration de l'apprentissage et de la vie, et englobe les activités d'apprentissage des personnes de tous âges (enfants, jeunes, adultes et personnes âgées, filles et garçons, femmes et hommes,) dans toutes les sphères de la vie (famille, école, communauté, lieu de travail, etc.) et selon diverses modalités (formelles, non formelles et informelles) qui, ensemble, répondent à un large éventail de besoins et de demandes d'apprentissage. Les systèmes éducatifs qui promeuvent l'apprentissage tout au long de la vie adoptent une approche holistique et sectorielle qui fait intervenir tous les sous-secteurs et niveaux afin d'offrir des possibilités d'apprentissage à tous. » (Éducation 2030 Cadre d'action, UNESCO 2015, p. 30, note de bas de page no 5)

Principes et domaines prioritaires

14. Promouvoir l'AEA dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie : Tout en reconnaissant que les domaines prioritaires du Cadre d'action de Belém restent pertinents, l'ODD 4 offre une occasion unique de positionner l'apprentissage et l'éducation des adultes comme composantes essentielles de l'apprentissage tout au long de la vie contribuant au développement durable et à la promesse de paix qui réside dans l'acte constitutif de l'UNESCO.

15. Forger un nouveau contrat social : inspirée par les conclusions et les propositions de Repenser nos futurs ensemble, l'AEA joue un **rôle clé en apportant des réponses humanistes**, fondées sur les droits humains, des sociétés démocratiques, les principes éthiques, la mobilisation de l'intelligence collective et un dialogue ouvert éclairé par des connaissances interdisciplinaires.

16. En dépit des progrès remarquables réalisés au cours des dernières décennies, notamment en matière d'alphabétisation des femmes, de nombreux pays peinent encore à atteindre des niveaux d'alphabétisme adéquats, y compris concernant la maîtrise du numérique, et à combler le fossé qui existe entre les sexes. En 2021, 770 millions d'adultes âgés de 15 ans et plus étaient dépourvus de compétences de base en matière d'alphabétisme, trois sur cinq étant des femmes (ISU). Les avantages de l'alphabétisation pour les individus, les familles, les communautés, les sociétés et la planète sont bien documentés et l'alphabétisation des adultes doit bénéficier d'une attention politique et d'un soutien financier suffisants.

17. Mobiliser le potentiel de l'apprentissage et de l'éducation des adultes pour **agir en faveur du climat** : le changement climatique représente une menace considérable pour l'humanité et les autres espèces. Il nous contraint à remettre en question les modèles de production et de consommation actuels, à inventer de nouvelles industries et à accepter une responsabilité morale envers les générations futures, en reconnaissant que prendre soin de la planète est devenu un

impératif mondial. En conséquence, l'éducation aux questions climatiques doit être intégrée de façon générale aux systèmes d'apprentissage tout au long de la vie. L'AEA doit faire partie de cette transformation verte. Il permet aux jeunes et aux adultes d'appréhender le problème, les sensibilise et les dote des connaissances et de l'agentivité nécessaires pour s'adapter au changement climatique et en atténuer l'impact, et faire preuve de résilience et être capables d'agir pour le changement. L'apprentissage et l'éducation des adultes peuvent donc jouer un rôle important dans l'autonomisation des citoyens adultes et plus âgés afin qu'ils deviennent des modèles de référence pour les enfants et des agents du changement aux niveaux local, national et mondial. L'apprentissage communautaire et l'éducation à la citoyenneté sont des facteurs clés du développement durable, y compris du développement rural, et de la sensibilisation à l'impact du changement climatique. En outre, les établissements d'AEA peuvent eux-mêmes servir de modèles de transition écologique dans la société en rendant leurs programmes d'études, leurs installations et leur gestion plus écologiques.

18. Promouvoir un accès égal de tous les apprenants, y compris des seniors, à l'apprentissage dans **des environnements numériques** : la technologie transforme en profondeur la manière dont les adultes apprennent et dont l'enseignement s'effectue, ainsi que la nature des besoins en compétences et aptitudes. Elle est devenue un puissant facilitateur et un catalyseur de l'apprentissage individuel. Moteur de progrès dans l'éducation, la technologie peut aussi engendrer de nouveaux obstacles qui rendent plus difficile l'apprentissage social ou collectif, aggravent les fractures sociales existantes et en créent de nouvelles. L'égalité d'accès de tous les apprenants à l'apprentissage dans les environnements numériques est une condition préalable essentielle pour faire face à ces problèmes. Cela a des répercussions sur la façon dont les adultes s'engagent en tant que membres actifs de la société et accroît l'importance de l'esprit critique, de la communication, de l'empathie et des compétences sociales lorsqu'il s'agit de naviguer dans

des environnements en ligne pour contrer les infox et la désinformation. Mettre en place des stratégies, politiques et instruments efficaces, combler la fracture numérique, améliorer l'accès, aborder les relations de pouvoir, et prévenir l'utilisation abusive des technologies constituent des démarches essentielles pour établir le potentiel de transformation et d'émancipation de l'AEA. Des pédagogies numériques efficaces nécessitent également d'adopter de nouveaux modèles d'enseignement et d'apprentissage en présentiel, à distance et dans des formats mixtes.

19. Préparer les adultes à **l'avenir du travail** : les mutations démographiques, la quatrième révolution industrielle, la mondialisation et le changement climatique transforment profondément l'économie et le marché du travail. Ces bouleversements ont des implications majeures sur la nature du travail, la structure de l'emploi, le contenu des emplois et les besoins en compétences et aptitudes. La transition linéaire entre l'éducation et le travail, modèle dominant pendant des décennies, devient de moins en moins pertinente, les adultes suivant des trajectoires complexes au cours de leur vie professionnelle. Dans ce contexte, la tâche de l'apprentissage et de l'éducation des adultes consiste, à travers la responsabilité partagée des parties prenantes, à permettre, de manière flexible, l'acquisition équitable de compétences, connaissances et aptitudes pertinentes tout au long de la vie, y compris l'orientation professionnelle et d'autres formes d'aide à l'apprentissage pour l'emploi, un travail décent, l'évolution de carrière et l'esprit d'entreprise. Les tendances démographiques indiquent également que l'espérance de vie à travers le monde continue d'augmenter, contribuant à l'émergence d'un monde vieillissant. Dans un nombre croissant de pays, une grande partie de la population ne travaillera pas, il convient donc d'adapter la nature de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, en mettant davantage l'accent sur la préparation des seniors à des activités post-travail, notamment pour faciliter la poursuite de leur contribution significative à la société et pour mettre davantage l'accent sur leur bien-être et la jouissance de tous les aspects de leur vie. En outre, la transformation de l'économie

nécessaire pour atteindre la neutralité carbone et protéger l'environnement créera un besoin urgent de requalification et d'amélioration des compétences des adultes déjà présents sur le marché du travail.

20. Créer **une culture de l'apprentissage tout au long de la vie** : l'apprentissage tout au long de la vie sera essentiel pour relever les défis auxquels l'humanité est confrontée, de la crise climatique aux changements technologiques et démographiques, ainsi que ceux posés par la pandémie de COVID-19 et les inégalités qu'elle a exacerbées. Pour y parvenir, une approche holistique est nécessaire, englobant toutes les formes d'AEA (formel, non formel et informel) et tous les secteurs et domaines, divers lieux d'apprentissage, en mode présentiel, virtuel ou mixte, et groupes d'apprenants. Il convient donc de créer un environnement d'apprentissage dans lequel l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie pour les jeunes et les moins jeunes soient considérés comme un effort public qui ne sert pas seulement le monde du travail, mais aussi le bien-être des individus et le bien commun.

Actions recommandées pour un apprentissage et une éducation des adultes au potentiel transformateur

Établir des cadres et des dispositifs de gouvernance

21. Reconnaisant la nécessité d'un contrat social renouvelé pour l'éducation, nous invitons l'UNESCO à lancer des consultations d'experts pertinentes et un dialogue intergouvernemental sur les moyens de renforcer le cadre existant des droits humains en matière d'apprentissage tout au long de la vie. Ce processus devrait explorer les moyens les plus adéquats pour transposer dans la réalité la vision d'un droit à l'apprentissage tout au long de la vie – dont l'apprentissage et l'éducation des adultes constitueraient le noyau – créant ainsi une culture de l'apprentissage tout au long de la vie adaptée à chaque État membre.

22. Nous reconnaissons la valeur des plateformes multisectorielles pour soutenir la gouvernance de l'AEA avec tous les acteurs concernés, notamment

les ministères, les organisations de la société civile, en tant qu'acteurs clés, les jeunes, le secteur privé, les universités et les prestataires d'apprentissage et d'éducation des adultes. Nous soulignons également l'importance du dialogue entre les travailleurs et les employeurs, et leurs structures organisationnelles, qui, dans de nombreux pays, contribuent à la gouvernance, notamment en termes de développement professionnel continu.

Réaménager les systèmes d'AEA

23. Conscients de la diversité croissante des prestataires d'AEA résultant de l'émergence d'écosystèmes d'apprentissage complexes, nous réitérons la nécessité de renforcer le rôle des gouvernements dans la mise en place de mécanismes et réglementations et dans l'allocation de ressources financières et humaines pour soutenir les structures d'AEA et réguler, encourager, stimuler, coordonner et piloter et suivre l'apprentissage et l'éducation des adultes en tant que biens communs dans le cadre d'une offre d'éducation publique renforcée.

24. Nous reconnaissons l'importance de renforcer l'AEA au niveau local, en tant que dimension stratégique pour la planification, la conception et la mise en œuvre des programmes d'apprentissage, ainsi que pour le soutien et le (co-)financement d'initiatives d'apprentissage telles que les centres d'apprentissage communautaires qui devront être dotés de suffisamment d'éducateurs des adultes qualifiés. Nous reconnaissons la diversité des espaces d'apprentissage, tels que les établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) et d'enseignement supérieur, les bibliothèques, les musées et les lieux de travail, les espaces publics, les institutions artistiques et culturelles, le sport et les loisirs, les groupes de pairs, les familles, etc. Cela implique de renforcer le rôle des collectivités territoriales dans la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie pour tous au niveau local, par exemple en poursuivant le développement de villes apprenantes, ainsi qu'en encourageant la participation des acteurs locaux, y compris les apprenants, les groupes communautaires et les institutions.

25. En outre, conformément à notre engagement de créer des parcours d'apprentissage flexibles au sein des types de travail et entre eux, nous soulignons l'importance de la reconnaissance ainsi que de la validation et de l'accréditation des acquis de l'apprentissage non formel et informel, dans la mesure où ils sont appropriés et pertinents, pour permettre d'inclure tous les segments de la population, en particulier les groupes défavorisés et sous-représentés tels que les personnes en situation de handicap dans un système d'éducation et de formation ouvert et flexible. À cet égard, une attention particulière devrait aussi être portée aux communautés autochtones dans tous les processus d'éducatons et de l'apprentissage tout au long de la vie. Les parcours d'apprentissage flexibles sont essentiels pour assurer une mobilité entre les différents programmes, niveaux d'études et secteurs d'emploi, et pour permettre aux apprenants de choisir leurs trajectoires d'apprentissage en fonction de leurs talents et intérêts, en tirant profit des passerelles jetées entre les sous-secteurs de l'éducation et le marché du travail.

Assurer la qualité de l'apprentissage

26. Nous soulignons le rôle clé des enseignants et des éducateurs, y compris des tuteurs bénévoles et autres spécialistes engagés dans l'apprentissage et l'éducation des adultes et nous nous engageons à mettre en œuvre des politiques et stratégies visant à renforcer les compétences des éducateurs d'adultes et à les professionnaliser et les spécialiser davantage par le biais de la formation initiale, en cours d'emploi et continue – en association avec des universités et des instituts de recherche –, et en améliorant leurs conditions de travail, y compris leurs salaires, leur statut et leurs trajectoires de développement professionnel. Nous reconnaissons en outre les cadres de compétences de l'AEA comme un instrument stratégique pour la professionnalisation des éducateurs et l'amélioration de leurs qualifications.

27. Soulignant le rôle crucial de l'apprentissage en face à face dans l'AEA, nous nous engageons à promouvoir des programmes et des supports d'apprentissage pertinents, non discriminatoires et mis en œuvre en tenant en compte les

questions liées à l'égalité des genres, qui intégreront les nouveaux domaines d'apprentissage tels que l'éducation à la citoyenneté, l'éducation au développement durable, l'éducation à la santé et au bien-être, les compétences socio-émotionnelles et transversales ainsi que la pensée critique et les compétences numériques.

28. Pour améliorer la qualité de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, nous soulignons l'importance de mener des recherches et des évaluations pour guider les politiques et les pratiques afin de promouvoir davantage l'inclusion, la qualité et la pertinence. Il s'agit notamment d'une recherche participative visant à soutenir les concepteurs de programmes d'AEA, les enseignants et les participants.

Accroître les financements

29. Nous nous engageons à accroître le financement public et la mobilisation des ressources pour l'AEA et à empêcher la régression des allocations budgétaires existantes. En tant que composantes de l'apprentissage tout au long de la vie, l'apprentissage et l'éducation des adultes devraient être financés grâce à la contribution d'une grande diversité de parties prenantes, de divers ministères, des employeurs et d'autres acteurs privés, des gouvernements locaux et des apprenants. Ces formules de financement devraient combiner des engagements budgétaires réguliers avec d'autres sources et mécanismes de financement, notamment des financements mixtes, et des mesures ciblées pour les femmes et les apprenants issus de groupes vulnérables et marginalisés. Nous sommes déterminés à augmenter les dépenses publiques d'éducation des adultes en fonction des contextes nationaux, visant à atteindre progressivement les critères de référence internationaux consistant à allouer au moins 4 à 6 % du PIB et/ou au moins 15 à 20 % des dépenses publiques totales à l'éducation³.

30. Compte tenu de l'importance de la coopération internationale pour atteindre un niveau de financement adéquat de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, et conscients du fait que l'AEA contribue potentiellement à faire avancer les 17 ODD, nous appelons à élargir le champ d'application des mécanismes mondiaux de financement de la coopération au développement en matière d'éducation afin qu'ils englobent l'AEA. Dans l'esprit des engagements que nous avons pris de réaliser l'ODD 4, nous appelons également les fonds mondiaux pour l'éducation existants, en particulier le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE, sigle anglais) et Education Cannot Wait (ECW) à inclure l'AEA dans leurs stratégies, et priorités et dans le soutien financier qu'ils fournissent à leurs pays partenaires. Nous nous engageons à œuvrer pour combler le déficit de financement afin d'atteindre les objectifs de l'ODD 4 en matière d'alphabétisation des adultes et d'intégrer la formation professionnelle en respectant les engagements existants en matière d'aide publique au développement (APD), notamment les engagements pris par de nombreux pays développés d'atteindre l'objectif de 0,7 % du produit national brut (PNB) pour l'APD aux pays en développement.⁴

Promouvoir l'inclusion

31. Nous nous engageons à placer la diversité, y compris la diversité linguistique, l'inclusion, l'accessibilité et l'équité, au cœur de nos efforts, en la reconnaissant comme priorité pour accroître l'accès à l'AEA des personnes marginalisées ou défavorisées et des groupes et communautés sous-représentés et vulnérables. Il est également impératif que les objectifs d'équité et d'inclusion tiennent particulièrement compte des réalités des peuples autochtones et des responsabilités à leur égard. Cet engagement procède de la réaffirmation de l'éducation en tant que droit humain, qui comprend le droit à la participation conçu comme facteur d'autonomisation et de citoyenneté active et mondiale.

³ Ces engagements ont déjà été pris lors du Forum mondial sur l'éducation à Incheon le 21 mai 2015 et adoptés par 184 États membres de l'UNESCO le 4 novembre 2015 à Paris lors d'une réunion de haut niveau.

⁴ Cet engagement a déjà été pris dans le cadre de la cible 17.2 de l'ODD17.

32. Nous nous engageons à augmenter de manière significative la participation à l'apprentissage et à l'éducation des adultes, qu'il s'agisse de programmes formels ou non formels, et nous encourageons les pays à fixer des critères ambitieux pour la participation de divers groupes d'apprenants. Afin d'inclure les populations vulnérables et les adultes actuellement non bénéficiaires, nous nous engageons à promouvoir des systèmes de sensibilisation et d'orientation pour faire connaître les possibilités d'apprentissage, élargir la participation et renforcer la motivation des apprenants.

33. Nous réaffirmons l'importance de mettre en œuvre des systèmes d'information pour l'apprentissage et l'éducation des adultes, qui soient fiables, valides, transparents, accessibles et respectueux de l'égalité entre les genres. Ils devront permettre de suivre les progrès accomplis en matière de participation et le maintien des apprenants dans les programmes, en particulier concernant les populations mal desservies, et faciliter l'échange de connaissances entre les institutions gouvernementales et non gouvernementales, les universités, la société civile et, au niveau international, entre les États membres.

Étendre les domaines d'apprentissage

34. Nous réaffirmons la vision de l'alphabétisation comme un continuum d'apprentissage et de niveau de compétences en tant que fondement de l'apprentissage et de l'éducation des adultes. Nous nous engageons à renforcer de façon significative les politiques correspondantes dans ce sens et atteindre la cible 4.6 de l'ODD 4. Il s'agit d'établir des politiques et des stratégies de mise en œuvre de l'alphabétisation globales et fondées sur des données probantes, propices à la transformation des relations entre les genres, intersectorielles et inclusives.

35. Nous reconnaissons que le lieu de travail est un lieu d'apprentissage important. L'instauration d'une culture de l'apprentissage tout au long de la vie sur le lieu de travail est importante pour aider les travailleurs à obtenir et conserver un travail décent, à s'adapter aux nouvelles exigences professionnelles et à se développer et s'épanouir

personnellement. Nous reconnaissons également que l'apprentissage sur le lieu de travail doit contribuer à la construction de sociétés plus inclusives et plus justes. L'apprentissage tout au long de la vie favorise l'efficacité, la productivité et le bien-être au travail, et nous appelons les employeurs à investir dans l'apprentissage tout au long de la vie sur le lieu de travail.

36. Conscients de l'urgence et de l'importance capitale d'agir en faveur du climat en vue de la durabilité, nous nous engageons à promouvoir l'éducation au développement durable et sensibiliser davantage aux causes et aux effets du changement climatique, afin que les jeunes et les adultes puissent mieux appréhender les questions urgentes du développement durable et agir en tant que citoyens autonomes, en adaptant leur mode de consommation et leur style de vie et en s'engageant activement dans des débats et des initiatives démocratiques pour protéger et préserver l'environnement.

37. Reconnaisant le rôle de premier plan de la technologie dans l'apprentissage et l'éducation des adultes, les États membres de l'UNESCO s'engagent à identifier les moyens de réduire la fracture numérique et à promouvoir les compétences numériques. Ils formuleront également de nouvelles directives pour des alliances d'apprentissage, s'appuyant sur les récents instruments normatifs de l'UNESCO qui encadrent l'accès à la connaissance (Recommandation de l'UNESCO sur les REL, 2019 ; Recommandation de l'UNESCO sur une science ouverte, 2021), et l'utilisation de l'intelligence artificielle pour apprendre (Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle, 2021). Par conséquent, nous allons non seulement promouvoir l'apprentissage hybride, qui constitue un moyen efficace d'atteindre les personnes et les communautés marginalisées qui ont le plus besoin de l'AEA, mais également encourager les ressources éducatives libres pour le bien commun et public et répondre aux préoccupations en matière d'équité et d'inclusion, de respect de la vie privée et d'éthique liées à l'utilisation des technologies pour l'apprentissage.

38. Considérant l'impact de la pandémie de COVID-19, nous affirmons l'importance de l'apprentissage pour le bien-être individuel et la santé publique. Nous reconnaissons la nécessité de renforcer ces dimensions dans les politiques et programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes aux niveaux national et local en mettant à profit l'impact positif de l'AEA sur la santé, notamment celle des seniors. L'apprentissage au service de la santé et du bien-être souligne l'importance de relier l'ODD 3 et l'ODD 4 et d'intégrer l'apprentissage et l'éducation des adultes et la santé dans des politiques et programmes multisectoriels.

39. Nous soulignons en outre l'importance de la citoyenneté active et mondiale et de l'éducation aux médias et à l'information pour relever les défis de la société et du développement. Par conséquent, nous encourageons les initiatives visant à renforcer l'éducation à la citoyenneté pour les adultes afin de développer les capacités des apprenants à évaluer l'information de manière critique, à prendre des décisions éclairées, à développer leur capacité d'agir (agentivité) et à contribuer de manière significative à leurs communautés locales et au débat public.

40. Nous nous engageons à utiliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 comme feuille de route pour le développement des compétences transversales, en reconnaissance de la cohésion et de la synergie que ce programme confèrera aux objectifs à multiples facettes de l'AEA dans les années à venir. Une éducation et un apprentissage tout au long de la vie de qualité constituent des mécanismes importants pour la mise en œuvre de l'ODD 4 mais aussi de nombreux autres ODD. Ils conditionnent également la réduction de la pauvreté (ODD 1), la santé et le bien-être (ODD 3), l'égalité entre les sexes (ODD 5), la réduction des inégalités (ODD 10), des emplois rémunérateurs et décents (ODD 8), des villes inclusives, sûres, résilientes et durables (ODD 11), des sociétés justes, pacifiques, inclusives et sans violence (ODD 16) et l'action contre les changements climatiques (ODD 13). En outre, l'éducation des adultes est un élément du droit à l'éducation et revêt une importance capitale pour la réalisation de tous les droits humains.

Coopération internationale pour adoption et pilotage-suivi

41. À travers l'adoption des engagements contenus dans ce Cadre d'action, et afin d'échanger en permanence les connaissances et les bonnes pratiques, de favoriser l'apprentissage par les pairs, de contribuer au développement des capacités institutionnelles, et dans un esprit de solidarité internationale, nous nous engageons à soutenir et à nous impliquer davantage dans les initiatives de coopération internationales visant à améliorer l'AEA et à promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie.

42. Nous prenons l'engagement d'accorder une attention spécifique aux catégories suivantes d'États membres de l'UNESCO confrontés à des défis particuliers, pour atteindre l'ODD 4 et les autres ODD :

- Les États membres de l'UNESCO affectés par des conflits, compte tenu de leurs besoins spécifiques en termes de participation à l'AEA, par exemple pour les réfugiés et les populations déplacées, et pour le renforcement des capacités ;
- les petits États insulaires en développement (PEID), compte tenu de leur vulnérabilité structurelle, exacerbée par le changement climatique ;
- les États membres africains qui sont confrontés à des défis persistants en matière d'éducation et qui offrent de vastes possibilités de développement futur ;
- les pays les moins avancés (PMA) qui méritent toujours une attention particulière et un soutien ciblé.

43. Nous invitons l'UNESCO, en tant que chef de file des Nations Unies pour l'éducation, à soutenir l'adoption de ce Cadre d'action en coopération avec les États membres de l'UNESCO, tout en procédant à des examens réguliers des progrès accomplis.

44. Nous nous engageons à faire progresser ce Cadre d'action par le biais de mécanismes pertinents aux niveaux mondial, régional, national et local, en nous appuyant sur l'architecture mondiale de l'ODD4, qui comprend des mécanismes et des plateformes tels que le Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (GRALE). À celui-ci s'ajoutent l'Alliance mondiale pour le

suivi de l'apprentissage (GAML, sigle anglais), l'Alliance mondiale pour l'alphabétisation (GAL), le Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM), le Comité directeur de haut niveau ODD4-Éducation 2030, le Forum politique de haut niveau sur le développement durable, les travaux des partenaires internationaux, y compris les organisations non gouvernementales, et le suivi au niveau national. Nous saluons la création de l'Institut africain pour l'apprentissage tout au long de la vie par le royaume du Maroc.

45. Dans la lignée du GRALE, nous réitérons la nécessité de disposer d'informations fiables, valides, transparentes, et de systèmes de suivi respectueux de l'égalité entre les genres, qui puissent à la fois produire des données désagrégées pertinentes et précises pour le suivi périodique de la mise en œuvre de ce Cadre d'action, et soutenir les plateformes numériques pour faciliter l'échange de connaissances et de bonnes pratiques entre les États membres et autres entités clés de l'AEA.

46. Nous demandons à l'UNESCO de coordonner, par l'intermédiaire de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, un processus de suivi au niveau mondial afin de rendre compte régulièrement des progrès accomplis en matière d'AEA, au moyen d'instruments spécifiques, tels qu'un rapport mondial et un bilan à mi-parcours de la CONFINTEA en 2028, permettant d'évaluer les avancées réalisées.

47. Nous saluons également la proposition du Royaume du Maroc de créer une commission interministérielle post-CONFINTEA VII, en vue d'assurer la mise en œuvre effective et participative des recommandations de ce Cadre.

48. Nous adoptons donc le **Cadre d'action de Marrakech** comme guide des actions que nous engagerons pour mettre à profit le pouvoir transformatif de l'AEA dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie et vers la réalisation d'un avenir prometteur de cohésion sociale, d'épanouissement, d'inclusivité et de durabilité pour tous.



Cérémonie de signature validant la création de l'Institut africain d'apprentissage tout au long de la vie.

Annexe B – Ordre du jour de la conférence



CONFINTEA VII

Septième Conférence internationale sur l'éducation des adultes

15–17 juin 2022, Marrakech, Royaume du Maroc
Ordre du jour provisoire de la conférence hybride



MERCREDI 15 JUIN 2022

9 h 00–12 h 00	Inscription
11 h 00–12 h 00	Déjeuner
12 h 00–13 h 00	Ouverture • Discours d'ouverture Plénière • Objectifs et procédures de la conférence • Procédures formelles d'élection (Bureau de la conférence)
13 h 00–13 h 15	Pause
13 h 15–14 h 45	Plénière Table ronde 1 : Table ronde ministérielle • Lancement du Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes – de Belém à Marrakech
14 h 45–15 h 15	Plénière • Conclusions des Forums des OSC, de la jeunesse et du secteur privé
15 h 15–15 h 30	Pause
15 h 30–16 h 45	Plénière Table ronde 2 : • L'apprentissage et l'éducation des adultes au sein du nouveau contrat social pour l'éducation : vers un droit à l'apprentissage tout au long de la vie
16 h 45–17 h 00	Pause
17 h 00–18 h 15	Ateliers parallèles
20 h 30	Dîner de gala

JEUDI 16 JUIN 2022

9 h 30–10 h 45	Ateliers parallèles
10 h 45–12 h 00	Déjeuner
12 h 00–13 h 15	Plénière Table ronde 3 : • L’alphabétisation, fondement de l’apprentissage tout au long de la vie
13 h 15–13 h 30	Pause
13 h 30–14 h 45	Plénière Table ronde 4 : • Préparer les adultes à l’avenir du travail
14 h 45–15 h 00	Pause
15 h 00–16 h 15	Plénière Table ronde 5 : • L’apprentissage et l’éducation des adultes dans des environnements numériques
16 h 15–16 h 30	Pause
16 h 30–17 h 45	Ateliers parallèles
20 h 30	Dîner

VENDREDI 17 JUIN 2022

9 h 30–10 h 45	Ateliers parallèles
12 h 30–13 h 30	Déjeuner
13 h 30–14 h 45	Plénière Table ronde 6 : • L'apprentissage et l'éducation des adultes pour agir sur le climat
15 h 00–16 h 00	Plénière Conclusions et prochaines étapes • Présentation et adoption du Cadre d'action de Marrakech (CAM) • Rapport oral du rapporteur • Mise en œuvre et suivi du CAM
16 h 00–16 h 15	Clôture
19 h 00	Dîner

ATELIERS PARALLÈLES : MERCREDI 15 JUIN 2022

17 h 00–18 h 15

Ateliers parallèles

- **L'AEA dans les politiques éducatives en lien avec l'ODD 4 et l'apprentissage tout au long de la vie** [format hybride]
Organisateurs : Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN)
Langue : français — Salle : Rabat
- **L'égalité des genres dans et par l'apprentissage et l'éducation des adultes** [format hybride]
Organisateurs : UNESCO
Co-organisateur : Forum des éducatrices africaines (FAWE) et ONU Femmes
Interprétation : anglais, espagnol et français
— Salle : Marrakech
- **Orchestrer l'AEA dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie et dans toutes les dimensions de la vie : défis et leçons pour la gouvernance, la refonte et le financement de l'AEA** [format hybride]
Organisateurs : UNESCO
Interprétation : anglais, espagnol et français
— Salle : Benguérir
- **L'apprentissage tout au long de la vie pour la récupération et la résilience : l'AEA pour des réponses résilientes aux défis actuels et futurs** [en ligne]
Organisateurs : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Centre for Skills
Interprétation : anglais et français — Salle : pool de connexion (salle équipée d'ordinateurs offrant la possibilité de se connecter en ligne)
- **L'alphabétisation : un levier de citoyenneté**
(17 h 00–19 h 00) [format hybride]
Organisateurs : Agence Nationale de Lutte Contre l'Analphabétisme (ANLCA), Royaume du Maroc
Interprétation : anglais, arabe et français
— Salle : Chefchaouen

ATELIERS PARALLÈLES : JEUDI 16 JUIN 2022

9 h 30–10 h 45

Ateliers parallèles

- **L'AEA et le travail décent : reconnaître et développer les compétences pour l'employabilité et le travail décent** [en ligne]
Organisateurs : Organisation internationale du Travail (OIT)
Interprétation : anglais, espagnol et français — Salle : pool de connexion (salle équipée d'ordinateurs offrant la possibilité de se connecter en ligne)
- **Les centres communautaires en tant que structures clés pour l'apprentissage et l'éducation des adultes – préconditions et bonnes pratiques** [format hybride]
Organisateurs : DVV International, Allemagne
Co-organisateurs : Conseil international pour l'Éducation des Adultes (ICAE) et Réseau géorgien d'Éducation des Adultes (GAEN)
Interprétation : anglais et français — Salle : Rabat
- **En substance et en esprit : réaliser les ODD par l'apprentissage des adultes dans les bibliothèques** [format hybride]
Organisateurs : Fédération internationale des Associations de Bibliothécaires et des Bibliothèques (FIAB)
Interprétation : anglais et français — Salle : Marrakech
- **Le rôle de l'intelligence artificielle dans l'éducation des adultes** [format hybride]
Organisateurs : Organisation de la Ligue arabe pour l'Éducation, la Culture et les Sciences (ALECSO)
Interprétation : anglais, arabe et français — Salle : Chefchaouen
- **Politiques nationales sur l'apprentissage tout au long de la vie en vue du développement durable en Asie du Sud-Est** [en ligne]
Organisateurs : Organisation des ministres de l'Éducation d'Asie du Sud-Est (SEAMEO), Secrétariat
Langue : anglais — Salle : pool de connexion (salle équipée d'ordinateurs offrant la possibilité de se connecter en ligne)

ATELIERS PARALLÈLES : JEUDI 16 JUIN 2022

16 h 30–17 h 45

Ateliers parallèles

- **L'apprentissage et l'éducation des adultes dans le contexte des crises mondiales : l'urgence d'une éducation à la citoyenneté active** [format hybride]

Organisateurs : Conseil international pour l'Éducation des adultes (ICAE)

Co-organisateurs : Association européenne pour l'Éducation des Adultes (EAEA) Maison arabe pour l'Éducation des Adultes et le Développement (AHAED) Association Asie Sud-Pacifique pour l'éducation de base et des adultes (ASPBAE),

Conseil pour l'Éducation populaire d'Amérique latine (CEAAL)

Interprétation : anglais et français — Salle : Rabat

- **Une nouvelle fenêtre d'opportunité sur la santé et le bien-être grâce à l'apprentissage et l'éducation des adultes (AEA)** [format hybride]

Organisateurs : Organisation mondiale de la Santé (OMS)

Co-organisateurs : UNESCO

Interprétation : anglais, espagnol et français

— Salle : Marrakech

- **Défis actuels de la gouvernance de l'éducation : innover pour protéger et progresser** [format hybride]

Organisateurs : Organisation des États ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture (OEI)

Interprétation : anglais et espagnol — Salle : Chefchaouen

- **Les villes apprenantes : dynamiques territoriales et africaines** (16 h 30–19 h 00) [format hybride]

Organisateurs : Direction générale des Collectivités territoriales et Agence Nationale de Lutte Contre l'Analphabétisme (ANLCA), Royaume du Maroc

Interprétation : anglais, arabe et français — Salle : Benguérir

ATELIERS PARALLÈLES : VENDREDI 17 JUIN 2022

9 h 30–10 h 45

Ateliers parallèles

- **Construire une ville apprenante résiliente pour une société résiliente** [format hybride]
Organisateurs : ONU-Habitat & Institut national pour l'éducation tout au long de la vie (NILE), République de Corée
Interprétation : anglais, espagnol et français — Salle : Rabat
- **Connecter l'enseignement supérieur dans les contextes de crise grâce à des partenariats internationaux et à l'inclusion dans les systèmes nationaux** [en ligne]
Organisateurs : UNHCR – L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés et The Connected Learning in Crises Consortium
Co-organisateurs : Éducation supérieure sans frontières pour les réfugiés, (CLCC) Conception pédagogique pour le groupe e-Learning
Interprétation : anglais, arabe et français — Salle : pool de connexion (salle équipée d'ordinateurs offrant la possibilité de se connecter en ligne)
- **Répondre à la révolution des compétences – développement des compétences par des instruments innovants** [en ligne]
Organisateurs : Commission européenne
Interprétation : anglais et français — Salle : pool de connexion (salle équipée d'ordinateurs offrant la possibilité de se connecter en ligne)
- **L'apprentissage et éducation des adultes (AEA) transformateurs pour l'inclusion, la participation et la durabilité** [format hybride]
Organisateurs : Association Asie Sud-Pacifique pour l'éducation de base et des adultes (ASPBAE)
Co-organisateurs : Campagne arabe pour l'Éducation pour Tous (ACEA), & La Campagne d'Amérique latine pour le Droit à l'Éducation (CLADE)
Interprétation : anglais et espagnol — Salle : Marrakech

ATELIERS PARALLÈLES : VENDREDI 17 JUIN 2022

9 h 30–10 h 45

Ateliers parallèles

- **Éducateurs d'adultes et praticiens de l'alphabétisation : refonte de la profession** [format hybride]
Organisateurs : UNESCO
Interprétation : anglais et français — Salle : Chefchaouen
- **REL et apprentissage tout au long de la vie : tendances actuelles et perspectives** [en ligne]
Organisateur : UNESCO
Langue : anglais — Salle : pool de connexion (salle équipée d'ordinateurs offrant la possibilité de se connecter en ligne)

Consulter la totalité du programme :

<https://www.uil.unesco.org/fr/septieme-conference-internationale-education-adultes/programme>



Annexe C – Ordre du jour annoté

Apprentissage et éducation des adultes en vue du développement durable : un programme transformateur

Fixer les orientations générales des politiques en matière d'apprentissage et d'éducation des adultes dans la perspective de l'apprentissage tout au long de la vie

1. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 s'appuie sur trois domaines fondamentaux étroitement liés – la croissance économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement – dont les progrès reposent sur les partenariats (mise en commun des compétences) et la paix (justice et institutions fortes). Pour être réunies, ces conditions exigent que les individus vivent en coopérant avec les autres, qu'ils soient flexibles, qu'ils aient une pensée critique, qu'ils respectent la diversité, qu'ils protègent l'environnement, qu'ils soient des utilisateurs responsables et des producteurs compétents d'informations numériques et diffusées par les médias, et qu'ils participent activement à la recherche de solutions permettant de relever les défis actuels et émergents, à l'échelle locale comme à l'échelle mondiale. Dans un monde en rapide mutation, l'apprentissage ne peut pas s'achever au terme de l'enseignement obligatoire ou des études supérieures. Il est nécessaire d'assurer à tous un apprentissage tout au long de la vie.

2. Composante essentielle de l'apprentissage tout au long de la vie, l'apprentissage et l'éducation des adultes englobent toutes les formes d'éducation et d'apprentissage, pour faire en sorte que les adultes participent non seulement au monde du travail, mais aussi à la société dans son ensemble.

3. La pandémie de COVID-19 a montré toute l'importance de l'apprentissage et de l'éducation des adultes. Ce n'est qu'en assurant à tous – jeunes et moins jeunes – la possibilité d'apprendre que nous pourrions résoudre ensemble les défis mondiaux. Ce n'est qu'en veillant à ce que chacun d'entre nous ait la possibilité de s'adapter aux

évolutions et d'acquérir les connaissances nécessaires pour agir conjointement que nous serons en mesure de créer des sociétés plus équitables, plus justes et plus durables.

4. Face aux nouveaux défis qui devraient apparaître en raison des effets du changement climatique, de l'évolution démographique et de l'influence croissante des technologies numériques dans tous les aspects de notre vie, il est essentiel que l'apprentissage et l'éducation des adultes, qui font partie intégrante de l'apprentissage tout au long de la vie, occupent une place plus importante parmi les préoccupations politiques. La septième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VII) sera le lieu idéal pour cette ambition.

5. La CONFINTEA VII donnera lieu à une série de recommandations pour le développement futur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, qui constituera un nouveau cadre d'action permettant d'orienter les politiques et les pratiques au cours des 12 prochaines années.

Questions à examiner :

- Principaux enjeux, réalisations, nouvelles tendances, innovations et bonnes pratiques ;
- Orientations guidant l'élaboration des politiques relatives à l'apprentissage et à l'éducation des adultes dans la perspective de l'apprentissage tout au long de la vie, dans le cadre du Programme 2030 et au-delà.

Résultat attendu :

- Le Cadre d'action de Marrakech regroupe des stratégies et des recommandations visant à renforcer les partenariats et à renouveler l'action menée en matière d'apprentissage et d'éducation des adultes, afin de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'orienter l'apprentissage et l'éducation des adultes à l'avenir.

L'apprentissage des adultes, le nouveau contrat social pour l'éducation et un droit à l'apprentissage tout au long de la vie

6. Le monde doit relever un double défi en matière d'éducation et d'apprentissage. Le premier consiste à réaliser les engagements non respectés de garantir le droit à une éducation de qualité pour chaque enfant, jeune et adulte. Malgré les progrès réalisés pour élargir les possibilités d'éducation au cours de ces dernières décennies, les communautés vulnérables et exclues continuent de se voir priver du droit à une éducation de qualité. Dans les pays à faible revenu, deux jeunes sur cinq continuent à avoir un faible niveau en lecture et en écriture, malgré les efforts de développement déployés depuis des dizaines d'années à l'échelle nationale et internationale, ce qui révèle la persistance tenace d'inégalités sociales et économiques plus larges, qui se sont récemment creusées en raison des répercussions multiples de la pandémie de COVID-19.

7. Le deuxième défi consiste à réaliser pleinement le potentiel transformateur de l'éducation pour ouvrir le chemin vers des avenir collectifs durables. La destruction incessante de l'environnement et le changement climatique mettent la planète en péril, tandis que la transformation technologique accélérée des différentes dimensions de la vie nécessite d'être mieux dirigée pour assurer un développement inclusif et une participation démocratique. Les mutations du paysage de l'emploi découlant des changements structurels et de la numérisation font de la création d'un travail décent centré sur l'être humain un enjeu central.

8. C'est en élaborant activement un nouveau contrat social que l'éducation peut être renouvelée afin de bâtir un avenir durable fondé sur la justice sociale, économique et environnementale. Les contours de ce nouveau contrat social pour l'éducation sont délimités par la contribution de l'apprentissage et de l'éducation des adultes comme composante essentielle de l'apprentissage tout au long de la vie, et par son rôle dans le rééquilibrage de nos relations avec autrui, avec la planète et avec la technologie.

Questions à examiner :

- Affirmer le droit à l'éducation tout au long de la vie ;
- Considérer l'apprentissage tout au long de la vie comme un bien commun ;
- Promouvoir un nouveau contrat social afin de favoriser un avenir durable pour tous les apprenants.

Résultats attendus :

- Sensibilisation accrue au rôle de l'apprentissage tout au long de la vie dans le cadre du nouveau contrat social pour l'éducation préconisé par la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation ;
- Recherche de mesures pratiques visant à affirmer le droit à l'éducation tout au long de la vie, et à faire de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie un bien commun ;
- Meilleure compréhension des apports essentiels de l'apprentissage et de l'éducation des adultes à l'apprentissage tout au long de la vie et au nouveau contrat social pour l'éducation.

L'alphabétisation, fondement de l'apprentissage tout au long de la vie

9. L'alphabétisation est indispensable à l'éducation et constitue le fondement de l'apprentissage tout au long de la vie. Elle figure également dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 sous la cible 4.6 des objectifs de développement durable (ODD). Pourtant, en 2019, plus de 773 millions de jeunes et d'adultes dans le monde, dont environ deux tiers de femmes, ne possédaient toujours pas les compétences de base en lecture, en écriture et en calcul. De surcroît, le niveau faible ou insuffisant des élèves en lecture, écriture et calcul suscite des préoccupations croissantes.

10. L'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) a estimé qu'en 2021, 770 millions d'adultes âgés de 15 ans et plus – dont trois sur cinq étaient des femmes – ne possédaient pas les compétences de base en lecture et en écriture. La crise de la COVID-19 a aggravé la situation, donnant lieu à des débats à l'échelle mondiale sur la perte d'apprentissage et

l'aggravation de la pauvreté des apprentissages due à l'interruption des services éducatifs. En outre, bien que tous s'accordent à reconnaître l'importance de l'alphabétisation, ainsi que l'ampleur de l'enjeu que représente l'alphabétisation, l'investissement financier en faveur de l'alphabétisation des jeunes et des adultes reste toujours aussi faible et l'attention politique insuffisante.

11. Si l'on souhaite développer une alphabétisation durable dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, il est nécessaire de reconceptualiser les politiques et les stratégies d'alphabétisation et de renforcer l'efficacité de la gouvernance. La recherche sur l'alphabétisation des jeunes et des adultes doit s'étendre et se diversifier afin d'améliorer la compréhension en la matière, de réinterpréter l'alphabétisation pour l'avenir, de favoriser un apprentissage et un perfectionnement cohérents des adultes, d'enrichir le répertoire et les capacités des éducateurs, et de concevoir du matériel et des outils d'apprentissage adaptés. Pour y parvenir, les partenariats et la collaboration entre les pays, les disciplines et les parties prenantes devront être au cœur des nouvelles initiatives de façon à offrir des points de vue comparatifs et variés.

Questions à examiner :

- Établir une notion élargie de l'alphabétisation ;
- Améliorer les politiques et la gouvernance dans le domaine de l'alphabétisation ;
- Relever les défis liés au financement de l'alphabétisation ;
- Renforcer la recherche, les éléments d'appréciation et les données sur l'alphabétisation.

Résultats attendus :

- Évaluation des progrès réalisés en matière d'alphabétisation des jeunes et des adultes, ainsi que des difficultés qui perdurent ;
- Définition des domaines d'action permettant de promouvoir l'alphabétisation des jeunes et des adultes au service de l'humanité et de la planète pendant les dix prochaines années.

Préparer les adultes au futur monde du travail

12. Dans le contexte des vastes et rapides transformations que connaît le marché du travail, le lieu de travail devient de plus en plus un lieu d'apprentissage. Les nouvelles technologies, l'essor des économies informelles, les récessions économiques et la pression qui en résulte sur les marchés du travail, l'éco-responsabilisation des économies et des sociétés, les changements démographiques et les chocs extérieurs (comme celui de la pandémie de COVID-19) transforment les métiers et les modalités de participation au marché du travail.

13. De nouvelles professions apparaissent tous les jours. Il est de plus en plus difficile d'imaginer exercer la même profession tout au long de sa vie. En tant que tel, l'apprentissage tout au long de la vie est une condition qui permet aux individus de s'adapter à l'évolution du marché du travail. L'adoption d'une culture de l'apprentissage tout au long de la vie est un impératif pour garantir l'employabilité tout au long de la vie professionnelle, protéger les individus de l'exclusion et de la fragilité du marché du travail et construire des sociétés plus inclusives et plus justes favorisant l'épanouissement et le développement personnel.

14. L'instauration d'un droit à l'apprentissage et à l'acquisition de compétences tout au long de la vie est essentielle à la construction d'une telle culture.

15. Il est donc nécessaire de mettre en place des législations, des politiques et des programmes relatifs à l'apprentissage et à l'éducation des adultes, notamment dans le cadre de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP), afin d'offrir des possibilités d'apprentissage sur le lieu de travail et d'assurer la participation du secteur privé à la reconnaissance, la validation et l'accréditation (RVA) des résultats de l'apprentissage, notamment des compétences acquises par l'expérience.

Questions à examiner :

- Instauration d'un droit à l'apprentissage et à l'acquisition de compétences tout au long de la vie ;

- Mettre en place des filières flexibles d'apprentissage tout au long de la vie ;
- Transformer et adapter les systèmes d'EFTP.

Résultats attendus :

- Meilleure compréhension des conséquences de la transformation du marché du travail sur l'élaboration des politiques d'apprentissage tout au long de la vie et des facteurs influençant la transmission de compétences et l'offre d'apprentissage aux jeunes et aux adultes ;
- Définition des orientations stratégiques visant à assurer un accès continu à l'apprentissage tout au long de la vie professionnelle, en portant une attention particulière aux groupes les plus vulnérables.

Apprentissage et éducation des adultes dans un environnement numérique

16. Le progrès technologique modifie le fonctionnement des sociétés et des économies, ce qui bouleverse l'éducation et l'apprentissage à tous les niveaux. Les technologies sont devenues plus puissantes, plus abordables et plus largement utilisées dans l'éducation, le travail et la vie quotidienne, ce qui a entraîné de profonds changements dans la société. Aujourd'hui, l'utilisation généralisée des technologies, accélérée par la pandémie de COVID-19, rend d'autant plus important l'accès aux appareils numériques et à l'Internet ainsi que l'acquisition des compétences numériques nécessaires pour participer à la société.

17. Le recours de plus en plus fréquent aux technologies dans tous les domaines de l'existence comporte également des risques importants. Citons, par exemple, la mésinformation et de la désinformation, l'utilisation abusive des données à caractère personnel et le passage possible d'une fracture numérique à une fracture de l'apprentissage, ce qui entraînerait de nouvelles inégalités. Ces évolutions rendent encore plus nécessaire de porter une attention accrue aux compétences numériques des jeunes et des adultes, notamment parmi les plus âgés, et de renforcer les compétences citoyennes.

18. La pandémie de COVID-19 a agi comme un catalyseur du développement de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, en perturbant l'offre d'apprentissage et d'éducation en présentiel, et en imposant l'apprentissage à distance en ligne comme solution par défaut dans de nombreux domaines de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, depuis les compétences de base et l'alphabétisation jusqu'à l'enseignement supérieur et à la formation sur le lieu de travail. Compte tenu de la fracture numérique et des inégalités en matière d'éducation, le droit des jeunes et des adultes à l'éducation doit être garanti en faisant de l'apprentissage tout au long de la vie un bien commun.

19. L'obligation qu'ont les États membres de respecter ce droit, de le protéger et de faire en sorte qu'il soit exercé est primordiale. Si le secteur privé a innové et contribué à élargir la participation aux programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes, son rôle prépondérant soulève des interrogations en termes d'équité mais aussi de contenu, notamment sur le plan de la diversité linguistique et culturelle.

Questions à examiner :

- Permettre un accès équitable aux technologies pour offrir des possibilités d'éducation ;
- Améliorer la qualité de l'apprentissage grâce aux technologies ;
- Redéfinir les rôles du secteur privé, des organisations communautaires et des solutions d'éducation ouverte.

Résultats attendus :

- Meilleure compréhension du rôle des technologies dans l'accélération de l'accès à l'apprentissage et à l'éducation des adultes ;
- Identification des moyens de réduire la fracture numérique et de promouvoir les compétences numériques ;
- Formulation d'orientations afin de créer de nouvelles alliances d'apprentissage qui s'appuient sur les récents instruments normatifs internationaux encadrant l'accès à la connaissance ainsi que l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) et la connectivité pour l'apprentissage.

Apprentissage et éducation des adultes au service de l'action climatique

20. La planète et ses habitants sont soumis à une pression de plus en plus forte : le changement climatique dû à l'activité humaine, les ressources limitées, la hausse des températures et du niveau de la mer, la pauvreté d'origine climatique et les structures économiques non durables sur le plan environnemental ne sont que quelques exemples des défis auxquels les gouvernements et les populations du monde entier sont confrontés. Bien que ces menaces soient évidentes, l'activité humaine continue de produire des émissions de gaz à effet de serre à un niveau record, sans montrer aucun signe de ralentissement. Il est indispensable de procéder à des transformations fondamentales dans tous les aspects de la société pour modifier le cours de ces évolutions, notamment en ce qui concerne notre manière de produire de la nourriture, d'exploiter les terres, de produire et de transporter les marchandises, et de faire fonctionner nos économies.

21. Il est fait de plus en plus appel à l'éducation et à l'apprentissage pour permettre aux individus d'acquérir, en tant qu'agents du changement, les connaissances, les compétences, les valeurs et les attitudes qui permettront d'opérer la « transition verte » de nos sociétés, comme le préconise le cadre « L'éducation en vue du développement durable : vers la réalisation des ODD (L'EDD pour 2030) », consacré par la cible 4.7 des ODD et, de fait, par l'ensemble du Programme 2030.

22. L'éducation en vue du développement durable est essentielle pour inverser les tendances actuelles et parvenir à des modes de consommation et de production durables. L'apprentissage et l'éducation des adultes doivent participer à cette transformation écologique, qui bénéficiera également à ceux qui sont déjà touchés par le changement climatique dans leur vie quotidienne. Ils permettent aux jeunes, aux adultes et aux personnes plus âgées de comprendre les enjeux, d'être sensibilisés et d'acquérir les connaissances et la capacité d'action nécessaires.

23. L'apprentissage et l'éducation des adultes peuvent donc jouer un rôle important en donnant aux jeunes et aux adultes les moyens de relever les défis dans le cadre d'évolutions plus générales, notamment les mouvements sociaux aux niveaux local, national et mondial.

Questions à examiner :

- Promouvoir un engagement citoyen actif en faveur de la sensibilisation et de la responsabilisation en matière climatique ;
- Atténuer la vulnérabilité des groupes défavorisés ;
- Favoriser la résilience et les capacités d'adaptation.

Résultats attendus :

- Reconnaissance de nouveaux moyens d'encourager les compétences et les connaissances en faveur de l'action et de la résilience climatiques dans toutes les sociétés ;
- Formulation d'orientations visant à intégrer des activités d'apprentissage et d'éducation des adultes dans les politiques d'atténuation et d'adaptation afin de réduire la vulnérabilité face aux effets du changement climatique et de renforcer la résilience aux niveaux individuel et collectif.

Annexe D – Discours d'ouverture

Discours

**de la directrice générale de l'UNESCO,
Madame Audrey Azoulay,**

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Excellences,
Chers amis,

« Toute personne a droit à l'éducation ». C'est ce qui nous rappelle l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Oui, l'éducation, c'est un droit universel.

C'est-à-dire : un droit pour toutes et tous, d'où que l'on vienne.

Mais cela signifie aussi : un droit à tous les âges de la vie.

Car l'éducation ne s'arrête pas à la porte des écoles ou au terme des études : elle est un apprentissage permanent.

Construire une culture de l'apprentissage tout au long de la vie, c'est non seulement répondre à cet appel au droit fondamental.

Mais c'est aussi nous permettre collectivement et individuellement de nous préparer pour les grandes transitions de notre temps, qu'elles soient économiques, énergétiques, la transition verte, le digital.

Près de la moitié des adultes aujourd'hui ne maîtrisent pas les compétences numériques : nous ne pouvons pas les laisser de côté.

Je pense aussi à tous ceux et surtout toutes celles qui n'ont pas eu droit à l'éducation dans leur enfance, ces 770 millions d'adultes qui ne savent ni lire ni écrire, et dont les deux tiers sont des femmes.

Pour avancer, ensemble, vers les objectifs de développement durable, vers cette transition verte sans laquelle nos sociétés sont dans l'impasse, l'éducation des adultes est donc un levier indispensable.

Toutes ces transitions, nous devons les mener maintenant, et nous y préparer, car nous savons si nous ne nous y préparons pas, c'est tout le tissu social qui est menacé et c'est notre capacité à progresser ensemble qui s'en trouvera entravée.

Le 5e Rapport mondial de l'UNESCO sur l'éducation des adultes, que nous publions aujourd'hui à l'occasion de cette conférence, montre grâce aux données de près de 160 pays les progrès déjà accomplis.

Depuis 2018, la participation à l'apprentissage et l'éducation des adultes a progressé dans la moitié de ces pays, et les femmes en ont été les premières bénéficiaires.

Mais notre Rapport souligne aussi que les publics qui en ont le plus besoin — populations autochtones, migrants, personnes âgées ou en situation de handicap — sont trop souvent privés de possibilités d'apprentissage.

Dans près de deux tiers des États qui ont répondu, aucun progrès n'a été fait concernant ces populations les plus vulnérables.

Et nous observons même des déclinés dans un quart d'entre eux, pour les populations rurales ou les personnes âgées.

Ce Rapport dresse ce constat, mais propose aussi des solutions.

Pour investir plus, et investir mieux, dans l'éducation des adultes, pour étudier les besoins pour adapter nos politiques publiques, ou encore accentuer les efforts pour ces publics les plus vulnérables, entre autres exemples.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Rassembler la communauté internationale pour faire avancer le droit à l'éducation des adultes, c'est le but que poursuit cette Conférence, qui s'inscrit dans une longue tradition, entamée en 1949.

Au cours de cette longue histoire, de grandes avancées collectives ont été réalisées : je pense notamment au cadre d'action de Belém qui, en 2009, appelait à concevoir des politiques plus ambitieuses, et surtout plus inclusives pour l'éducation des adultes.

Il nous revient de prolonger cet effort, si nous voulons bâtir ce nouveau contrat social de l'éducation, celui voulu et esquissé dans notre rapport sur les Futurs de l'éducation – qui met l'accent, justement, sur l'éducation tout au long de la vie.

C'est dans cet esprit que vous allez adopter, je l'espère, un cadre d'action qui façonnera l'éducation des adultes pour les 12 prochaines années.

Vous participerez ainsi à ce grand mouvement de transformation de l'éducation qui passera par le Sommet sur la Transformation de l'éducation, autour du Secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, et dont les orientations et la substance sont préparées par l'UNESCO.

Je veux donc conclure en remerciant le Royaume du Maroc qui, en accueillant cette conférence importante, prouve à nouveau son engagement pour l'éducation et son engagement pour l'UNESCO.

Je vous remercie.

Discours d'ouverture de **M. Qu Dongyu, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**

Excellences,
Mesdames, Messieurs,

L'éducation est un voyage qui se poursuit la vie durant. Elle est la clé nous permettant de mieux comprendre les défis auxquels nous sommes confrontés et d'être en mesure de les relever efficacement.

Au titre de ces défis figure la nécessité de transformer les systèmes agroalimentaires, et de répondre aux enjeux qui sont au cœur de la vitalité technique, économique, culturelle et écologique des agriculteurs et des communautés rurales.

Actuellement, malgré une urbanisation rapide, trois milliards de personnes, représentant 60 % de la population des pays en développement et la moitié des habitants de la planète, vivent dans les zones rurales.

L'analphabétisme des adultes et les inégalités des genres y sont disproportionnellement élevés.

La réalisation d'une éducation de qualité est un élément important du Programme à l'horizon 2030 et de ses objectifs de développement durable, en particulier l'ODD 4. Pour dispenser une éducation de qualité à grande échelle, nous devons concentrer nos efforts sur les populations des zones rurales, aussi bien les enfants que les adultes.

Au cours des vingt dernières années, la FAO a développé une collaboration étroite et fructueuse avec l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie. Nous avons mis en place avec succès le Programme phare sur l'éducation pour les populations rurales en conjuguant nos atouts, nos connaissances et notre expertise en matière d'éducation et de culture.

Grâce à ce programme de formation, le partenariat FAO-UNESCO contribue à accélérer le processus de

transformation vers des systèmes agroalimentaires plus efficaces, plus inclusifs, plus résistants et plus durables, capables d'apporter des améliorations en matière de production, de nutrition, d'environnement et de conditions de vie pour tous, en ne laissant personne de côté. Telles sont les possibilités au cœur du Cadre stratégique de la FAO 2022-2031.

Chers collègues, l'apprentissage des adultes peut contribuer à transformer nos systèmes agroalimentaires. Le partenariat FAO-UNESCO aide les apprenants et les entreprises locales en renforçant le lien important entre l'éducation et l'emploi rural. Un soutien est également fourni par le biais de nos outils de partage d'information pour l'éducation tels que les écoles pratiques d'agriculture des zones rurales.

L'inclusion des femmes, des jeunes, des agriculteurs et des groupes marginalisés doit être une priorité. La FAO continuera de travailler en étroite collaboration avec l'UNESCO, l'UNICEF et d'autres entités des Nations Unies sur la piste d'action 1 du prochain Sommet sur la transformation de l'éducation à New York, mettant l'accent sur des écoles inclusives, équitables, sûres et saines.

Les discussions et les résultats de la conférence d'aujourd'hui fourniront des idées innovantes et créeront de nouvelles occasions de pousser plus loin notre collaboration. Nous devons continuer à travailler ensemble de manière efficace, efficiente et cohérente pour réaliser le Programme à l'horizon 2030, afin de combattre les inégalités et d'assurer un avenir meilleur pour tous.

Ce voyage doit commencer en offrant aux agriculteurs une formation professionnelle de qualité.

Je vous remercie.

Discours d'ouverture de S. E. M. Victor Godoy Veiga, ministre de l'Éducation de la République fédérative du Brésil

Je salue les autorités ici présentes, en particulier Sa Majesté le Roi Mohammed VI du Maroc et les représentants de l'UNESCO réunis. C'est avec un grand plaisir que dans le sillage de la CONFITEA VI, qui s'est tenue à Belém, à l'extrême nord du Brésil, je prononce ces mots d'ouverture sur l'éducation des adultes. Je noterai tout d'abord que l'éducation est une forme d'accès à la citoyenneté, et donc un droit légitime de l'individu et une obligation de l'État. En plus d'enseigner la lecture, l'écriture et le calcul, l'éducation doit offrir aux jeunes et aux adultes la possibilité d'acquérir des compétences utiles, sur le plan social et professionnel.

Depuis décembre 2009 et la dernière CONFITEA, la situation mondiale a considérablement changé. Le Cadre d'action de Belém nous a encouragés à renforcer les politiques publiques visant l'éducation des adultes, à augmenter les financements et à renforcer les partenariats. Consécutivement à la pandémie de COVID-19 et en plus des défis auxquels nous étions confrontés précédemment, il nous faut créer et innover afin de surmonter les obstacles qui affectent directement l'éducation. Alors que les conséquences de la situation actuelle auront inévitablement une incidence sur l'éducation dans les prochaines années, provoquant de graves lacunes d'apprentissage, garantir le droit à l'éducation doit être une priorité pour l'État, mais aussi pour la société. Les défis sont énormes, et dépendent de la capacité des acteurs clés concernés à coopérer afin de coordonner des stratégies à court, à moyen et à long terme qui encouragent progressivement la réalisation d'une éducation plus équitable et de meilleure qualité pour tous.

S'agissant de l'éducation des adultes, tout le monde s'accorde à dire qu'il s'agit d'une modalité d'enseignement d'une extrême pertinence sociale qui a été consacrée comme un droit fondamental au Brésil. Ce droit est inscrit dans la Constitution fédérale de 1988 et dans la Loi de directives et de bases de l'éducation nationale (LDB). Il est

bien connu que les apprenants adultes sont des personnes qui n'ont pas eu la possibilité de suivre une éducation de base dans l'enfance et l'adolescence, et qui souhaitent rejoindre le marché du travail, y compris de manière informelle, ou qui sont sans emploi. Lorsqu'ils retournent à l'école, ils exigent un programme d'enseignement différent, qui réponde à la fois aux besoins d'éducation de base et aux exigences de formation professionnelle du monde de l'entreprise. Il nous revient de relever le défi de rendre l'éducation des adultes plus attractive pour les publics jeunes, adultes et seniors. Il nous faut réorienter les offres de formation et les relier à la formation professionnelle. Et il nous faut également relever le défi du suivi des performances, afin d'améliorer les taux d'achèvement des cours et d'encourager leur continuité. Face à cette situation, le ministère de l'Éducation du Brésil a mis en place des mesures et s'emploie à renforcer les programmes existants afin de continuer de garantir la qualité à tous les niveaux et dans toutes les modalités d'enseignement.

Ainsi, depuis septembre 2021, le Programme intégré de formation des adultes (EJA) a contribué à réorienter les offres de formation des adultes grâce à un partenariat avec le réseau fédéral de l'enseignement professionnel, scientifique et technologique, qui vise à élaborer une série de mesures au sein de l'EFTP. Nous avons également mis en place un Programme national d'intégration des jeunes (PROJOVEM), destiné aux jeunes âgés de 18 à 29 ans qui, pour une raison quelconque, n'ont pas pu terminer leur scolarité à l'âge habituel. Ce programme vise à les réintégrer dans le processus d'éducation formel, à relever leur niveau scolaire et à promouvoir leur citoyenneté et leurs compétences civiques et professionnelles. Ce faisant, le ministère s'est efforcé de gérer et de renforcer l'éducation afin de former une main d'œuvre pour le marché du travail et de la qualifier dans des domaines allant bien au-delà de l'alphabétisation. Dans l'attente d'un échange fructueux d'expériences au cours de cette réunion, je vous souhaite à tous le plus grand succès dans cette formidable entreprise !

Discours d'ouverture de S. E. Mme Sahle-Work Zewde, présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie Présidente de la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation

Excellences, Honorables délégués,
Mesdames et Messieurs,

J'ai, ces dernières semaines, envoyé des messages vidéo à plusieurs conférences organisées sur différents continents.

J'avais décidé, suite à l'invitation de mon amie la Directrice Générale, de participer en personne à cette 7e édition de la Conférence internationale sur l'éducation des adultes. Il en aurait fallu bien moins pour me persuader de revenir dans cette ville mythique de Marrakech, mais cet ennemi invisible, qui nous déstabilise depuis quelques années maintenant, a eu raison de ma volonté.

Je serais représentée par S. E. M. l'Ambassadeur António Nóvoa, un éminent membre de notre Commission qui a dirigé le comité de recherche et de rédaction de notre rapport. Nous aurons l'occasion de l'écouter lors de la table ronde.

Je voulais être parmi vous car c'est l'endroit où il faut être pour défendre l'éducation à tous les âges. Il s'agit de mobiliser la Conférence internationale sur l'éducation des adultes et d'informer les politiques publiques.

Car il est temps de développer une nouvelle culture de l'apprentissage tout au long de la vie, afin de faire de l'inclusion sociale une réalité pour tous. La formation et l'éducation des adultes est un élément clé de notre engagement collectif à garantir le droit à l'éducation pour tous.

L'apprentissage et l'éducation des adultes s'inscrivent dans l'engagement à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et [à] promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » à l'horizon 2030.

Cet engagement n'est pas nouveau.

Il était une part intégrante de la Déclaration de Jomtien sur l'éducation pour tous de 1990, lorsque la communauté internationale s'est engagée à répondre aux besoins d'apprentissage de base de chaque enfant, jeune et adulte.

Et pourtant, malgré ces engagements répétés, nous continuons à voir trop d'individus exclus des possibilités d'éducation.

Plus de 250 millions d'enfants ne sont pas scolarisés.

Dans les pays de revenu intermédiaire de la tranche inférieure, un adulte sur quatre est analphabète.

Et dans les pays à faible revenu, plus de deux femmes sur cinq ne savent également ni lire ni écrire. Cette situation est inacceptable en 2022.

Elle est inacceptable à l'ère du numérique, où l'information et la connaissance sont accessibles à tous. Nous pouvons et nous devons faire mieux.

Mais il ne suffit pas de continuer d'offrir le même type d'éducation. Nous devons transformer nos systèmes éducatifs.

Nous avons un besoin urgent de repenser en profondeur nos systèmes éducatifs, ainsi que nos approches et nos modèles d'éducation.

Telle était la mission spécifique de la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation que j'ai eu l'honneur de présider ces deux dernières années.

Le rapport de notre Commission appelle à un nouveau contrat social pour l'éducation.

Un nouveau contrat social pour l'éducation qui puisse réparer les injustices du passé et construire des avenir plus justes et plus durables.

Pour forger un tel contrat, nous avons besoin d'une approche systémique, transsectorielle et pangouvernementale.

En réalité, nous avons besoin d'une approche globale de la société.

Le large éventail de parties prenantes impliquées dans l'apprentissage et l'éducation des adultes, au niveau tant gouvernemental que non gouvernemental, doit contribuer activement à la réinvention de nos systèmes éducatifs. Cela passe par leur participation au dialogue politique, à la formulation des politiques, à la prestation des services et à la responsabilité vis-à-vis du public.

Le droit à l'éducation tout au long de la vie est une responsabilité collective. Notre incapacité à le réaliser serait notre échec collectif.

Tel est l'esprit de l'appel lancé par le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, dans son rapport intitulé « Notre programme commun ».

Nous devons, ensemble, réinventer l'éducation et nos avenir communs.

Cela ne peut se faire sans reconnaître la diversité des institutions et des organisations engagées dans l'apprentissage et l'éducation des adultes.

C'est ensemble que nous devons forger un nouveau contrat social pour l'éducation pour des futurs plus justes et plus durables.

Je vous souhaite à tous une excellente conférence.

Annexe E – Message royal

Le texte intégral du message royal, dont lecture a été donnée par le Chef du gouvernement, M. Aziz Akhannouch, figure ci-dessous :

Louange à Dieu, Prière et salut sur le Prophète, Sa famille et Ses compagnons.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

C'est, pour Nous, un réel plaisir et une immense fierté que la Conférence internationale de l'UNESCO sur l'Education des Adultes (CONFITEA VII) tienne ses septièmes Assises au Royaume du Maroc. Notre pays se réjouit de devenir ainsi le premier pays arabe et africain à qui est accordé ce privilège.

Nous souhaitons la bienvenue aux éminentes personnalités qui prennent part à cette importante assemblée : responsables gouvernementaux, délégués d'organisations et d'institutions internationales actives dans ce domaine, experts et spécialistes. Nous les assurons de Notre estime et de Notre considération pour les efforts inlassables que, selon ses responsabilités et son domaine de compétence, chacun d'eux déploie afin de développer les méthodes d'apprentissage et d'éducation des adultes.

Nous saisissons cette occasion pour saluer les relations de coopération et de partenariat privilégiées qui ont toujours prévalu entre le Royaume du Maroc et l'UNESCO, et pour réaffirmer Notre souci constant de les voir se développer et s'étendre à d'autres filières scientifiques, éducatives et culturelles.

En conférant Notre Haut Patronage à votre Conférence, Nous témoignons de l'importance capitale que Nous attachons à l'éducation des adultes et, particulièrement, au thème retenu pour la présente édition, à savoir : « l'apprentissage et l'éducation des adultes pour le développement durable : un agenda transformateur ». C'est assurément un nouveau rendez-vous qui est pris aujourd'hui pour engager la réflexion, pour délibérer, pour échanger des idées et des vues autour des sujets liés à cette problématique essentielle.

Par ailleurs, ce congrès nous offre l'opportunité d'évaluer les réalisations respectives de nos pays dans ce domaine. Il nous permet également de définir les approches les plus judicieuses pour élaborer des politiques efficaces dédiées à l'apprentissage et à l'éducation des adultes, selon le concept de l'éducation tout au long de la vie. L'effort envisagé constituera une forme de contribution à la mise en œuvre des Objectifs pour le Développement durable, programmée à l'horizon 2030.

Dans un monde aux prises avec des mutations effrénées, il est nécessaire que, toute leur vie, les adultes bénéficient d'opportunités pour acquérir de nouvelles compétences et pour optimiser leurs qualifications. C'est ainsi qu'ils pourront améliorer leur qualité de vie au quotidien, jouir d'une santé meilleure, accroître leur confort, en définitive, accéder à une existence digne.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

En ce qui Nous concerne, la tenue de cette conférence au Royaume du Maroc vient en appui aux efforts inlassables que notre pays déploie en faveur d'un enseignement permanent de qualité qu'il veille à dispenser à tous ses enfants, dès les classes du préscolaire, en tant que pilier central de l'apprentissage tout au long de la vie et préalable essentiel à l'amélioration du Système d'Education et de Formation.

Dans cette optique, le Royaume du Maroc accorde un intérêt particulier à l'enseignement destiné aux jeunes en leur offrant diverses opportunités d'apprentissage qui leur ouvrent la voie vers des qualifications judicieusement adaptées pour faciliter leur insertion professionnelle, leur développement cognitif et leur ascension sociale. Ainsi sont-ils mis à l'abri de l'ignorance et de la pauvreté et protégés des tentations d'extrémisme et de repli sur soi.

Pour améliorer la formation professionnelle dispensée aux jeunes, le Royaume du Maroc a déployé d'intenses efforts pour proposer de nouvelles formations adossées à des spécialités d'une grande variété. Adaptés aux besoins des

entreprises et aux nécessités du secteur public, ces dispositifs nouveaux sont conçus pour être parfaitement en phase avec les nouveautés apparues dans les différentes branches du savoir, notamment dans les disciplines scientifiques et pour intégrer les transformations à l'œuvre au sein de la société et dans les métiers. De ce fait, les jeunes sont dotés de meilleures opportunités d'insertion professionnelle.

Afin d'inscrire dans la longue durée le processus d'apprentissage et de formation en faveur des jeunes, notamment ceux en situation de rupture scolaire, une initiative a vu le jour sous le nom de « Ecole de la deuxième chance-nouvelle génération pour l'insertion et la qualification ». Fondée sur le concept de formation en alternance entre l'école et l'entreprise, elle vise à préparer et accompagner chaque jeune homme et chaque jeune femme dans le montage de leur projet professionnel individuel.

C'est dans le même cadre que s'inscrit le Programme national de promotion du processus d'alphabétisation dans notre pays. Bénéficiant à un grand nombre de citoyens et de citoyennes, sa vocation déborde le cadre strict de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture et vise à faciliter l'insertion professionnelle de la catégorie-cible. Pour ce faire, les bénéficiaires se voient proposer des stages de formation qui leur permettent de développer leur niveau de maîtrise dans certains métiers, d'accroître leur capacité à créer des coopératives et des projets générateurs d'emplois.

En outre, le Royaume du Maroc s'attache à faciliter l'accès des femmes à l'enseignement et à pérenniser leur autonomie financière, afin qu'elles puissent apporter un concours efficient à la dynamique de développement, atteindre l'accomplissement de soi et s'affirmer professionnellement.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

En accueillant la présente Conférence, le Royaume du Maroc réaffirme son adhésion effective au principe d'apprentissage tout au long de la vie. Cet engagement s'est traduit dans les faits, par l'intégration des villes de Chefchaouen et de Benguerir, au réseau mondial des villes apprenantes, ainsi que par

l'attribution au Maroc de la Chaire de l'UNESCO. Ces réalisations ont été rendues possibles grâce à la création par le Royaume d'un Observatoire de l'apprentissage tout au long de la vie et au concours qu'il a apporté à l'élaboration des mécanismes de suivi et d'évaluation des niveaux d'apprentissages, en partenariat avec l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL).

De plus, le Royaume se distingue par une forte dynamique impulsée par les efforts concertés de tous les acteurs des secteurs public et privé, des universités, des collectivités territoriales, des organes de la société civile et des partenaires internationaux qui s'attachent à mettre en œuvre les politiques et les programmes dédiés à l'apprenant adulte.

A cet égard, Nous avons toujours eu à cœur de garantir un enseignement de qualité à tous les Marocains, toutes franges sociales et toutes tranches d'âge confondues ; un enseignement qui assure l'immersion dans le monde de la connaissance et de la communication, l'insertion dans la vie active, et qui contribue in fine à l'épanouissement individuel et collectif.

Rappelons à ce propos que le Nouveau modèle de développement (NMD) adopté par notre pays a redéfini le cap et a imprimé une forte impulsion à ce chantier. D'ailleurs, son volet éducatif vise à favoriser un renouveau pédagogique, dans le but ultime de doter le pays d'un capital humain à même de contribuer à son essor, en ouvrant des perspectives d'avenir prometteuses.

Cet objectif suppose nécessairement que chacun soit conscient de l'intérêt croissant qu'il convient de prêter au savoir et aux connaissances, déterminants essentiels du développement et de la croissance, à une époque où les mutations technologiques s'accroissent et où il est par conséquent impératif d'acquérir des compétences et des aptitudes sans cesse renouvelées.

Mieux encore, il importe de placer l'éducation à la citoyenneté et au civisme au cœur du projet éducatif marocain, de soutenir les mécanismes d'éducation, de formation, d'insertion,

d'accompagnement et de financement destinés aux femmes, de consolider les canaux d'éducation et de formation tout au long de la vie, en vue de renforcer les capacités de chacun.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

La septième édition de cette conférence est une occasion favorable pour consolider le dialogue et débattre des défis liés au devenir de l'apprentissage et de l'éducation des adultes.

Nous sommes heureux de proposer, au cours de cette conférence, l'adoption d'un nouveau cadre d'action, intitulé « Cadre d'action de Marrakech », en hommage à la ville qui abrite ses travaux, afin d'orienter et de développer l'apprentissage et l'éducation des adultes durant la prochaine décennie.

Ce document de référence qui constitue une feuille de route pour les douze prochaines années place l'apprenant adulte au cœur des politiques d'apprentissage et érige le principe d'apprentissage tout au long de la vie en levier essentiel de prompt réalisation des objectifs du développement durable.

Le Royaume du Maroc, fort de la conviction qu'il est impératif de renforcer et de coordonner le processus de suivi de la mise en œuvre des orientations issues du Cadre d'action de Marrakech, a estimé judicieux de proposer la création d'une commission interministérielle post-CONFINTEA VII. Celle-ci se réunira chaque année et veillera à l'application effective de toutes les recommandations formulées à l'issue de la conférence, notamment au niveau continental.

Dans le même ordre d'idées, et pour raffermir l'engagement de notre pays en matière d'apprentissage tout au long de la vie, le Maroc propose également de créer « l'Institut africain pour l'apprentissage tout au long de la vie ». Cette initiative de portée africaine vise à renforcer la coordination et la coopération Sud-Sud dans le domaine de l'apprentissage des adultes et de l'apprentissage tout au long de la vie.

Cet institut sera un centre régional qui aura vocation à renforcer les capacités des parties prenantes,

des institutions et des organisations régionales dans le domaine de l'apprentissage tout au long de la vie.

De même, il permettra, outre l'échange des expériences réussies, le transfert du savoir ainsi que le partage des expertises liées à l'apprentissage et à l'éducation des adultes, plus particulièrement aux niveaux des villes africaines apprenantes. Au-delà de cet objectif, il permettra de tisser des liens de coopération avec leurs homologues à travers le monde.

Par ailleurs, cet Institut ciblera les acteurs locaux, en particulier les décideurs politiques, les praticiens, les présidents des Organisations non gouvernementales (ONG) et les chercheurs, en vue d'une évaluation, à l'échelle continentale, des politiques publiques en matière d'apprentissage tout au long de la vie, selon une démarche qui place en tête de ses priorités, les apprenantes/apprenants et les formatrices/formateurs.

Nous sommes convaincus que la présente conférence, constituera une opportunité pour délibérer des meilleures pratiques, pour concevoir des solutions innovantes et réalistes, fondées sur une vision novatrice. Elle sera aussi l'occasion de formuler des propositions et des recommandations propres à améliorer le devenir de l'apprentissage et de l'éducation des adultes et à garantir à tous le droit à l'apprentissage tout au long de la vie.

Nous vous souhaitons de nouveau la bienvenue, dans votre deuxième pays, le Maroc et implorons le Très-Haut de guider vos pas et de couronner vos travaux de succès.

Wassalamou alaikoum warahmatoullahi taala wabarakatouh.

Annexe F – Rapport oral de la Rapporteuse générale

Rapport présenté par la rapporteure générale de la CONFINTEA VII,

Mme Cecilia Palm, Secrétaire générale de Folkuniversitetet, Royaume de Suède

Suède, le 17 juin 2022

Bonjour à tous les délégués et participants à la conférence.

J'ai l'honneur, en tant que rapporteure générale, de présenter mon rapport oral de la CONFINTEA VII, la septième Conférence internationale sur l'éducation des adultes, qui s'est tenue à Marrakech, au Maroc, du 15 au 17 juin 2022 sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI.

Les représentants de 142 États membres et États membres associés, dont 49 ministres et vice-ministres, et plus d'un millier de participants, ont délibéré sur le thème : « Apprentissage et éducation des adultes en vue du développement durable – un programme transformateur ». Nous nous sommes réunis à Marrakech en personne et en ligne.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le Maroc a annoncé une nouvelle initiative africaine visant à renforcer la coordination et la coopération Sud-Sud dans le domaine de l'apprentissage et de l'éducation des adultes et de l'apprentissage tout au long de la vie, sous la forme d'un projet d'Institut africain pour l'apprentissage tout au long de la vie.

Son Excellence Mme la Présidente de l'Éthiopie Sahle-Work Zewd, Présidente de la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation, a appelé à un nouveau contrat social pour l'éducation qui puisse réparer les injustices du passé et construire des avenir plus justes et plus durables.

Ces déclarations ambitieuses ont donné le ton de la CONFINTEA VII. Dans le présent rapport, je résumerai certaines des tendances, perspectives et défis, ainsi que certaines des mesures politiques,

dont nous avons débattu ensemble au cours des trois derniers jours de cette conférence. Avec le recul, nous pouvons identifier plusieurs dimensions essentielles pouvant servir de grille d'analyse de nos échanges et nous permettre de dire où nous en sommes maintenant.

Au début de cette conférence, nous étions tous conscients des défis communs auxquels nous sommes confrontés, notamment l'aggravation des inégalités sociales, la question de la numérisation et la crise climatique. Ceux-ci ont une incidence profonde sur les apprenants jeunes et adultes ainsi que sur l'avenir de l'éducation.

Dans le contexte actuel, l'apprentissage et l'éducation des adultes ne peuvent se contenter d'être réactifs. Ils doivent être transformés afin de transformer la société grâce aux connaissances, aptitudes et compétences exigées pour la citoyenneté, la justice sociale, l'emploi et la durabilité.

Un nouveau contrat social pour l'éducation doit être élaboré en s'appuyant sur deux principes fondamentaux : l'éducation en tant que bien commun, et le droit à l'éducation tout au long de la vie.

L'éducation est effectivement un bien commun qui ouvre la porte à d'autres droits. Pour le bien commun, un dialogue démocratique et inclusif avec toutes les parties prenantes est crucial. Et pour que l'apprentissage et l'éducation des adultes soient centrés sur les apprenants, ces derniers, y compris les jeunes, doivent participer à leur élaboration, et pas uniquement en tant que bénéficiaires.

Nous avons réfléchi aux moyens d'élargir notre compréhension du droit à l'éducation comme un droit à l'éducation tout au long de la vie, fondé sur les principes de la justice sociale, environnementale et économique. À l'avenir, l'apprentissage et l'éducation des adultes doivent s'ouvrir davantage aux différentes manières de savoir, y compris aux savoirs autochtones.

Dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie, toute personne a droit à l'apprentissage et à l'éducation des adultes. Mais nous devons

redoubler d'efforts pour garantir que les plus vulnérables et les plus défavorisés puissent exercer leurs droits. Tout individu a le droit de participer à l'apprentissage et à l'éducation des adultes sans subir aucune forme de stigmatisation ou de dissuasion. Personne ne doit être laissé pour compte.

S'agissant de l'égalité des genres, bien que l'éducation des femmes constitue un investissement intelligent avec des avantages intergénérationnels, d'énormes écarts subsistent. L'apprentissage et l'éducation des adultes doivent tenir compte des rapports de genre entre les femmes et les hommes dans la société. Les programmes et les politiques doivent promouvoir une approche holistique de l'éducation des femmes. L'apprentissage des adultes est essentiel pour atteindre l'égalité des genres, et c'est là la clé d'un apprentissage et d'une éducation des adultes inclusifs et transformateurs.

Chers délégués et participants, le détail de nos échanges lors des séances plénières et des sessions parallèles sera disponible en temps voulu dans un rapport écrit de la conférence. Je me contenterai pour l'instant d'aborder quelques points saillants.

L'éducation à la citoyenneté au profit d'une citoyenneté active a été mise en avant comme un domaine de l'apprentissage et de l'éducation des adultes que nous devons renforcer, particulièrement en réponse aux crises mondiales. Cela peut impliquer la mise à jour de nos curricula pour y intégrer la justice épistémique, les droits humains, la pensée critique, les valeurs démocratiques et d'autres valeurs interpersonnelles. En présence des ministres, nous avons assisté au lancement du Cinquième Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (*GRALE 5*), dont le thème est l'éducation à la citoyenneté. L'éducation à la citoyenneté enseigne à respecter les différences, à cultiver un esprit critique et à prendre conscience de notre humanité commune, tout en renforçant les engagements citoyens. Mais son potentiel n'a pas été exploité.

L'alphabétisation a été reconnue comme le fondement de l'apprentissage tout au long de la vie, et comme un levier de l'éducation à la citoyenneté, jugée primordiale pour l'apprentissage et

l'éducation des adultes face aux crises mondiales. Nous devons réinventer les rôles d'éducateur d'adultes et d'alphabétiseur. Nous avons examiné la manière dont nous pouvons élargir les notions d'alphabétisation, améliorer la gouvernance et les politiques d'alphabétisation, relever les défis de financement et renforcer les données et la recherche.

Le marché du travail se transforme, et cette tendance devrait s'intensifier dans les années à venir. Nous devons promouvoir des passerelles flexibles d'apprentissage tout au long de la vie entre l'éducation et le travail, renforcer l'enseignement et la formation techniques et professionnels et répondre à la demande d'emploi décent des jeunes et des adultes. Nous avons reconnu la nécessité d'avoir à tous les niveaux des systèmes de développement des compétences en état de marche pour répondre aux besoins locaux, et de fournir une orientation professionnelle. Nos discussions ont également porté sur l'amélioration des systèmes de collecte de données et sur l'exploitation maximale des possibilités offertes par la formation numérique, en particulier pour les groupes vulnérables.

Abordant les défis des environnements numériques, nous avons examiné les rôles de la technologie et les possibilités qu'elle offre dans l'apprentissage et l'éducation des adultes, ainsi que les préoccupations concernant l'équité et les moyens de surmonter la fracture numérique et de promouvoir les compétences à cet égard. Une attention a également été accordée aux instruments. Dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie, toute personne a droit à l'apprentissage et à l'éducation des adultes. Mais nous devons redoubler d'efforts pour garantir que les plus vulnérables et les plus défavorisés puissent exercer leurs droits. Tout individu a le droit de participer à l'apprentissage et à l'éducation des adultes sans subir aucune forme de stigmatisation ou de dissuasion. Personne ne doit être laissé pour compte.

S'agissant de l'égalité des genres, bien que l'éducation des femmes constitue un investissement intelligent avec des avantages intergénérationnels, d'énormes écarts subsistent. L'apprentissage et

l'éducation des adultes doivent tenir compte des rapports de genre entre les femmes et les hommes dans la société. Les programmes et les politiques doivent promouvoir une approche holistique de l'éducation des femmes. L'apprentissage des adultes est essentiel pour atteindre l'égalité des genres, et c'est là la clé d'un apprentissage et d'une éducation des adultes inclusifs et transformateurs.

Chers délégués et participants, le détail de nos échanges lors des séances plénières et des sessions parallèles sera disponible en temps voulu dans un rapport écrit de la conférence. Je me contenterai pour l'instant d'aborder quelques points saillants. L'éducation à la citoyenneté au profit d'une citoyenneté active a été mise en avant comme un domaine de l'apprentissage et de l'éducation des adultes que nous devons renforcer, particulièrement en réponse aux crises mondiales. Cela peut impliquer la mise à jour de nos curricula pour y intégrer la justice épistémique, les droits humains, la pensée critique, les valeurs démocratiques et d'autres valeurs interpersonnelles. En présence des ministres, nous avons assisté au lancement du Cinquième Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (*GRALE 5*), dont le thème est l'éducation à la citoyenneté. L'éducation à la citoyenneté enseigne à respecter les différences, à cultiver un esprit critique et à prendre conscience de notre humanité commune, tout en renforçant les engagements citoyens. Mais son potentiel n'a pas été exploité.

L'alphabétisation a été reconnue comme le fondement de l'apprentissage tout au long de la vie, et comme un levier de l'éducation à la citoyenneté, jugée primordiale pour l'apprentissage et l'éducation des adultes face aux crises mondiales. Nous devons réinventer les rôles d'éducateur d'adultes et d'alphabétiseur. Nous avons examiné la manière dont nous pouvons élargir les notions d'alphabétisation, améliorer la gouvernance et les politiques d'alphabétisation, relever les défis de financement et renforcer les données et la recherche.

Le marché du travail se transforme, et cette tendance devrait s'intensifier dans les années à venir. Nous devons promouvoir des passerelles flexibles d'apprentissage tout au long de la vie entre

l'éducation et le travail, renforcer l'enseignement et la formation techniques et professionnels et répondre à la demande d'emploi décent des jeunes et des adultes. Nous avons reconnu la nécessité d'avoir à tous les niveaux des systèmes de développement des compétences en état de marche pour répondre aux besoins locaux, et de fournir une orientation professionnelle. Nos discussions ont également porté sur l'amélioration des systèmes de collecte de données et sur l'exploitation maximale des possibilités offertes par la formation numérique, en particulier pour les groupes vulnérables.

Abordant les défis des environnements numériques, nous avons examiné les rôles de la technologie et les possibilités qu'elle offre dans l'apprentissage et l'éducation des adultes, ainsi que les préoccupations concernant l'équité et les moyens de surmonter la fracture numérique et de promouvoir les compétences à cet égard. Une attention a également été accordée aux instruments normatifs internationaux qui encadrent l'accès au savoir, ainsi qu'à l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) et de la connectivité pour l'apprentissage, en particulier en ce qui concerne l'apprentissage personnalisé. Les ressources éducatives libres (REL) peuvent contribuer à favoriser une culture de l'apprentissage tout au long de la vie.

Exploiter l'apprentissage et l'éducation des adultes pour agir en faveur du climat a sans doute été le thème le plus anticipatif concernant une tendance mondiale majeure. Nous avons débattu de la capacité de l'apprentissage et de l'éducation des adultes à faire face à des crises telles que le changement climatique en favorisant la résilience. Des mesures globales et des politiques ciblées visant à réduire la vulnérabilité des jeunes et des adultes au changement climatique, ainsi qu'à explorer les moyens de favoriser les compétences et les connaissances pour la résilience dans les sociétés, ont été partagées. Concernant notre résilience face à d'autres types de crises, l'apprentissage et l'éducation des adultes ont le pouvoir d'améliorer et de préserver la santé et le bien-être, en particulier au moment où les États membres se remettent de la pandémie de COVID-19.

Nous avons également vu qu'à travers le monde, il existe des espaces et des sphères communs propices à la mise en œuvre efficace de l'apprentissage et de l'éducation des adultes. La ville apprenante a un rôle unique à jouer pour améliorer l'accessibilité aux possibilités d'apprentissage et, au sein des villes apprenantes, la participation communautaire est la clé d'un apprentissage tout au long de la vie durable. Nous avons eu confirmation que les centres d'apprentissage communautaires (CAC) sont des structures clés pour l'apprentissage et l'éducation des adultes, servant de pivot et de point d'entrée essentiel pour offrir un apprentissage de qualité à tous les groupes d'âge, même si leur succès est fortement tributaire de la volonté politique, d'une gouvernance efficace et du financement public. Les bibliothèques sont idéalement placées pour s'associer à un large éventail d'autres acteurs de l'AEA. Elles peuvent et doivent assumer un rôle directeur plus stratégique pour assurer à tous des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

La gouvernance de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, comme celle de l'éducation et de l'apprentissage tout au long de la vie dans leur ensemble, est confrontée au double défi d'avoir à innover pour protéger le plus utile et à innover pour progresser. Il faut favoriser le dialogue et les méthodes de travail interdisciplinaires, intersectoriels et interministériels. Cette question est en partie abordée par la nouvelle publication de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie intitulée *Faire de l'apprentissage tout au long de la vie* une réalité : un manuel pratique, qui a été lancée à la CONFINTEA VII. Elle fournit des lignes directrices pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques d'apprentissage tout au long de la vie qui répondent aux grands enjeux du développement durable, et œuvrent notamment à la réalisation des 17 objectifs de développement durable, en particulier l'ODD 4.

Si je peux résumer en quelques mots l'essentiel de nos échanges, la CONFINTEA VII a souligné l'urgence de forger un nouveau contrat social pour l'éducation, car l'avenir ne peut attendre.

L'apprentissage et l'éducation des adultes, en tant que parties intégrantes du droit à l'éducation dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, sont un élément essentiel de cet effort public collectif.

L'apprentissage et l'éducation des adultes doivent être placés dans le plus large contexte de l'apprentissage tout au long de la vie. Des mesures intégrées sont nécessaires pour créer un système holistique qui valorise la poursuite de l'apprentissage la vie durant, et garantisse que les jeunes et les adultes sont associés à ce processus.

Nous avons besoin de l'éducation et de l'apprentissage pour mener aujourd'hui les actions transformatrices. La CONFINTEA VII marque un tournant dans l'élargissement de nos perceptions de l'éducation dans une perspective tout au long de la vie. Tel est le message que nous devons transmettre aux dirigeants politiques au plus haut niveau : l'apprentissage et l'éducation des adultes constituent un investissement dans les personnes, la planète et la prospérité. Elles sont une part intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et au-delà.

Nos délibérations sont directement liées au Sommet sur la transformation de l'éducation, qui sera convoqué en septembre de cette année par le Secrétaire général des Nations Unies, et au pré-Sommet qui se tiendra à Paris du 28 au 30 juin.

En participant activement à la CONFINTEA VII, et en adoptant ici, aujourd'hui, le Cadre d'action de Marrakech, la communauté internationale de l'apprentissage et de l'éducation des adultes a marqué sa volonté de faire de l'apprentissage tout au long de la vie une réalité.

Je vous remercie.



S. E. M. Santiago Irazabal Mourão, président de la 41e session de la Conférence générale

Annexe G – Discours de la cérémonie de clôture

S. E. M. Santiago Irazabal Mourão, président de la 41e session de la Conférence générale

Votre Excellence, Monsieur Chakib Benmoussa, ministre de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports du Royaume du Maroc,

Monsieur David Atchoarena, directeur de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie,

Monsieur Daniel Baril, président du Conseil d'administration de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie,

Mme Stefania Giannini, sous-directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation,

Votre Excellence, Madame l'ambassadrice Zohour Alaoui, présidente de la 39e session de la Conférence générale de l'UNESCO,

Madame Myrian Caldeira Sartori, directrice des politiques et des directives de l'éducation de base au ministère de l'Éducation du Brésil,

Excellences, Mesdames et messieurs,

C'est pour moi un grand plaisir d'être au Maroc pour participer à cette 7e Conférence internationale sur l'éducation des adultes.

Je remercie Sa Majesté le Roi Mohammed VI pour le parrainage de cet important événement organisé par l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie.

L'éducation des adultes est un droit humain qui doit être respecté pour consolider le développement durable.

Elle doit être à l'avant-garde de tous les efforts déployés dans le monde pour créer des sociétés vertes, justes et résilientes, car nous ne pouvons pas réaliser de progrès social et économique sans doter chaque homme et chaque femme des compétences et des capacités nécessaires pour opérer des changements positifs.

Ce lien indissociable a déjà été mis en lumière lors de la dernière édition de la CONFINTEA, qui s'est tenue à Belém, au Brésil, en 2009.

Le Cadre d'action de Belém a fait prendre conscience des enjeux mondiaux liés à la mobilisation du pouvoir et du potentiel de l'éducation tout au long

de la vie pour la dignité de chacun, et a ouvert la voie à un suivi régulier de l'éducation des adultes.

De nombreux efforts ont été engagés depuis lors pour promouvoir cette vision en tant que partie intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier l'ODD 4 qui vise à assurer l'accès de tous, sur un pied d'égalité, à une éducation de qualité.

Mais il est également vrai qu'une large part des adultes et des jeunes à travers le monde continuent d'être privés des compétences de base nécessaires pour participer pleinement au monde du travail et aux sociétés d'aujourd'hui.

Aujourd'hui encore, le monde compte au moins 773 millions d'adultes analphabètes.

Le nombre de femmes analphabètes ou peu alphabétisées n'a quasiment pas changé au cours des 20 dernières années. Dans certaines régions comme l'Afrique subsaharienne, il a même augmenté.

Traditionnellement, l'éducation a été liée à un ensemble de compétences en lecture, écriture et calcul.

Cependant, l'importance croissante des technologies numériques dans nos vies quotidiennes exige de nouvelles compétences de plus haut niveau comme source de dynamisme.

Ces dernières années, nous avons été confrontés aux difficiles questions du chômage et de la création d'emplois, et de la réponse apportée par les établissements d'enseignement pour donner aux apprenants les moyens de réussir dans le monde numérique.

La pandémie de COVID-19 peut être considérée comme un tournant dans la manière dont les nouvelles technologies de l'information influencent notre façon de communiquer, d'apprendre et de consommer, faisant naître de nouveaux enjeux liés à l'apprentissage tout au long de la vie.

Il est apparu clairement que nous devons préparer les adultes et les jeunes, notamment les plus vulnérables d'entre eux, à vivre dans ces sociétés en mutation rapide, en mettant l'accent sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels, et sur l'éducation des filles pour répondre aux besoins du marché du travail.

C'est pourquoi il nous faut combler la fracture numérique, et combler le fossé entre le savoir et l'apprentissage tout au long de la vie.

Des investissements supplémentaires sont nécessaires pour former les enseignants à tirer le meilleur parti des outils numériques pour assurer une éducation de qualité.

L'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, effectivement, connecte les individus et offre des possibilités de création et de partage des connaissances.

Elles doivent être utilisées pour soutenir, enrichir et transformer positivement l'éducation – en renforçant l'alphabétisation, en offrant de vastes possibilités d'éducation non formelle et informelle.

Tout femme et tout homme doit être encouragé à considérer l'apprentissage comme un processus tout au long de la vie, afin de pouvoir agir non seulement en tant qu'utilisateur des technologies numériques, mais aussi en tant que citoyen capable de construire le monde dans lequel il veut vivre.

En offrant aux adultes des possibilités d'éducation tout au long de la vie, nous les dotons de l'esprit critique nécessaire pour opérer les bons choix dans une planète sous pression, et adopter des attitudes et des comportements pour un vivre-ensemble fondé sur une culture de la paix.

Mesdames et messieurs,

Nous disposons maintenant d'une occasion historique de placer l'éducation des adultes et l'éducation tout au long de la vie au cœur de l'ensemble des stratégies de relance post-pandémie, et nous devons la saisir.

Plus que jamais, nous devons forger ensemble notre vision politique pour sonner l'alarme, nous mobiliser pour agir, et contribuer à bâtir un avenir meilleur pour des millions de femmes et d'hommes. Les États membres ont l'énorme responsabilité de façonner des politiques éducatives inclusives et d'anticiper les défis à venir.

Pour une meilleure gouvernance, nous devons nouer des partenariats solides, en y associant de multiples parties prenantes, dont la société civile, le secteur privé et les voix des jeunes.

Cette idée est au cœur du rapport de l'UNESCO sur Les futurs de l'éducation, lancé lors de la dernière Conférence générale, qui appelle à un nouveau contrat social pour l'éducation qui puisse réparer les injustices tout en transformant l'avenir.

Cela comprend le respect de la diversité, la facilitation de l'accès aux connaissances et au matériel didactique dans les langues maternelles.

C'est également l'un des principaux éléments de la Décennie internationale des langues autochtones (2022-2032), une initiative historique visant à mobiliser les efforts mondiaux pour soutenir l'utilisation et la préservation de ces langues, notamment grâce aux technologies numériques.

De par la force de son mandat, l'UNESCO occupe une position unique pour faire progresser l'éducation en tant que bien commun et apporter une contribution décisive au « Programme commun » des Nations Unies dirigé par le Secrétaire général, M. Antonio Guterres.

Le prochain Sommet sur la transformation de l'éducation, qui fait partie de cette initiative et dont le Secrétariat est hébergé par l'UNESCO, est une occasion exceptionnelle de donner la priorité à la coopération et à l'investissement dans l'éducation au niveau mondial.

C'est dans cet esprit que cette 7e édition de la CONFITEA intervient à un moment décisif, à quelques jours d'un pré-Sommet de haut niveau qui se tiendra au Siège de l'UNESCO du 28 au 30 juin.

J'espère vivement que les recommandations présentées dans le Cadre d'action de Marrakech nourriront les réflexions des États membres dans la conception et la mise en œuvre des politiques d'éducation des adultes au cours des années qui viennent, et qu'elles influenceront les discussions au Sommet sur la transformation de l'éducation.

L'investissement dans l'éducation a souvent été sacrifié en temps de crise.

Une volonté politique et des politiques plus fortes sont nécessaires pour mobiliser l'éducation en tant que force de vie, pour construire un avenir positif.

La solidarité internationale doit nous servir de boussole pour promouvoir des initiatives visant à stimuler l'éducation des adultes, en particulier dans la région Afrique, qui reste la priorité mondiale de l'UNESCO.

En tant que Président de la Conférence générale, je reste déterminé à attirer l'attention des États membres sur la nécessité de renforcer la coopération Sud-Sud et Nord-Sud-Sud pour obtenir de meilleurs résultats.

Nous devons agir avec un sentiment d'urgence si nous voulons tenir la promesse contenue dans le Programme 2030 de ne laisser personne pour compte.

Les débats de ces derniers jours ont été extrêmement fructueux, et je tiens à féliciter tous les participants d'avoir apporté des perspectives novatrices sur des questions particulièrement pertinentes pour garantir à tous des possibilités d'apprentissage.

Je vous remercie.

Annexe G – Liste des participants

ÉTATS MEMBRES ET ÉTATS MEMBRES ASSOCIÉS

Afrique du Sud (République sud-africaine)

Mr David Diale, Chief Director, Education Training Development and Assessment, Department of Higher Education and Training

Ms Thembisa Futshane, Deputy Director-General, Department of Higher Education and Training

Ms Mamphokhu Khuluvhe, Director, System Monitoring and Labour Market Intelligence, Department of Higher Education and Training

Ms Sesi Nombulelo Nxesi, CEO, Education, Training and Development Practices Sector, Education and Training Authority

Ms Shirley Walters, Professor Emerita, University of the Western Cape

Allemagne

H.E. Mr Niels Annen, Parliamentary State Secretary, Federal Ministry for Economic Cooperation and Development

Ms Suzan Bacher, Head of Unit ALE, Ministry of Education, Youth and Sports Baden-Wuerttemberg

Mr Jan-Philipp Disselbeck, Programme Specialist, German Commission for UNESCO

Mr Walter Hirche, Chair of the Education Committee, German Commission for UNESCO

Ms Jutta Illichmann, Head of Unit, Federal Ministry of Education and Research

Ms Susanne Lattke, Research Associate, German Institute for Adult Education – Leibniz Centre for Lifelong Learning

Ms Barbara Malina, Head of the Division of Education and Science, German Commission for UNESCO

Ms Maren Putensen, Desk Officer, Federal Ministry of Education and Research

Ms Lilja Rossmannek, Policy Adviser, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

Andorre

M. Xavier Campuzano, directeur de Formation professionnelle, Formation tout au long de la vie et Innovation technologique, gouvernement d'Andorre

Mme Elisabeth Carpa Röjerman, directrice du Centre de formation tout au long de la vie, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

Angola

Mr Rui António, Chefe de Departamento do Ensino Secundário de Adultos, Ministério da Educação

Mr Vítor Barbosa, Presidente, Associação Angolana para Educação de Adultos AAEA

Mr Evaristo Pedro, Director Nacional da Educação de Jovens e Adultos, Ministério da Educação.

Arabie saoudite (Royaume d')

Mr Ajlan Al Ajlan, Supervisor of Education, Ministry of Education

Mr Sami Al Khodair, Supervisor of Education, Ministry of Education

Mr Yahya Al-Mofarreh, General Manager of General Administration for Continuous Education, Ministry of Education

Ms Jawhara Al-Omar, Educational Supervisor, Ministry of Education

Mr Dakheel Alqarni, Teacher, Ministry of Education

Mr Mohammad Al Shafi, Teacher, Ministry of Education

Ms Ibtehal Al-Suliman, Educational Supervisor, Ministry of Education

Ms Hesh Bin-Rasheed, Educational supervisor, Ministry of Education

Argentine

Excmo. Sr. Mr Jaime Perczyk, Ministro de Educación,
Ministerio de Educación
Sra. Ayelen Amigo, Primera Secretaria, Delegación
Permanente de Argentina ante la UNESCO
Sr. Osvaldo Cipolloni, Equipo Pedagógico EPJA,
Ministerio de Educación de la Nación
Sra. Maria del Carmen Lorenzatti, Docente inves-
tigadora, Universidad Nacional de Córdoba
– Universidad Nacional de Chilecito – Catedra
Latapí
Sra. Adela María García, Tecnica profesional pedago-
gica, Ministerio de Educacion de la Nacion
Sra. Luisa Izaguirre, Coordinadora de Educación
Permanente de Jóvenes y Adultos, Ministerio
de Educación de la Nación
Sra. Marcela Miriam Losardo, Embajadora, Delegada
Permanente, Delegación Permanente de
Argentina ante la UNESCO
Sra Lidia Rodriguez, Profesora, Ministerio de
Educación
Sr. Cristóbal Schultz, Asistente, Delegación
Permanente de Argentina ante la UNESCO

Arménie

Ms Zhanna Andreasyan, Deputy Minister of
Education, Ministry of Education, Sciences,
Culture and Sport
Ms Regina Arakelyan, Superior Specialist of the
Department for Youth Policy, Supplementary
and Continuing Education, Ministry of
Education, Sciences, Culture and Sport

Australie

Ms Alison Dell, Assistant Secretary, Australia
Department of Education, Skills and
Employment
Ms Annette Foley, President, Adult Learning
Australia
Ms Manon Gahan, Advisor, Australian Government
Ms Carrie Kilpin, Director, Multilateral Policy,
Australia Department of Education, Skills and
Employment
Ms Dorothy Lucardie, Member and past President,
Adult Learning Australia
Ms Jenny Macaffer, Chief Executive Officer, Adult
Learning Australia
Ms Siobhan Pielow, Advisor, Australian Government

Autriche

Mr Benjamin Flaig, Desk Officer SDGs - Education,
Federal Ministry of Education, Science and
Research
Ms Stephanie Godec, Administrator, Austrian
UNESCO Commission
Ms Eileen Mirzabaegi, Administrator, Federal
Ministry of Education, Science and Research
Adult Education

Azerbaïdjan

Ms Konul Abasli, Head of Strategic Researchers
in Education Department, The Institute of
Education of the Republic of Azerbaijan
Mr Rufat Azizov, Director, Institute of Education of
Republic of Azerbaijan
Ms Sabina Babayeva, Head of Vocational Education
and Lifelong learning department, The Institute
of Education of the Republic of Azerbaijan

Bahreïn

Ms Aysha Fakhroo, Senior Statistics Specialist,
Ministry of Education
Mr Talal Janahi, Head of the Statistics Section,
Ministry of Education
Ms Sheikha Abdulla Mufeez, Director of Planning
and Educational Projects, Ministry of Education

Bélarus

Mr Sergei Kasperovich, Head of the Main
Department of Vocational Education, Ministry
of Education
Ms Alena Kasyanik, Vice Rector for Academic Affairs,
Republican Institute for Vocational Education
Ms Liudmila Kazhukhouskaya, Vice-Rector for
International and scientific and methodological
work, National Institute for Higher Education
Ms Inesa Zubrylina, Head of ESD coordination
center, Belarusian State Pedagogical University

Belgique

- Mme Louise Culot, chargée d'analyse et étude, Lire et Ecrire Communauté française
- M. Pieter-Jan De Vlieger, Policy Officer at the Department of Education and Training of the Flemish Community of Belgium, Department of Education and Training of the Flemish Community of Belgium
- Mme Michèle Mombeek, chargée de mission, ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
- M. Sébastien Noël, attaché principal, Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale
- Mme Adeline Rémy, conseillère en formation professionnelle pour le ministre bruxellois de l'Emploi et de la Formation, Cabinet du ministre Bernard Clerfayt – Région de Bruxelles-Capitale
- M. Roland Sarton, conseiller en formation professionnelle, Cabinet du ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle du gouvernement de la région de Bruxelles Capitale
- Mme Aurore Vaes, responsable des Relations internationales pour l'Enseignement et la Formation professionnelle, Commission communautaire française

Belize

- Ms Arreini Morgan, Secretary-General, Belize National Commission for UNESCO,
- Ms Yolanda Gongora, Chief Education Officer, Ministry of Education, Culture, Science & Technology
- Ms Liz Hulse, Education Officer, Ministry of Education

Bénin

- S. E. Mr Yves Kouaro Chabi, ministre des Enseignements secondaire, technique et de la Formation professionnelle, ministère des Enseignements secondaire, technique et de la Formation professionnelle
- M. Salomon Balogoun, directeur exécutif, ONG SIA N'SON
- M. Koffi Charles Maximin Alitondji Codjia, directeur de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales, ministère en charge de l'Alphabétisation
- M. Gbèdolo Arnould Gabriel Gbaguidi, conseiller technique à l'alphabétisation et à la promotion des langues nationales, ministère des Enseignements secondaire, technique et de la Formation professionnelle
- M. Denga Sahgui, directeur adjoint de Cabinet, ministère en charge de l'Alphabétisation

Bhoutan (Royaume du)

- Ms Pelden Pelden, Deputy Chief Programme Officer, Non-Formal and Continuing Education Division, Department of Adult and Higher Education, Ministry of Education

Bolivie (État plurinational de)

- Sra Gloria Maria Nogales Romero, Directora Centro de Educacion Alternativa Edmundo Bojanowski, Ministerio de Educacion
- Sra. Liliana Prieto Peña, Escritorio UNESCO, Ministerio de Relaciones Exteriores
- Sr. Fernando Reynaldo Yujra Quispe, Director General de Educacion de Adultos, Ministerio de Educación

Bosnie-Herzégovine

H.E. Ms Ankica Gudeljević, Minister, Ministry of Civil Affairs
Mr Davor Bošnjak, Head of Cabinet of Minister, Ministry of Civil Affairs
Mr Anes Čerkez, Program Coordinator, DVV International – Country Office Bosnia and Herzegovina
Ms Aida Džaferović, Advisor for Vocational and Adult Education, Ministry of Civil Affairs
Mr Adis Hodžić, Security Officer, Directorate for Coordination of Police Bodies
Mr Adnan Husić, Assistant to the Minister, Ministry of Civil Affairs
Mr Miroslav Porobija, Security Officer, Directorate for Coordination of Police Bodies
Ms Adrijana Prskalo, Adviser to the Minister, Ministry of Civil Affairs
Ms Sanja Vlaisavljević, Adviser to the Minister, Ministry of Civil Affairs

Brésil

H.E. Mr Victor Godoy Veiga, Minister of Education
Ms Myrian Caldeira Sartori, Director of Basic Education Policies and Guidelines, Ministry of Education
Ms Michelle Brabosa Muniz Jordão, Head of Division of the International Advisory, Ministry of Education
Ms Raphaella Rosinha Cantarino, General Coordinator of the Youth and Adults sector, Ministry of Education

Brunéi Darussalam

H.E. Ms Hajah Romaizah binti Haji Mohd Salleh, Minister of Education, Ministry of Education
Mr Sumardi Haji Abdul Hamid, Assistant Director, Lifelong Learning Centre (L³ Centre), Ministry of Education

Burkina Faso

S. E. Mr Wendkouni Joël Lionel Bilgo, ministre en charge de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation, ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales
M. Bazombié Bayala, directeur technique, Fonds pour l'alphabétisation et l'éducation non formelle (FONAENF), ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales
M. Ouédan Jean-Noël Tagnabou, chargé de missions, ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues nationales
M. Abdoulaye Yonaba, secrétaire exécutif, Association pour la promotion de l'éducation non formelle (APENF-BF)
M. Kirassai Zio, directeur général de l'éducation non formelle, ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales

Burundi

M. Claver Nijimbere, directeur général de la Science, la Technologie et la Recherche, ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche scientifique

Cabo Verde

M. Lourenço Andrade, technicien, ministère de l'Éducation
Mme Maria de Lourdes Da Veiga Monteiro Pereira, technicienne, ministère de l'Éducation
M. Wilson Moreno, directeur du service d'études, de planification et de coopération, ministère de l'Éducation
Mme Keila Pereira, coordinatrice de la coopération et de l'unité des projets, ministère de l'Éducation
Mme Carolina Reis, directrice de l'enseignement technique professionnel et de l'éducation des jeunes et adultes, Direction nationale de l'éducation – ministère de l'Éducation
M. Lourenço Santos, technicien, ministère de l'Éducation

Cambodge (Royaume du)

H.E. Mr Hang Chuon Naron, Minister of Education, Youth and Sport and Vice-Chairperson of the Supreme National Economic Council (SNEC)

Cameroun

Mme Fatime Bilamo, directrice de l'alphabétisation, de l'éducation de base non formelle et de la promotion des langues nationales, ministère de l'Éducation de base

Mme Séraphine Sylvie Ben-Bolie Née Ngako, sous-directrice de l'éducation de base non formelle, ministère de l'Éducation de base

Mme Jacqueline Bandolo Epse Nkodo, chargée d'étude, Commission nationale du Cameroun pour l'UNESCO

M. Assembe Evang, inspecteur de pédagogie chargé de l'Enseignement primaire au ministère de l'Éducation de base, ministère de l'Éducation de base

Mme Pauline Njontu, cadre études inspection de pédagogie, alphabétisation, ministère de l'Éducation de base

M. Sylvain Nkondje Ehab, chef de service de l'éducation de base non formelle, ministère de l'Éducation de base

Mme Flore Huguette Noah Epse Menyengue, chargée d'études assistante et point focal sur les ODD, Commission nationale du Cameroun pour l'UNESCO

M. Ulrich Mvie, cadre IGE, ministère de l'Éducation de base

Mme Solange Ntsama, sous-directrice de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, ministère de l'Éducation de base

Mme Claudette Elizabeth Segunda Balinga epse Ndayi, inspectrice de pédagogie (et andragogie) chargée de l'alphabétisation, de l'éducation de base non formelle et de la promotion des langues nationales, ministère de l'Éducation de base

Mme Barbara Irma Otu Ng'Owona, sous-directrice, ministère de l'Éducation de base

M. Abdoul Aziz Yaouba, secrétaire général, Commission nationale du Cameroun pour l'UNESCO

Canada

Ms Donna Johnson, Deputy Minister of Education, Saskatchewan, and Chair of the Advisory Committee of Deputy Ministers of Education (ACDME)

Mme Gabrielle Bélanger, conseillère en affaires internationales, ministère de l'Éducation du Québec

M. Pierre Doray, Président de l'ICEA, Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA)

Ms Sylvie Duong, Senior Analyst, International, Council of Ministers of Education, Canada

M. Eloïse Gamache, responsable du dossier Rehaussement et maintien des compétences en littératie, ministère de l'Éducation du Québec

Ms Sheila Giesbrecht, Consultant, Government of Manitoba

Ms Maia Korotkina, Coordinator, Postsecondary Education and Adult Learning, Council of Ministers of Education, Canada

Ms Chantale LeClerc, Executive Director, CMEC, Council of Ministers of Education, Canada

Mme Isabelle LeVert-Chiasson, chargée de programme en éducation/Education Program Officer, Canadian Commission for UNESCO/Commission canadienne pour l'UNESCO

Ms Antonella Manca-Mangoff, Director, International, CMEC, Council of Ministers of Education, Canada

Mme Geneviève Perreault, directrice adjointe des études, Cégep Marie-Victorin

Ms Regina Ramos-Urbano, Program Consultant, Adult Learning and Literacy, Government of Manitoba, Advanced Education, Skills and Immigration

Ms Katerina Sukovski, Director, Policy, Council of Ministers of Education, Canada

Mr Torey Wihlidal, Program Consultant, Government of Manitoba

Mr Brian Yaeck, Manager, Operational Policy and Stakeholder Relations, Government of Alberta

Ms Rhea Yassine, Policy Analyst, Government of Canada

Chili

Sr Valentin Aguilera, Secretario Regional Ministerial de Educación - Magallanes, Ministerio de Educación

Sra. María Eugenia Letelier Gálvez, Coordinadora Nacional de Educación con Personas Jóvenes y Adultas, Ministerio de Educación

Sra. Verónica Vergara, Profesional Coordinación Nacional de EPJA, Ministerio de Educación

Chine (République populaire de)

H.E. Mr Yao Sun, Vice Minister, Ministry of Education

H.E. Mr Jin Yang, Ambassador, Permanent Delegate of China to UNESCO

Ms Huaying Bao, Deputy Chairperson, China Adult Education Association

Mr Ziji Chen, Head of Department of Vocational and Adult Education, Ministry of Education

Ms Na Chen, International Project Coordinator, Open University of China

Ms Ying Cui, Deputy Secretary-General, Secretariat of Chinese National Commission for UNESCO

Ms Min Gui, Programme Specialist, Ministry of Education

Mr Bo Jiang, Deputy Chairperson, China Adult Education Association

Mr Chuanjin Ju, Principal, Open University of China

Mr Changwei Qin, Secretary-General, Chinese National Commission for UNESCO

Mr Songyun Zhang, Deputy Director of Education Division, Chinese National Commission for UNESCO

Chypre

Ms Nicoletta Ioannou, Officer, Ministry of Education, Culture, Sport and Youth

Ms Theodora Kounni, Education Planning Officer, Ministry of Education, Culture, Sport and Youth

Mr Stelios Miliatis, Inspector, Ministry of Education, Culture, Sport and Youth of Cyprus Secondary Technical and Vocational Education and Training

Mr Giorgos Mylonas, Director of Nicosia Adult Education Centres, Adult Education Centres

Ms Zoe Polydorou, Senior Education Officer – Head of the Evening Schools Department, Ministry of Education, Culture, Sport and Youth of Cyprus

Ms Cleo Savvidou, Higher Education Officer, Ministry of Education, Culture, Sport and Youth

Ms Floria Valanidou, Teacher Educator, In-service Teachers' Training Sector, Cyprus Pedagogical Institute, Cyprus Pedagogical Institute

Congo

Mme Laure Alphonsine Matongo, directrice générale de l'alphabétisation, ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire et secondaire

M. Fernand Michel Nkouanga Makouangou, directeur de coopération, ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire et secondaire

Congo (République démocratique du)

Mme Wali Belade Bobozo, coordonnatrice adjointe du Projet PAQUE, ministère des Affaires sociales, Actions humanitaires et Solidarité nationale

M. John Ekina Bongongo, coordonnateur national de la RAMAA, ministère des Affaires sociales, Actions Humanitaires et Solidarité nationale

M. Albert Lubanzadio Ketho, directeur général alphabétisation et éducation non formelle, ministère des Affaires sociales, Actions humanitaires et Solidarité nationale

M. Munsya Molomb'ebebe, secrétaire permanent (d'appui et de coordination du secteur de l'éducation), ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique

M. Michee Ntumba Ngalamulume, secrétaire particulier du ministre, ministère des Affaires sociales, Actions humanitaires et Solidarité nationale

Costa Rica

Sr. Jean Carlo Aguilar Rojas, Asesor Nacional,
Ministerio de Educación Pública

Sr. Manuel Hernández, Asesor Nacional de
Educación de Adultos, Ministerio de Educación
Pública

Sra. Xinia López, Jefe del Departamento de
Educación para Personas Jóvenes y Adultas,
Ministerio de Educación Pública

Sr. Isabel Rojas Gutiérrez, Asesora Nacional de
Educación de Adultos, Ministerio de Educación
Pública

Sra. Silvia Torres, Asesora Nacional de Educación
para personas jóvenes y adultos, Ministerio de
Educación Pública

Sra. Maritza Umaña, Asesora Nacional de Adultos,
Ministerio de Educación Pública

Sra. María Fernanda Víquez Ortiz, Asesora Nacional,
Ministerio de Educación Pública

Sra. Patricia Zamora Lazo, Asesora Nacional de
Educación de Adultos, Ministerio de Educación
Pública

Côte d'Ivoire

S. E. M : Paulin Claude Danho, ministre des Sports,
UVICOCI

S. E. Mme Mariatou Koné, ministre de l'Éducation
nationale et de l'Alphabétisation, ministère de
l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation

S. E. Mme Nasseneba Touré, ministre de la Femme,
de la Famille et de l'Enfant, ministère de la
Femme, de la Famille et de l'Enfant

S. E. Mme Namizata Binaté Fofana, conseillère tech-
nique, ministère de la Femme, de la Famille et
de l'Enfant

M. Djezoho Boli, chargé d'études, Agence nationale
de la formation professionnelle (AGEFOP)

M. Aboubakar Diaby, adjoint au maire, mairie de
Bouaké

Mme Koné Mada Fofana, chargée de mission
du ministre de l'Éducation nationale et de
l'Alphabétisation, ministère de l'Éducation
nationale et de l'Alphabétisation

Mme Rosine Kirioua, secrétaire générale FIACU,
Fédération ivoirienne des associations et clubs
pour l'UNESCO

M. N'guessan Jeremie Kouadio, coordonnateur
du projet de Recherche-action sur la mesure

des apprentissages des bénéficiaires des
programmes d'alphabétisation (RAMAA)

Mme Badou Harlette Nguessan Kouame, secrétaire
générale de l'UVICOCI

Mme Adjoua Philomène Kouame, sous-directrice
des actions communautaires, ministère de la
Femme et de l'Enfant

M. Arsène Brice Kouassi, enseignant-chercheur,
Institut national de la jeunesse et des sports-
Abidjan (INJS)

Mme Assetou Marcelline Soma, cheffe programme
Éducation, Commission nationale ivoirienne
pour l'UNESCO

M. Aboudou Soro N'golo, secrétaire général,
Commission nationale ivoirienne pour
l'UNESCO

M. Yves Tadet, conseiller de l'ambassadeur de Côte
d'Ivoire au Royaume du Maroc

M. Mohamed Thiero, chargé de la promotion des
ODD, mairie de Bouaké

Mme Eline Yeo, assistante programme Éducation,
Commission nationale ivoirienne pour
l'UNESCO

Croatie

Mr Mario Vučić, Assistant director for Adult
Education Development, Agency for Vocational
Education and Training and Adult Education

Cuba

Sra. Dulce Buergo Rodríguez, Presidenta, Comisión
Nacional Cubana de la UNESCO

Sra. Laura Moriña Medina, Especialista encargada
de Educación, Comisión Nacional Cubana de la
UNESCO

Sra. Aimeé Pujadas Clavel, Tercera Secretaria,
Delegación Permanente de Cuba ante la
UNESCO

Sr. Jorge Tamayo Collado, Investigador adjunto,
Instituto Central de Ciencias Pedagógicas

Sra. Maura Tomasén León, Directora de Educación
de Jóvenes y Adultos, Ministerio de Educación

Danemark

Ms Maria Marquard, Specialist consultant, National
Coordinator, Danish School of Education,
Aarhus University

Djibouti

Mme Fatouma Moussa Abdi, secrétaire générale,
Union nationale des femmes de Djibouti

M. Mohamed Moussa Yabeh, secrétaire général,
Commission nationale de Djibouti pour
l'UNESCO

M. Abdillahi Omar Ibrahim, coordinateur national du
Programme national des adultes, Union nationale des femmes de Djibouti

Égypte (République arabe d')

H.E. Mr Tarek Shawki, Minister of Education and
Technical Education, Ministry of Education and
Technical Education

Mr Mohamed Yehia Nasef, Chairman of Adult
Education Authority

Mr Reda Hegazi, Vice-Minister of Teachers Affairs,
Ministry of Education and Technical Education

Mr Eslam Ibrahim, Lecturer, Ain Shams University

Mr Mohamed Nasef, Head of Adult Education
Authority

El Salvador

Sra. Maria Estebana Chevez, Jefe de Departamento
e Servicios Educativos (Alfabetización),
Ministerio de Educación

Sr. Emerson Emerson Acosta, Técnico de Educación
de Jóvenes y Adultos, Ministerio de Educación

Sra. Maria Elena Franco de Castellanos, Gerente de
Modalidades Flexibles, Ministerio de Educación

Sra. Gloria Evelyn Hernández, Directora de
Educación de Jóvenes y Adultos, Ministerio de
Educación

Sra. Delmy Aracely Ibañez, Asistente técnico de
dirección, Ministerio de Educación de El
Salvador

Sr. Selim Miranda, Técnico de asistencia, Ministerio
de Educación

Émirats arabes unis

Ms Muna Abdulla, General Manager, YUY

Ms Ayesha Al Mazrouei, Organization Executive,
Ministry of Education

Ms Fatima Almalek, General Manager, KHIK

Ms Sameya Majan, General Manager, KDEK

Ms Jeanine Romano, Executive Director, Sharjah
Education Academy

Équateur

Excma. Sra. María Brown, Ministra de Educación del
Ecuador, Ministerio de Educación

Sra. Emilia Alvear Rodríguez, Directora Nacional
de Educación para personas con Escolaridad
Inconclusa, Ministerio de Educación

Sra. Diana Castellanos Vela, Subsecretaria de
Innovación Educativa y Bienestar, Ministerio de
Educación

Sr. Daniel Crespo Álvarez, Subsecretario de
Educación Especializada e Inclusiva, Ministerio
de Educación

Sra. Samantha Gilbert, Directora Nacional de
Cooperación y Asuntos Internacionales,
Ministerio de Educación

Sra. Duraymi Huete Chávez, Especialista de la
Dirección Nacional de Educación para Personas
con Escolaridad Inconclusa, Ministerio de
Educación

Sr. Javier Rubio Duque, Director Ejecutivo del SECAP,
SECAP Servicio Ecuatoriano de Capacitación

Sra. Katherine Troya, Analista de Cooperación
y Asuntos Internacionales, Ministerio de
Educación

Erythrée

Mr Tqubo Aimut Gebreselassie, Senior Official,
Education, Ministry of Education

Espagne (Royaume d')

Sra. Mónica Calurano, Presidenta, Federación
Española de Universidades Populares

Sra. Anna Delort, Representante de la Sociedad civil,
ACEFIR

Sra. Marga Julve, Directora, FAEA Asociación de
entidades de educación de personas adultas

Sra. Margarita de Lezcano-Mújica Núñez,
Subdirectora General de Atención al Estudiante
y Relaciones Institucionales, Ministerio de
Universidades

Sra. Asuncion Manzanares, Subdirectora General de
Orientación y Aprendizaje a lo largo de la vida,
Ministerio de Educación y FP

Estonie (République d')

Ms Külli All, Head of the Skills and Qualifications Area, Ministry of Education and Research
Ms Ena Drenkhan, Chief Expert of Adult Education Policy, Estonian Ministry of Education and Research
Ms Kertu Eensaar, Project Manager, Association of Estonian Adult Educators (AEAE) Andras
Ms Hanna-Liis Kaarlõp, Educational Programme Coordinator, Estonian National Commission for UNESCO
Ms Ene Käpp, Chair, AEAE Andras
Ms Katrin Rein, Counsellor, Permanent Delegation of the Republic of Estonia to UNESCO
Ms Kairi Solmann, Programme Manager of Adult Education Policy, Ministry of Education and Research
Ms Merlin Tatrik, Head of Adult Education Policy, Ministry of Education
Mr Renno Veinthal, Deputy Secretary General for Research and Development, Higher Education, Vocational Education and Training Policy, Ministry of Education and Research

Ethiopie

H.E. Ms Sahle-Work Zewde, President of the Federal Democratic Republic of Ethiopia and Chair of the International Commission on the Futures of Education

Fédération de Russie

Ms Ksenia Gaverdovskaya, Counsellor, Commission of the Russian Federation for UNESCO, Ministry of Foreign Affairs
Ms Alena Nikolaeva, Leading Advisor, Ministry of Science and Higher Education
Ms Natalya Tarankova, Vice-Rector for Further Education, RUDN University

Fidji (République des)

H.E. Ms Premila Kumar, Minister for Education, Heritage & Arts and Local Government, Ministry of Education
Ms Anjeela Jokhan, Permanent Secretary, Ministry of Education, Heritage & Arts and Local Government, Ministry of Education

Finlande

Ms Kati Anttala, Senior Specialist, Ministry of Education and Culture, International Relations
Ms Teija Felt, Team Leader, Competent Workforce, Ministry of Economic Affairs and Employment
Mr Tommi Himberg, Counsellor, Permanent Delegation of Finland to the OECD and UNESCO
Ms Saara Ikkela, Senior Specialist, Ministry of Education and Culture
Mr Dan Koivulaakso, State Secretary of the Minister of Education, Ministry of Education and Culture
Ms Minna Nieminen, Senior Specialist, Ministry of Economic Affairs and Employment
Mr Janne Savolainen, Special Adviser, Ministry of Economic Affairs and Employment
Mr Lauri Tuomi, CEO, Finnish Lifelong Learning Foundation
Mr Markku Virtanen, Ministerial Adviser, Ministry of Economic Affairs and Employment
Mr Björn Wallén, Chair of Finnish Adult Education Association (FAEA)

France

Mme Claire Ariston, adjointe au chef du bureau des lycées professionnels, de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue, ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse/ DGESCO
Mme Suzy Halimi, conseillère éducation, Commission nationale française pour l'UNESCO
M. Elie Maroun, chef de projet, Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI)
M. Nicolas Marques, sous-directeur des relations internationales, ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
M. Eric Mechoulam, conseiller, Commission nationale française pour l'UNESCO
M. Philippe Milloux, attaché de coopération éducative, ambassade de France au Maroc
Mme Nadine Prost, chargée de mission pour l'UNESCO et la Francophonie, ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse

Gabon

- S. E. Mme Camélia Ntoutoume Leclercq, ministre de l'Éducation nationale, chargée de la Formation civique, ministère de l'Éducation nationale
- M. Hugues Bissagou, chargé d'étude, Direction générale de l'éducation civique et de l'alphabétisation
- M. Nicolas Bounounou, directeur général, Direction générale de l'éducation civique et de l'alphabétisation
- M. Saturnin Ebibie Evoung, inspecteur chercheur à l'Institut pédagogique national
- M. Patrick Emery Essongue, professeur associé à l'Institut pédagogique national
- M. Davy Lionel Irounguy Mouckany, chef du protocole, ministère de l'Éducation nationale
- M. Frédéric Leckyou, directeur général adjoint, ministère de l'Éducation nationale, chargé de la Formation civique
- M. Adrien Makaya, directeur de l'Institut pédagogique national, ministère de l'Éducation nationale
- M. Pascal Massande, directeur de l'enseignement primaire, ministère de l'Éducation nationale du Gabon
- M. Ferdinand Patrick Mba Essono, chargé d'études du directeur général de l'enseignement scolaire et normal, ministère de l'Éducation nationale et de la Formation civique
- Mme Blanche-Reine Mebaley, directrice générale de l'enseignement scolaire et normal, ministère de l'Éducation nationale
- M. Telesphore Moussavou, chef de service, Direction générale de l'éducation civique et de l'alphabétisation
- M. Joel Ollomo Assoumou, chargé d'études, ministère de l'Éducation nationale, chargé de la Formation civique
- M. Alain Loïc Tchiloumbou, chef de département EDM à l'Institut pédagogique national

Gambie

- Ms Ceesay Binta, Education Officer, Adult and Non-Formal Education Unit
- Mr Saikou Dibba, Principal Education Officer, Ministry of Basic and Secondary Education
- Mr Lamin Janneh, Education Officer, Regional Education Directorate 3

Georgie

- Ms Maja Avramovska-Trpevska, Regional Director, DVV International
- Ms Nino Babalashvili, Director, Georgian Adult Education Network (GAEN)
- Ms Mariam Davituliani, Coordinator of Vocational Training and Retraining programmes, Skills Agency
- Ms Natia Gvirishvili, Deputy Head of VET Department, Ministry of Education and Science
- Ms Nino Khachidze, Adviser, Skills Agency
- Ms Tamar Kitiashvili, General Director, Skills Agency
- Ms Kristine Maglakelidze, Private Sector Partnership Manager, DVV international Georgia
- Ms Magda Mamaladze, Innovative Learning Officer, Vocational Skills Agency
- Ms Tamar Samkharadze, Deputy General Director, Skills Agency
- Ms Lali Santeladze, Director, DVV International Georgia Country Office
- Ms Ana Shengelia, Adult Education Manager, Skills Agency
- Ms Khatia Tsiramua, Competency and Work Based Learning Consultant, Skills Agency/Asian Development Bank Modern Skills for Better Jobs Sector Development Program
- Ms Nino Revishvili, Institutional Strengthening Team, Leader, Skills Agency

Ghana

- Ms Catherine Appiah-Pinkrah, Director ; Administration, Ministry of Education
- Mr Francis Asumadu, Executive Director, Complementary Education Agency
- Mr Emmanuel Ntim, Deputy Executive Director, Complementary Education Agency

Grenade

- Ms Kisha Gellineau, Secretary General ; Grenada National Commission for UNESCO, Ministry of Education, Human Resource Development, Religious Affairs and Information
- Mr Norman Gilbert, Permanent Secretary, Ministry of Education ; Human Resource Development Religious Affairs and Information

Guatemala

H. E. Ms Vilma Lorena León Oliva de Hernández,
Vice Minister of Extracurricular and Alternative
Education, Ministry of Education
Ms Lucrecia Marisol Alegría Milla de Melgar, General
Director of Extracurricular and Alternative
Education, Ministry of Education

Guinée

M. Julien Bongono, secrétaire général, ministère
de l'Enseignement pré-universitaire et de
l'alphabétisation
M. Momo Damba, directeur national de l'alphabé-
tisation, de l'éducation non formelle et de la
promotion des langues nationales, ministère
de l'Enseignement pré-universitaire et de
l'Alphabétisation
M. Mohamed Sanoussy Kaba, conseiller juridique,
ministère de l'Enseignement pré-universitaire
et de l'Alphabétisation

Guinée-Bissau

Sra. Mame Leonilde Faye Nascimento Lopes,
Diretora General, Ministério de Educação
Nacional

Guinée équatoriale

Sr. Yaye Alcantara Pancraccio, Tecnico, Ministerio de
Educación, Enseñanza Universitaria y Deportes
Sr. Nsue Mengue Vicente Nsue, Secretario de Estado
de Enseñanza Superior y Secundaria, Ministerio
de Educación, Enseñanza Universitaria y
Deportes

Guyana (République du)

Mr Mohammed Hussain, Chief Schools Inspector,
Ministry of Education

Haïti

M. Guy Philippe Auguste D'Meza, membre du
Cabinet du ministre de l'Éducation nationale
et de la Formation professionnelle, ministère
de l'Éducation nationale et de la Formation
professionnelle
M. Jacques Yvon Pierre, consultant, Université d'État
d'Haïti

Îles Cook

H.E. Ms Danielle Tungane Cochrane, Secretary of
Education, Cook Islands Ministry of Education

Îles Salomon

H.E. Ms Lanelle Tanangada, Minister of Education
and Human Resources Development,
Ms Christina Victoria Bakolo, Manager Policy
Analysis, Ministry of Education and Human
Resources Development

Indonésie (République d')

H. E. Mr Nadiem Anwar Makarim, Minister of
Education, Culture, Research and Technology
of Indonesia, Ministry of Education, Culture,
Research and Technology
Mr Airlangga Hartarto, Coordinating Minister,
Ministry for Economic Affairs
Mr Sumartono Darmanto, Senior Adviser, Kartu
Prakerja (Pre-Employment Card) Project
Management Office at Coordinating Ministry of
Economic Affairs
Ms Elvie Indayani, First Secretary, Permanent
Delegation of the Republic of Indonesia to
UNESCO
Mr Ismunandar Ismunandar, Deputy Permanent
Delegate, Permanent Delegation of the
Republic of Indonesia to UNESCO
Mr Cahyo Prihadi, Director of Monitoring and
Evaluation, Coordinating Ministry for Economic
Affairs

Iran (République islamique d')

H.E. Mr Alireza Abdiraziabad, Deputy Minister,
Ministry of Education

Irlande

Ms Roisin Doherty, Director, State Agency Further
Education and Training (SOLAS)
Ms Dearbháil Lawless, Head of Advocacy, Ireland's
National Adult Learning Organisation (AONTAS)
Ms Mary McGarry, Head of Further Education and
Training, Department of Further and Higher
Education, Research, Innovation and Science
Ms Niamh O'Reilly, CEO, AONTAS

Italie

Ms Maria Antonietta Biaggioli, Head Teacher,
Ministry of Education

Ms Mariantonietta Salvucci, Officer – External
Relations, Cabinet of the Minister for
International Relations, Ministry of Education

Japon

Mr Kosei Abiko, Assistant Minister for Lifelong
Learning, Ministry of Education, Culture, Sports,
Science and Technology

Mr Yoichi Anezakie, Emeritus Professor, Hokkaido
University

Ms Yoko Arai, Officer for International Affairs, Japan
Association for Promotion of Social Education

Ms Yoshimi Fujimura, International Exchange
Committee Member, Japan Society for the
Study of Adult and Community Education

Mr Tsuguru Higa, Development Education
Association and Resource Center

Ms Yoko Ito, NGO staff, Development Education
Association and Resource center

Ms Keiko Iwahashi, Chairman of the Kagoshima
Prefectural Council of Social Education
Commissioners

Ms Rie Koarai, Deputy Secretary-General, Japan
NGO Network for Education

Mr Masahiro Koizumi, Head of the Secretariat,
Sapporo Freedom School Yu

Ms Makiko Kondo, Vice Chair, Development
Education Association and Resource Center

Mr Takeshi Matsuda, Human Life Sciences Associate
Professor, Fuji Woman's University

Mr Takafumi Miyake, Secretary General, Japan NGO
Network for Education

Mr Takumi Momosaka, Officer of Lifelong Learning
Promotion Division, Education Policy Bureau,
Ministry of Education, Culture, Sports, Science
and Technology

Ms Chizuko Nagaoka, Director, Japanese Society for
the Study of Adult and Community Education

Ms Eno Nakamura, Secretary General, Development
Education Association and Resource Center
(DEAR)

Mr Takashi Nakamura, Deputy Director of Lifelong
Learning Promotion Division, Education Policy
Bureau, Ministry of Education, Culture, Sports,
Science and Technology

Ms Yoko Nakato, Gender Workshop Chief, Japan
Association for Promotion of Social Education

Mr Ryogo Ogino, Chief Editor, Japan Society for the
Study of Adult and Community Education, Saga
University

Mr Kiichi Oyasu, Director, Education Cooperation,
Asia-Pacific Cultural Centre for UNESCO

Ms Katsuko Sato, former President of the Society for
the Study of Adult and Community Education,
Ministry of Education, Culture, Sports, Science
and Technology

Ms Ryoko Shishido, Manager of International
Operation Division, National Federation of
UNESCO Associations in Japan (NFUAJ)

Ms Asuka Taguchi, Unit Chief of Lifelong Learning
Promotion Division, Education Policy Bureau,
Ministry of Education, Culture, Sports, Science
and Technology

Ms Jun (Kazato) Taika, Conseillor, Permanent
Delegation of Japan to UNESCO

Ms Kaori Toyoda, former Member of International
Committee of the Japan Society for the Study
of Adult and Community Education, Ministry
of Education, Culture, Sports, Science and
Technology

Mr Hiroyuki Yumoto, Representative Director,
Development Education Association and
Resource Center

Jordanie (Royaume hachémite de)

H.E. Mr Wajih Owais, Minister of Education and Higher Education and Scientific Research, Ministry of Education

Ms Faiza Abo-Dari, Member of education department, Jordan National Commission for Education, Culture and Science

Mr Nouh Alhindawi, Director of Information Technology & E-Transformation, Ministry of Higher Education and Scientific Research

Mr Sultan Al-khlaif, Head of Education Department, Jordan National Commission for Education, Culture and Science

Mr Ahmad Almasafa, Director of Public Education, Ministry of Education

Mr Khaled Al-Muhareb, Head of the Non-formal Education Department, Ministry of Education

Ms Ibtisam Ayoub, Secretary of the Jordanian National Committee for Education and Culture, Jordan National Commission for Education, Culture and Science/Ministry of Education

Mr Nabil Hanaqta, Director, Ministry of Education

Mr Jawad Jawad Al-Gousous, Country Director of the DVV international Jordan

Kazakhstan (République du)

Ms Rauza Mendaliyeva, Chief Expert, Ministry of Education and Science

Kenya (République du)

Mr Paul K'Angira, Director, Human Resource Management and Development, Ministry of Education

Ms Joyce Kinyanjui, Personal Assistant to the Chief Administrative Secretary, Ministry of Education

Ms Nancy Mbugua, Deputy Director of Programme-Education, Kenya National Commission for UNESCO

Mr Franklin Mugambi, Director of Adult Education, Ministry of Education

Ms Sara Ruto, Chief Administrative Secretary, Ministry of Education

Kyrgyzstan (République Kirghise)

Mr Rasul Abazbek, Deputy Minister, Ministry of Education and Science

Ms Evgenia Boiko, Head of the Strategic Planning Department, Ministry of Education and Science

Lao (République démocratique populaire)

H.E. Ms Phout Simmalavong, Minister of Education and Sports, Ministry of Education and Sports

Ms Philany Phissamay, Deputy Director General Department for Non-Formal Education, Ministry of Education and Sports

Lesotho (Royaume du)

Mr Dira Khama, Principal Secretary Basic Education, Ministry of Education

Lettonie (République de)

Ms Baiba Baskere, Deputy Director of Department, Ministry of Education and Science

Ms Ruta Gintaute-Marihina, Director of VET and Adult Education Department, Ministry of Education and Science

Ms Laura Iveta Strobe, Senior Expert – Project Manager, Ministry of Education and Science

Ms Laura Treimane, Counsellor for Education and Science, Permanent Delegation of the Republic of Latvia to the OECD and UNESCO

Ms Anastasija Volkonska, Senior Expert on Adult Learning, Ministry of Education and Science

Liban

M. Pierre Moussa Baz, conseiller administratif, ministère des Affaires sociales

Mme Geagea Neamat, directrice de l'éducation des adultes, ministère des Affaires sociales

Libéria (République du)

Ms Vivian Logan, National Coordinator Alternative Learning Program, Ministry of Education

Ms Julay Siah Jargbah, Senior Programme Officer, Ministry of Education

Mr Thomas Richard Clarke, Director for Alternative Education, Ministry of Education

Libye

Mr Ousama Abdelhadi, Director of Archives and IT Department & Education Expert – Libyan National Commission for UNESCO

Ms Azeezah Hafith, Expert in Adult Education, Ministry of Education

Mr Mohamed Issa, Director of Literacy and Adult Education, Ministry of Education

Lituanie

Ms Inga Jagelavičiūtė, President, Lithuanian Association of Adult Education
Mr Julius Jakučinskas, Director of Lifelong Learning Department, Ministry of Education, Science and Sport of the Republic of Lithuania
Ms Daiva Malinauskiene, Member of the Board of Lithuanian Association of Adult Education, Director of Soros International House
Mr Tomas Pūtys, Head of Non-formal Education Division, Ministry of Education, Science and Sport
Ms Aldona Reksniene, Vice-Rector, Medardas Cobotas University of the Third Age
Mr Saulius Samulevicius, Head of Adult Education Unit, Qualifications and Vocational Education and Training Development Centre
Ms Dalia Stabrauskaite, Education Programme Coordinator, Lithuanian National Commission for UNESCO
Ms Vilma Tubutiene, Head, Siauliai Municipality Educational Center

Luxembourg

Mme Françoise Chotro, responsable de projet, ministère de l'Éducation nationale, éducation des adultes
M. Romain Mahowald, directeur adjoint du service de la formation des adultes, ministère de l'Éducation nationale
Mme Aline Schott, responsable de projet, ministère de l'Éducation des Adultes, éducation des adultes

Madagascar (République de)

M. Serge Dieu Donné Mamba, directeur de l'éducation non formelle auprès du ministère de l'Éducation nationale
M. Téophil Rabenandrasana, directeur général en charge des établissements scolaires, ministère de l'Éducation nationale

Malaisie

Mr Ahmad Masrizal bin Muhammad, Deputy Minister, Ministry of Higher Education
Mr Azirin Abdul Aziz, Director, Polytechnic METrO Johor Bahru
Mr Muhammad Firdaus Abdul Talib, Assistant Secretary, Ministry of Higher Education
Mr Kamaludin Daud, Director, Sultan Abdul Halim Mu'adzam Shah (POLIMAS)
Mr Yang Asri Hamadudin, Principal Assistant Secretary, Ministry of Higher Education
Mr Mohd Ruzi Hamzah, Director, Ministry of Higher Education
Ms Khadijah Kok Abdullah, Assistant Secretary, Ministry of Higher Education
Ms Noorfazlina Mohd Shahid, Principal Assistant Secretary, Ministry of Higher Education
Ms Hani Halimahtun Othman, Senior Principal Assistant Secretary, Ministry of Higher Education
Ms Suraya Hani Saleh, Deputy Undersecretary, Policy and Research Division, Ministry of Higher Education

Malawi (République du)

H.E. Ms Patricia Annie Kaliati, Minister, Ministry of Gender Community Development and Social Welfare
Mr Chikoti Chifuniro, Assistant Programme Officer for Education, Malawi National Commission for UNESCO
Mr David Harrington, Regional Director, DVV International
Mr Isaac Katopola, Coordinator, Ministry of Gender and Community Development and Social Welfare
Mr Voice Mhone, Director, NGO Board of Malawi
Mr David Mulera, Deputy Executive Secretary, Malawi National Commission for UNESCO
Mr Limbani Nsapato, Country Director, Edukans Foundation Malawi
Ms Merina Phiri, Lecturer, Catholic University of Malawi
Ms Clotilda Olive Sawasawa, Director of Community Development, Ministry of Gender, Community Development and Social Welfare
Ms Elizabeth Tonthola, Personal Assistant to the Honourable Minister of Gender, Community Development and Social Welfare

Mali (République du)

Mme Fatoumata Hama Cissé, directrice nationale de l'éducation non formelle et des langues nationales, ministère de l'Éducation nationale
M. Pasoun Louis Gerad Dakouo, attaché, ministère de l'Éducation nationale
Mme Kadia Maiga, point focal UNESCO, ministère de l'Éducation nationale
M. Boubacar Taboure, directeur général, ministère de l'Éducation nationale
M. Oumar Traoré, chef de Cabinet, ministère de l'Éducation nationale

Malte

Mr Peter Mayo, Academic, University of Malta

Maroc (Royaume du)

S. E. M. Aziz Akhannouch, chef du gouvernement, gouvernement
S. E. M. Chakib Benmoussa, ministre de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports, ministère de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports
S. E. M. Abdellatif Miraoui, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation
S. E. M. Younes Sekkouri, ministre de l'Inclusion économique, de la petite Entreprise, de l'Emploi et des Compétences, ministère de l'Inclusion économique, de la petite Entreprise, de l'Emploi et des Compétences
M. Ahmed Abbadi, secrétaire général, Rabita Mohammadia des Oulémas
M. Abdel-Ilah Afifi, secrétaire général, département de la Culture
M. Hicham Afify, président commune territoriale d'Ifrane
M. Moulay Driss Aguelmam, directeur de l'action sociale et culturelle et de la réinsertion des détenus, Délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion
M. Arafat Athmoun, secrétaire général, département de la Formation professionnelle
Mme Amal Babaali, directrice de communication, ministère de l'Éducation nationale

M. Adil Bajja, directeur de la stratégie des statistiques et de la planification, ministère de l'Éducation nationale du Préscolaire et des Sports
M. Youssef Belqasmi, secrétaire général, ministère de l'Éducation nationale
M. Marouane Benassila, fonctionnaire, ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication
Mme Imane Benzarouel, adjointe au directeur exécutif, Fondation marocaine pour l'éducation financière
M. Achraf Berrazzouk, adjoint au maire, Marrakech, et ministre de l'Aménagement du Territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, Royaume du Maroc,
M. Aziz Bouighane, gouverneur de la Province Rhamna, Province Rhamna, ministère de l'Intérieur,
M. Fouad Chafiki, directeur des curricula, ministère de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports
M. Karim Cheikh, vice-président Commission Capital humain, CGEM
M. Said Doukali, Administrateur, DVV International
M. Jamal Eddine El Aloua, secrétaire général, Commission nationale pour l'Education, les Sciences et la Culture
M. Abdelouahhad El Jabri, Gouverneur, ministère de l'Intérieur
Mme Nadia El Hnot, directrice de la coopération et de l'action culturelle, ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger
M. Ahmed El Karimi, directeur d'Académie régionale d'éducation et de formation, Académie régionale d'éducation et de formation Marrakech-Safi
M. Abdelali El Khatib, fonctionnaire, Direction générale des collectivités locales, ministère de l'Intérieur
M. Abdeljabar El Kirami, directeur, Centre régional des métiers de l'éducation et de la formation Marrakech-Safi
Mme Rokia El Mahmoudi, cheffe de la Division de l'évaluation et de la communication, Département de la formation professionnelle

M. Hassan El Mellouki, Chef de service, Département de la pêche maritime

M. Mohammed El Meski, conseiller chargé de l'éducation, Chefferie du gouvernement

M. El Mahjoub El Habibi, retraité, ministère de l'Éducation nationale

Mme Fatiha Ennabihe, cheffe de Division coopération et partenariat, Département de la formation professionnelle, ministère de l'Inclusion économique, de la petite Entreprise, de l'Emploi et des Compétences

Mme Meriame Gam, membre du Comité d'audit, CGEM

M. Ayoub Ghadfa, chef de service, Entraide nationale

M. Abdelmajid Hallaoui, directeur, Formation professionnelle

M. Azzeddine Ismail, conseiller auprès du ministre de l'Inclusion économique, de la petite Entreprise, de l'Emploi et des Compétences, ministère de l'Inclusion économique, de la petite Entreprise, de l'Emploi et des Compétences

M. Mohamed Hicham Ferrassi, directeur du foncier rural, Agence MCA

M. Omar Kherbane, retraité, ex responsable du ministère de l'Économie et des Finances

Mme Houda Jabli, consultante communication Alpha 3, GIZ / Alpha 3

M. Abdelouahab El Jabri, gouverneur, ministère de l'Intérieur

M. Ahmed Joumani, chef de Cabinet, ministère de l'Éducation nationale

M. Miloud Lahchimi, expert permanent de l'assistance technique ALPHA III, Délégation de l'Union européenne

M. Mhamemed Laraki, retraité, ex responsable de la Division d'éducation des adultes, ministère de l'Éducation nationale

M. Abdeslam Loumissi, fonctionnaire, Institution constitutionnelle

M. Ignacio Martínez Boluda, coordinateur général – Bureau technique de coopération au Maroc, Coopération espagnole

M. Abdelali Mastour, président du Forum de la citoyenneté, Forum de la citoyenneté

M. Larbi Meyad, expert juriste, professeur vacataire, Université Mohamed 5, Rabat

Mme Samira Mizbar, manager GIS, Agence MCA

M. Khattar Mjahdi, directeur, Entraide nationale

M. Aziz Nahya, directeur, Coopération enseignement privé et Vie scolaire, ministère de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports

M. Mohammed Oulot, professeur, ministère de l'Éducation nationale

Mme Hayfa Rouas, cheffe de mission adjointe, Délégation permanente du Royaume du Maroc auprès de l'UNESCO

M. Khalid Safir, Wali - directeur général des collectivités territoriales, ministère de l'Intérieur

M. Mohamed SalahTamek, délégué, DGAPR

M. El Mehdi Sejjar, fonctionnaire, ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication

M. Elmustapha Thadi, fonctionnaire, ministère de l'Économie et des Finances

Mme Rkia Zakhour, Cheffe de service coopération multilatérale de la formation professionnelle, Secteur de la formation professionnelle, ministère de l'Éducation nationale

Agence nationale de lutte contre l'analphabétisme (ANLCA)

M. Abdessamih Mahmoud, directeur

M. Ouaziz Abdessamad, délégué provincial

Mme Hanane Alami, cheffe de département

M. Mohammed Amine Douai, cadre

M. Brahim Aouijil, délégué provincial

M. Abdelhak Aqil, directeur régional

M. Khalid Attouchi, délégué provincial

M. Lahoucine Barakat, délégué provincial

Mme Safae Barbouch, cadre

M. Jamal Benaboud, délégué provincial

M. Mohamed Said Benyahya, délégué provincial

M. Bouchaib Bejtit, délégué provincial

M. Rachid Bisa, délégué provincial

M. Mohamed Boualam, cadre

M. Fathallah Bouazza, délégué provincial

M. Rachid Boukbech, délégué provincial

M. Boujemaa Bounane, directeur régional

Mme Naoual Diouri, cadre

M. Khalid Douki, délégué provincial

Mme Tiftri Elasri, cadre

Mme Kaoutar El Andaqi, cadre

M. Hassane El Bakraoui, chef de service

Mme Karima El Darabi, cadre

M. Brahim El Fyék, délégué provincial
 M. Moulay Rachid El Hassani El Alaoui, directeur régional
 M. Younes El Kassimi, délégué provincial
 Mme Fatima El Maaroufi, fondée de pouvoir
 M. Abdelhafid Elmostaid Billah, délégué provincial
 M. Rachid Elmoultaki, délégué provincial
 M. Mohamed Esselasy, délégué provincial
 M. Abderrahmane Fadel, cadre
 M. Said Falaq, directeur régional
 M. Abdellatif Farabi, membre commission scientifique
 M. Benachir Faraji, délégué provincial
 M. Khalid Fettah, directeur régional
 M. Abdelaziz Filali Sadouk, directeur régional
 M. Mohamed Follouss, délégué provincial
 Mme Nadira Haimani, cadre
 Mme Aatidal Hamame, déléguée provinciale
 Mme Miriam Hanaoui, déléguée provinciale
 Mme Najlae Harmouch, cadre
 M. Mohamed Hedrane, délégué provincial
 M. Moulay El Habib Ifleh, délégué provincial
 Mme Fatiha Jabbar, cadre
 M. Khalid Jamaï, directeur régional
 M. Abdellah Khaloub, directeur régional
 M. Abdellatif Khazif, chef de département
 Mme Rajia Laaouj, cadre
 M. Ali Machich, délégué provincial
 M. Mustapha Mamaoui, délégué provincial
 Ms Salwa Mansour, cadre
 M. Mohamed Mazigh, délégué provincial
 M. Brahim Morabit, cadre
 M. Sabir Najim, cadre
 M. Abdelaaziz Oubeza, délégué provincial
 M. Vincent Potier, expert européen
 M. Jamal Qassid, délégué provincial
 M. Said Qirmane, délégué provincial
 M. Mohammed Rahmani, chef de département
 M. Hassan Rahmoun, délégué provincial
 M. El Bachir Rais, délégué provincial
 M. Abdellah Rihim, directeur régional
 M. Rachid Rkibi, chef de service
 Mme Hayat Stitou, déléguée provinciale
 M. Hicham Tajmout, cadre
 Ms Fatima Zohra Zemhari, cadre

Maurice (République de)

Mr Aveenash Appadoo, Head Planning and Research Unit, Ministry of Gender Equality and Family
 Ms Dorothy Cooshna-Naik, Senior Lecturer at Centre for Innovative and Lifelong Learning (CILL), University of Mauritius
 Ms Kiran Luxhmi Panday, Administrator, Ministry of Education, Tertiary Education, Science and Technology

Mauritanie (République islamique de)

M. Ely Brahim Cheikhna, chef de service, alphabétisation
 M. Ahmedou Chouaib, attaché administratif, éducation

Mexique (États-Unis mexicains)

Sra. Marisela Calderón, Encargada de Subdirección de Comunicación Social, Instituto Nacional para la Educación de los Adultos (INEA)
 Sra. Yareli Gamiño, Encargada de Redes Sociales del INEA
 Sra. Cecilia Orozco, Directora Académica, INEA
 Sra. Josefina Patiño, Subdirectora de Contenidos para Población Indígena y Grupos Específicos, INEA
 Sr. Jose Carlos Rocha, Subdirector de Formación, INEA

Mongolie

Ms Oyunaa Purevdorj, Director of Education Policy and Planning Department, Ministry of Education and Science of Mongolia

Mozambique (République du)

Ms Antuia Soverano, National Director for Youth and Adult Education, Ministry of Education and Human Development

Myanmar (République de l'Union du)

Ms Hnin Wai Lwin Oo, Diplomat, Embassy of the Republic of the Union of Myanmar in Paris
 Ms T Kham Seng, Minister Counsellor, Embassy of the Republic of the Union of Myanmar in Paris
 Mr Kyaw Zeya, Ambassador, Embassy of the Republic of the Union of Myanmar in Paris

Namibie (République de)

Ms Helena Magano Asino, Chief Education Officer,
Directorate of Education, Arts and Culture,
Ministry of Education, Arts and Culture
Ms Helena Endjala, Senior Education Officer,
Ministry of Education, Arts and Culture
Ms Elvi Kamati, Senior Education Officer, Ministry of
Education, Arts and Culture
Ms Selma Ndeyapo Kandjengo, Senior Education
Officer, Ministry of Education, Arts and Culture
Ms Vinus Mwadhina Mutota, Ministry of Education,
Arts and Culture
Ms Fransina Ndapandula Ndunge, Senior Adult
Education Officer, Ministry of Education, Arts
and Culture
Ms Mbango Leena Peneyambeko Tegelela, Chief
Education Officer, Adult Education, Ministry of
Education, Arts and Culture

Nauru (République de)

Ms Floria Detabene, Director of TVET, Ministry of
Education and Training
Ms Darrina Kun, Secretary for Education and
Training, Ministry of Education and Training
Mr Laurie Williams Teboua, Assistant Director for
Youths, Youth Department

Nepal

Mr Deepak Sharma, Joint Secretary, Ministry of
Education, Science and Technology
Mr Nilkantha Dhakal, Director, Centre for Education
and Human Resource Development, Ministry of
Education Science and technology,
Ms Prativa Shrestha, Senior Programme Coordinator,
UNESCO

Nicaragua

Sr. Omar Cortedano, Director General de Educación
de Jóvenes y Adultos del Ministerio de
Educación (MINED), Ministerio de Educación

Niger

M. Mikail Ahmed, DGIFAENF, Institution de forma-
tion en alphabétisation et éducation non
formelle
M. Aminou Yacouba, directeur général de l'alpha-
bétisation et de l'éducation non formelle,
ministère de l'Éducation nationale

Nigéria (République fédérale du)

Ms Cordelia Adamu, National Director of
Programmes and Projects, Non-Governmental
Association for Literacy Support Services
Mr Damian Mary Adeleke, Director of Programmes,
Civil Society Action Coalition on Education for
All
Ms Odinakachi Ahanonu, Coordinator of Secretariat,
Civil Society Action Coalition on Education for
All
Mr Ismail Junaidu, Executive Secretary, Nigerian
Educational Research and Development
Council
Mr Ayotunde Omotomi, Deputy Director, Federal
Ministry of Education

Norvège (Royaume de)

Mr Erlend Bern Aaser, Adviser, Ministry of Education
and Research
Mr Stig Arne Skjerven, Deputy Permanent
Representative, Permanent Delegation of
Norway to UNESCO
Ms Camilla Hornkjøl, Intern, UNESCO

Nouvelle-Zélande

Mr Kieran Forrde, Senior Policy Manager, Ministry of
Education
Ms Sandy Morrison, Associate Professor, Senior
Lecturer/Associate Dean School of Māori and
Pacific Development, University of Waikato,
(representing ACE Aotearoa)

Oman (Sultanat d')

Ms Nawal Al Ajmi, Literacy Section Head, Ministry of
Education
Mr Ahmed Al Bahri, Supervisor, Ministry of
education
Ms Alaya Al Habsi, Director General, Directorate
General of Education of North A'Sharqiya
Governorate, Ministry of Education
Mr Bader Al Ghafri, Supervisor, Ministry of Education
Ms Farah Al Harmi, Section Head, Oman National
Commission for UNESCO
Mr Hamood Hamed Hamood Al-Omairi, Supervisor
for Continuing Education, Ministry of Education

Ouganda

Mr Kasiita Ismail, National Coordinator, Uganda Literacy and Adult Learners' Association
Ms Keihangwe Stellah Tumwebaze, Executive Director, Literacy and Adult Basic Education
Ms Imelda Kyaringabira Engabi, Principal Literacy Officer, Ministry of Gender, Labour and Social Development
Mr Caesar Kyebakola, Country Director, DVV International Uganda
Mr Apollo Mulondo, Literacy Facilitator and Curriculum Expert, Refugee Law Project, School of Law, Makerere University
Ms Dianah Nampijja, Lecturer, Makerere University
Mr Willy Ngaka, Senior Lecturer & Head, Department of Adult and Community Education, Makerere University
Mr Samuel Nyende, doctoral researcher, Makerere University
Mr Everest Tumwesigye, Commissioner Community Development and Literacy, Ministry of Gender, Labour and Social Development
Mr Saul Tumwine, Secretary General, Association of Professional Adult Educators in Uganda (APAEU)

Ouzbékistan

Mr Utkirjon Alijonov, Head of Department, Ministry of Higher and Secondary Specialized Education
Ms Bonu Azizova, Head of Lifelong Learning System Research, Institute for Labour Market Research under the Ministry of Employment and Labour Relations
Mr Erkin Kurbonov, Head of Department, Ministry of Public Education
Mr Odil Kuysinov, Deputy Head, State Inspectorate for Supervision of Quality in Education
Mr Asan Opayev, Head of Human Resources Department, Institute for Labour Market Research
Ms Malika Rashidova, Leading Assistant, Ministry of Public Education

Pakistan (République islamique du)

Mr Syed Akbar, Director Education, National Commission for Human Development
Mr Syed Tufail Hussain Bukhari, Director of Education, Education Department
Mr Muhammad Athar Hussain, Associate Professor, Distance, Non-formal and Continuing Education, Allam Iqbal Open University Islamabad
Mr Abdul Rauf, Secretary Secondary Education Department, Government of Balochistan, Secondary Education Department
Ms Sajida Shamsi, Deputy Secretary General, Pakistan National Commission for UNESCO, Islamabad

Palaos (République des)

Mme Sania El Kadi, Deputy Permanent Delegate, Permanent Delegation of Palau to UNESCO

Palestine (État de)

Ms Ghadeer Fannoun, Head of Special Education Department/ Adult Education Department, Ministry of Education

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Mr Bembe Gihro Gerepo, Project Officer, Department Education
Mr Peter Kants, Deputy Secretary – TVET & UNESCO Directorate, Department of Education

Paraguay (République du)

Sra. Nora Benítez de Cuevas, Jefe de Departamento Educación de Adultos, Ministerio de Educación y Ciencias
Sra. Cintia Noemi Duré Mancuello, Técnico, Ministerio Educación y Ciencias
Sr. Gustavo Gustavo Adolfo Céspedes Servin, Técnico Pedagógico de Alfabetización, Ministerio de Educación y Ciencias
Sra. Lourdes Villalba Abed, Directora General de Educación Permanente de Personas Jóvenes y Adultas, Ministerio de Educación y Ciencias

Pays-Bas (Royaume des)

Mr Louis Roijmans, Policy Adviser, Ministry of Social Affairs and Employment

Ms Rexin Singotani, Senior Policy Adviser, Dutch Ministry of Social Affairs and Employment

Pérou (République du)

Sr. Luis Alberto Céspedes Ballona, Responsable de Gestión y Articulación Territorial del Ministerio de Educación, Ministerio de Educación

Sra. Lucila Landeo Sanchez, Directora de Educacion Basica Alternativa Minedu, Ministerio de Educación

Sr. Tito Medina Warthon, Director General de Educación Básica Alternativa, Intercultural Bilingue y de Servicios Educativos en el Ámbito Rural, Ministerio de Educación

Sr. Cesar Picón, Asesor Principal – DVV International Perú

Sr. José Fermín Prado Macalupú, Coordinador de Fortalecimiento de Capacidades, Ministerio de Educación

Sr. Walter Pedro Quispe Rojas, Director Nacional, DVV International

Sra. Silvia Enriqueta Torres Huamani, Responsable De La Actualizacion De Politicas Y Proyectos, Ministerio De Educacion

Philippines (République des)

Ms Leonor Magtolis Briones, Education Secretary, Department of Education

Ms G.H. Ambat, Assistant Secretary for Alternative Learning System, Department of Education

Ms Margarita Consolacion Ballesteros, Director IV – Department of Education Philippines, Department of Education

Ms Lindsay Barrientos, Deputy Executive Director, Philippine National Commission for UNESCO

Mr John Joshua Cruz, Technical Assistant II – Department of Education Philippines

Ms Michelle Dulay, Programme Officer, Philippine National Commission for UNESCO

Ms Josephine Maribojoc, Undersecretary for Legal Affairs, Department of Education

Mr Joseph Jeric Umangga, Desk Officer, Department of Education

Pologne (République de)

Mr Stanislaw Drzazdzewski, General Counsel, Ministry of Education and Science

Ms Malgorzata Dybala, Senior specialist, Electronic Platform for Adult Learning in Europe (EPALE) National Support Service in Poland

Portugal

Excmo. Sr. João Costa, Ministro da Educação, Ministério da Educação

Sr. António Leite, Secretário de Estado da Educação

Sra. Paula Guimaraes, Professora, Instituto de Educação, Universidade de Lisboa

Sra. Conceição Menino, Técnico Especialista, Secretaria de Estado da Educação

Sra. Angelina Pereira, Técnico Especialista/Advisor, Gabinete do Secretário de Estado da Educação

Sra. Stela Rato, Técnica Especialista/Advisor, Gabinete do Secretário de Estado da Educação

Sra. Dina Soeiro, Educadora de Adultos, Professora, Escola Superior de Educação, Instituto Politécnico de Coimbra

Sra. Alexandra Teixeira, Chefe de Departamento, Agência Nacional para a Qualificação e Ensino e Formação Profissional

Qatar

Mr Ahmed Almuhanadi, Head of Adult Education Section, Ministry of Education and Higher Education

République centrafricaine

Mme Anne-Claire Balalou née Guedoukpou-Makassi, directrice générale de l'alphabétisation, de l'éducation permanente, non formelle et de la réinsertion professionnelle, ministère de l'Éducation nationale

M. Noël Ngoulo, enseignant-chercheur, ex-secrétaire général de l'Université de Bangui, École normale supérieure

République de Corée

Mr Kyung Koo Han, Secretary General, Korean National Commission for UNESCO
Ms Bogang Hong, Education Division Director, Korean National Commission for UNESCO
Mr Dae Joong Kang, President, National Institute for Lifelong Education
Ms TaeHee Kim, Deputy Team Leader/Lifelong Educator, Suwon City
Ms Hyejin Lee, Director of Lifelong Learning Education, Ministry of Education
Ms Min-Seon Park, Programme Specialist, National Institute for Lifelong Education
Ms Kyungsun Ryu, Expert, Suwon
Mr Heon Joo Suh, Director of Public Relations and International Affairs, National Institute for Lifelong Education
Ms Boram Yoo, Programme Specialist, Korean National Commission for UNESCO

République dominicaine

Sr. Santiago Andrés Peña Taveras, Director General de Educación de Jóvenes y Adultos, Ministerio de Educación

Roumanie

Ms Corina Daba-Buzoianu, Associate Professor, NSPA University
Ms Madlen Serban, Secretary General, National Commission of Romania for UNESCO
Mr Radu Szekely, Advisor to the Minister of Education, Ministry of Education

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Ms Fiona Boucher, Chef Executive, Scotland's Learning Partnership
Mr Alan Tuckett, Emeritus Professor, University of Wolverhampton

Saint-Christophe et Niévès (Saint Kitts et Nevis)

Ms Selma Broadbelt, Administrative Officer in the Adult and Continuing Education Division, Clarence Fitzroy Bryant College (CFBC)

Sainte-Lucie

Ms Mercreann Charles-Modeste, Education Officer, National Enrichment & Learning Unit, Ministry of Education, Sustainable Development, Innovations, Science, Technology & Vocational Training
Ms Sherry Julien, Education Officer, National Enrichment & Learning Unit, Ministry of Education, Sustainable Development, Innovations, Science, Technology & Vocational Training

Sénégal

Mme Ndeye Name Diouf, directrice de l'alphabétisation et des langues nationales, ministère de l'Éducation nationale
M. Aliou Ly, secrétaire général, Commission nationale sénégalaise pour l'UNESCO, ministère Education
M. Sidy Same, directeur, Centre national de ressources éducationnelles (CNRE)

Serbie (République de Serbie)

Mr Milos Blagojević, Assistant Minister, Ministry of Education, Science and Technological Development
Ms Vesna Fabian, Group Head, Ministry of Education, Science and Technological Development
Ms Jelena Grubacic, Adviser in Adult Education Programme Development, Group for Adult Education, Ministry of Education, Science, and Technological Development
Ms Mirjana Milanović, Head of the Group for Adult Education, Ministry of Education, Science and Technological Development
Ms Aleksandra Pejatović, Full Professor, Department of Andragogy, Faculty of Philosophy, University of Belgrade

Sierra Leone

Ms Olive Musa, Director, Minister of Education

Slovaquie

Ms Miroslava Klempová, State Adviser, Minority and Lifelong Learning Division, Department of Lifelong Learning
Ms Monika Korkešová, Director, Minority and Lifelong Learning Division, Department of Lifelong Learning

Slovénie (République de)

Mr Tadej Bernik, member, Andragoski Center Slovenije
Ms Nevenka Bogataj, Senior Researcher, Slovenian Institute for Adult Education
Ms Teja Dolgan, Head of Adult Education Unit, Ministry of Education, Science and Sport
Mr Gasper Hrastelj, Secretary General, Slovenian National Commission for UNESCO
Ms Nevenka Kocijančič, Senior Adviser, Slovenian Institute for Adult Education
Mr Borut Mikulec, Associate Professor, Faculty of Arts, University of Ljubljana,
Ms Jasmina Mirčeva, Researcher, Slovenian Institute for Adult Education
Ms Jasmina Orešnik Cunja, Senior Consultant, Slovenian Institute for Adult Education
Ms Zvonka Pangerc Pahernik, Head of Unit, Slovenian Institute for Adult Education
Ms Urška Pavlič, Expert, Slovenian Institute for Adult Education
Ms Mateja Pečar, Senior Adviser, Slovenian Institute for Adult Education
Ms Ema Perme, Policy Adviser, Ministry of Education, Science and Sport
Ms Nataša Potočnik, Director, Slovenian Institute for Adult Education
Ms Petra Smalcelj, Consultant, Slovenian Institute for Adult Education
Mr Andrej Sotošek, Senior Field Consultant, Slovenian Institute for Adult Education
Ms Tanja Vilič Klenovšek, Head of Unit, Slovenian Institute for Adult Education
Ms Patricija Virtic, Head of Global Citizenship Education, SLOGA – Slovenian NGO Platform for Development, Global Education and Humanitarian Aid

Soudan

Ms Amna Babiker, Teacher, National Council
Mr Osman Adam Hamd Saeed, Secretary General, National Council for Literacy and Adult Education
Mr Yahia Adam Mohamad, Director of Adult Education in Gedaref State, National Council for Literacy and Adult Education
Ms Wafaa Sidahmed Nouredin, Secretary General for the Sudanese National Commission for UNESCO

Soudan du Sud

Mr Kiri James Lokuto, Deputy Director for Literacy and Numeracy, Ministry of General Education and Instruction
Mr John Wani, Responsible for Alternative Non-Formal Education Programmes, Ministry of General Education and Instruction

Sri Lanka (République socialiste démocratique de)

Mr Saravanamuthu Dunaisingh, Head of Open Schools, National Institute of Education
Mr Kuruppu Arachchige Don Punyadasa, Director of Education, Ministry of Education

Suède (Royaume de)

Ms Kristina Persdotter, State secretary, Ministry of Education and Research
Mr Olof Elander, Senior Adviser, Swedish National Agency for Higher Vocational Education
Ms Emma Gunillasson, Senior Adviser, Swedish National Agency for Higher Vocational Education
Ms Jenny Jagsander, Deputy Director, Ministry of Education
Ms Emma Jansson, Desk officer, Ministry of Education and Research
Ms Frédérique Lémery, Desk officer, Ministry of Education and Research
Ms Carina Lindén, Deputy Director, Ministry of Education and Research
Ms Camilla Lindquist, Desk Officer, Ministry of Education and Research
Ms Malin Mendes, Senior Policy Adviser, Ministry of Education and Research
Ms Cecilia Palm, Secretary General, Folkuniversitetet
Mr Mikael Schultz, Deputy Permanent Delegate, Delegation of Sweden to the OECD and UNESCO
Ms Maria Skoglöf, Director of Education, Unit for Adult Education, Department of Curricula, Swedish National Agency for Education
Mr Joel Wiklund Hult, Programme Coordinator, Swedish National Commission for UNESCO

Suisse (Confédération suisse)

Mme Maja Huber Billeter, cheffe de section,
Direction de l'instruction publique et de la
culture, Canton de Berne

M. Bernhard Grämiger, directeur, Fédération Suisse
pour la formation continue (FSEA/SVEB)

M. Rémy Hübschi, directeur suppléant du secrétariat
d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation, SEFRI

Mme Theres Kuratli, responsable de projets (formation
continue), secrétariat d'État à la formation,
à la recherche et à l'innovation

M. Gaétan Lagger, responsable de projet, secré-
tariat d'État à la formation, à la recherche et à
l'innovation

Mme Clara Schwander, collaboratrice scientifique,
Département fédéral des Affaires étrangères

Syrie (République arabe syrienne)

Mr Nidal Hassan, Secretary General of the Syrian
National Commission for UNESCO

Ms Malak Yassin, Director of Child Culture, Ministry
of Culture

Tchad

M. Abraham Ahidjo, correspondant national de
la CONFEMEN/coordonnateur national de la
RAMAA, ministère de l'Éducation nationale et
de la Promotion civique

Mme Abras Rahma Hamidé, directrice des études,
École normale supérieure de N'Djaména

Thaïlande (Royaume de Thaïlande)

H.E. Ms Treenuch Thienthong, Minister of Education,
Ministry of Education

Ms Kanokwan Vilawan, Deputy Minister of
Education, Ministry of Education

Ms Duriya Amatavivat, Adviser to the Ministry of
Education

Mr Suphat Champatong, Permanent-Secretary for
Education, Ministry of Education

Mr Wira Khaengkasikarn, Deputy Secretary-General
for Education, Ministry of Education

Ms Supranee Khamyuang, Expert, Ministry of
Education

Ms Kochakorn Khatapan Acidre, Director of
Educational Development Unit, Regional
Education Office No. 9, Ministry of Education

Ms Sasina Leabchantra, Attachée to the Minister of
Education, Ministry of Education

Ms Ratchanin Pongudom, Foreign Relations Officer,
Ministry of Education

Mr Chaipreuk Sereerak, Adviser to the Minister of
Education, Ministry of Education

Ms Patsri Siriprapa, Director of International
Cooperation Unit, Ministry of Education

Ms Punramol Sutthirit, Foreign Relations Officer,
Professional Level, Office of the Non-Formal
and Informal Education, Ministry of Education

Mr Dech-siri Nopas, Lecturer, Kasetsart University

Timor-Leste (République démocratique du)

H.E. Mr Armindo Maia, Minister of Education, Youth
and Sport, Ministry of Education, Youth and
Sport

Togo

S. E. Mme Adjovi Lolonyo Anakoma-Apedoh,
ministre de l'Action sociale, de la Promotion de
la Femme et de l'Alphabétisation

M. Baoumodom Abete, directeur général de l'alpha-
bétisation et de l'éducation non formelle

M. Kokouvi Ahe, directeur régional de l'action
sociale Plateaux, ministère de l'Action sociale

M. A. Augustin Amovin-A., chef, section du matériel
didactique et de la documentation, Direction
de l'alphabétisation et de la formation des
adultes

M. Wedé Atoukoussi, directeur régional de l'action
sociale (région Kara), ministère de l'Action
sociale, de la Promotion de la Femme et de
l'Alphabétisation

M. Essohanam Batchassi, administrateur culturel,
Direction générale de l'alphabétisation et de
l'éducation non formelle

M. N'gmebib Bileba, secrétaire général, ministère de
l'Action sociale, de la Promotion de la Femme
et de l'Alphabétisation

Mme Abiola Donko-Keleou, Direction régionale de
l'Action sociale, de la Promotion de la Femme
et de l'Alphabétisation

Mme Ayélé Rosalie Eklou-Koevanu, directrice de l'al-
phabétisation et de la formation des adultes,
ministère de l'Action sociale, de la Promotion
de la Femme et de l'Alphabétisation

Mme Dede Soke Folly-Notsron, directrice régionale
de l'Action sociale (région du Grand Lomé),

ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation

M. Koffi Gani, directeur de Cabinet de la ministre de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation

M. Dametoti Kombate, directeur régional de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation/Savanes, ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation

M. Tchabouè Ouro-Agbandao, directeur régional de l'Action sociale, ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation

Mme Tchilalo Mawunani Essozimna Pouli, cheffe, Division alphabétisation et éducation non formelle, ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation

M. Signan Sama, directeur de l'éducation non formelle des adolescents, ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation

Tokelau

Ms Fiafiaga Sale, National Coordinator, Post School Education and Training, Department of Education; University of the South Pacific Centre Coordinator, Fakaofu

Tonga (Royaume des Tongas)

Ms Tilema Cama, Principal, Queen Salote School of Nursing, Ministry of Health

Ms Raelyn Esau, Director, Tonga Institute of Higher Education, Ministry of Education and Training

Ms Lusita Latu Jones, Director, Tonga Youth Employment and Entrepreneurship Inc

Ms Ungatea Fonua Kata, Director, Tupou Tertiary Institute

Ms Losana Latu, Principal & Member of the Tonga Research Association, St. Andrew's High School

Ms Lucy Moala-Mafi, Secretary-General, Tonga National Commission for UNESCO

Ms Keasi Takau Pongji, Executive Director, Civil Society Forum of Tonga

Ms Tangikina Moimoi Steen, Chief Executive Officer, Ministry of Education and Training

Ms Sela Tapa'atoutai Teisina, Director, Tonga Institute of Education, Ministry of Education and Training

Tunisie

Mme Fethia Akkar, directrice des affaires éducatives, des partenariats et de la gouvernance, Centre national d'éducation des adultes

M. Kamel Hajjem, secrétaire général, Commission nationale tunisienne pour l'éducation, la science et la culture

M. Fakher Lahouègue, sous-directeur des affaires éducatives, des partenariats et de la gouvernance, Centre national de l'enseignement des adultes

Türkiye (République de)

Ms Meltem Gülnar, National Education Expert, Ministry of Education

Ms Zeynep Meriçözgür, National Education Expert, Ministry of Education

Turkmenistan

Ms Merjen Durdyeva, Chief specialist of international department, Ministry of Education

Ms Gulnabat Gurdova, Chief expert, National Commission of Turkmenistan for UNESCO

Ms Tamara Hojamedowa, Chief specialist, National Education Institute

Tuvalu

Mr Neaki Letia, Director of Education, Government of Tuvalu

Mr Tufoua Panapa, CEO, Government of Tuvalu

Mr Tofiga Tinilau, UNESCO Program Officer, Government of Tuvalu

Ukraine

Mr Andrii Vitrenko, First Deputy Minister of Education and Science of Ukraine, Ministry of Education and Science

Mr Mykyta Andreev, Director, Ukrainian Adult Education Association

Mr Ihor Baluba, Head of Expert Group, Ministry of Education and Science

Ms Larysa Lukianova, Head of the Ukrainian Adult Education Association

Uruguay (République orientale de l')

Sr. Gonzalo Baroni Boces, Director Nacional de Educación del Ministerio de Educación y Cultura

Sra. Lorena Cousillas, Asesora EPJA, Ministerio de Educación y Cultura

Sra. Alicia Dambrauskas, Coordinadora Educación Jóvenes y Adultos, Dirección Nacional de Educación, Ministerio de Educación y Cultura

Sra. Maria Martina Duarte Siqueira, Asesora de Asuntos Internacionales de la Dirección Nacional de Educación, Ministerio de Educación y Cultura

Sra. Luisa Fernández, Responsable del Área de Innovación Educativa, Ministerio de Educación y Cultura

Sra. Malena Pérez, Asesora EPJA, Ministerio de Educación y Cultura

Sr. Daniel Velázquez, Asesor Técnico en Educación de Jóvenes y Adultos, Ministerio de Educación y Cultura

Venezuela (République bolivarienne du)

Ms Nancy Meleyda Ortuño Rojas, Viceministra De Educación Media, Ministerio Del Poder Popular Para La Educación

Mr Roberto Jaimes, Director de Educación para Toda la Vida, Ministerio del Poder Popular para la Educación

Mr Luis Alexander Laya Zerpa, Presidente de la Fundación Misión Ribas, Ministerio del Poder Popular para la Educación

Mr Rafael López, Director adjunto de Organismos Multilaterales, Ministerio del Poder Popular para la Educación

Ms Lilian Del Carmen Oropeza Sanguino, Presidenta De La Fundación Misión Samuel Robinson, Ministerio del Poder Popular para la Educación

Mr Enrique Nelson Pacheco Fonseca, Miembro De Colectivo Pedagógico De Educación De Jóvenes Y Población Adulta, Ministerio Del Poder Popular Para La Educación

Ms Jacqueline Coromoto Ramos Castillo, Directora De Centros Y Servicios De Adulto, Ministerio Del Poder Popular Para La Educación

Ms Belkis Mercedes Sanchez De Jaimes, Directora General De Educación De Jóvenes, Adultas Y Adultos, Ministerio Del Poder Popular Para La Educación

Mr Guyen Soto, Director Estratégico de Formación y Autoformación, Instituto Nacional de Capacitación y Educación Socialista

Ms Cony Gabriela Méndez, Responsable del Sector Educación en la Comisión Nacional Venezolana de Cooperación con la UNESCO, Ministerio del Poder Popular para Relaciones Exteriores

Viet Nam (République socialiste du)

Mr Huu Do Nguyen, Deputy Minister, Ministry of Education and Training (MOET)

Mr Van Binh Dong, Staff, Ministry of Education and Training (MOET)

Mr Quang Hai Duong, Staff, Ministry of Education and Training (MOET)

Ms Thi Tu Anh Vu, Deputy Director General of Continuing Education Department, Ministry of Education and Training (MOET)

Yemen

Mr Mohammed Alkhayat, Director of Planning and Statistics, Literacy and Adult Education Authority

Ms Anda Al-Salahi, Director of Training Department, Literacy and Adult Education Authority

Mr Adel Basads, General Manager of Training and Qualification, Al Mohra Governorate, Literacy and Adult Education Authority

Mr Ayed Salh Bdr Bin Mahri, Director of Literacy and Adult Education Office in Hadramaut, The Literacy and Adult Education Authority

Ms Nabylah Dada, Director of Women Department, Literacy and Adult Education Authority

Mr Mohamed el Haaj, Head of Literacy and Adult Education Authority, Literacy and Adult Education Authority

Zambia (République de)

Ms Beatrice Machaka, Director – Open and Distance Education, Ministry of Education

Mr Charles Ndakala, Secretary General, Zambia National Commission for UNESCO

ÉTATS NON-MEMBRES

États-Unis d'Amérique

Ms F. Grace Air Solares, Deputy Director of the
Division Adult Education and Literacy, Office
of Career Technical and Adult Education,
Department of Education

Ms Judith Alamprese, Principal Scientist, Abt
Associates

Mr Mejai Bola Mike Avoseh, Professor, University of
South Dakota

Ms Marcie Boucouvalas, Professor Emerita, Virginia
Tech

Ms Linda Morris, President, Coalition of Lifelong
Learning Organizations (COLLO) and Past
President of the American Association for Adult
and Continuing Education (AAACE)

Saint-Siège

S. Exc. Monseigneur Mr Vito Rallo, nonce apostolique
au Maroc

Révérend Monseigneur Mr Mauro Cionini, conseiller
de la nonciature apostolique au Maroc

Mme Rica Locatelli, professeure

Mme Saadia Mohamed, directrice académique,
action sociale

Mme Mélanie Rosenbaum, Officielle de la
Congrégation pour l'Éducation Catholique,
membre

OBSERVATEURS

Organisations des Nations Unies

Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

Mr Francis Randle, Higher Education Specialist

Fonds international de développement agricole (FIDA)

Ms Dina Saleh, Regional Director, Near East, North
Africa and Europe Division (NEN)

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)

Ms Peggy Hicks, directeur de la Division traitant des
thématiques, des procédures spéciales, et du
droit au développement

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Mr Qu Dongyu, Director-General

Mr Jean Senahoun, Representative in Morocco

Organisation des Nations Unies pour le dévelop- pement industriel (ONUDI)

Mme Sanae Lahlou, représentante pays ONUDI/
UNIDO

Organisation internationale du travail (OIT)

Mr Srinivas Baki Reddy, Chief of Skills and
Employability Branch

Ms Christine Hofmann, Team Leader, Skills for Social
Inclusion

Mr Sangheon Lee, Director, Employment Policy
Department

Mr Pedro Moreno da Fonseca, Technical Specialist
on Lifelong Learning

Programme alimentaire mondial (PAM)

Ms Sandra Hittmeyer, Partnerships and Advocacy
Officer, WFP School-Based Programmes

Ms Sophie Jenter, Partnerships and Advocacy
Officer, WFP School-Based Programmes

Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)

Ms Raphaëlle Vignol, Programme Management Officer

Ms Liyana Yusof, Capacity Development and Training Unit

Ms Naomi Hoogervorst, Programme Officer, Planning, Finance and Economy Section
Nairobi

ONU Femmes

Ms Erika Baranda Septien, Technical and Operations Management Specialist, Second Chance Program

Ms María Esther Hernández Pérez, Participant of UN Women's Second Chance Program

Ms Anna Parini, Programme Manager

Ms Åsa Regné, Assistant Secretary-General and Deputy Executive Director for Policy, Programme, Civil Society and Intergovernmental Support

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Mr Anshu Banerjee, Director, Department of Maternal, Newborn, Child and Adolescent Health and Ageing

Ms Maryam Bigdeli, Representative in Morocco

Ms Abi Chahine Maya, Consultant

Ms Ritu Sadana, Unit Head, Ageing and Health

Organisations intergouvernementales

Banque islamique de développement (BID)

Mr Moulay Cherif Alaoui, Project Management Specialist

Bureau arabe d'éducation pour les États du Golfe (ABEGS)

Mr Abdulrahman Alasmi, Director General

Mr Abdulsalam Aljoufi, Counsellor

Mr Omer Budi, DG Secretary

Commission européenne

Ms Sofie Doskarova, Policy Assistant

Ms Klara Engels-Perenyi, Policy Officer

Commonwealth of Learning (COL)

Ms Kanwar Asha, President & Chief Executive Officer

Conférence des ministres de l'Éducation des pays ayant le français en partage (CONFEMEN)

M. Abdel Rahamane Baba-Moussa, secrétaire général

M. Adama Ouane, ex-ministre de l'Éducation, Mali

M. Abobacar Sy, conseiller spécial chargé de la communication

Consejo de Educación de Adultos de América Latina (CEAAL)

Sra Nélida Céspedes Rossel, Presidenta Honoraria de CEAAL

Sr. Noel Aguirre Ledesma, Educador popular-CEAAL-Coordinador GIPE

Sr Jorge Osorio, Profesor

Sra Rosa Elva Zúñiga López, Secretaria General

Fondation européenne pour la formation (ETF)

Mr Abdelaziz Jaouani, Senior Human Capital Development Expert – Lifelong Learning Policies

Mr Florian Kadletz, Human Capital Development Expert

Ms Cristina Mereuta, Senior Human Capital Development Expert – Policy Leader of the Active Labour Market Policies and Transition Measures

Mr Mihaylo Milovanovitch, Senior Human Capital Development Expert – Coordinator for System Change and Lifelong Learning

Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO)

M. Mario Franco, fondateur et président, Millennium@EDU SUSTAINABLE EDUCATION

M. Mohamed Amar, directeur général d'ALECSO

M. Hechmi Ardhaoui, expert

M. Mohamed Jemni, directeur des TIC

Organisation de coopération et de développement économiques (OECD)

Mr Bornacelly Ivan, Policy Analyst
Ms Ilona Janus, Assistant
Ms El Iza Mohamedou, Head of OECD Centre for Skills
Ms Helke Seitz, Policy Analyst, OECD Centre for Skills
Ms Sarah Wildi, intern

Organisation des États ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture (OEI)

Mr Andrés Delich, Deputy Secretary General
Ms Donatella Montaldo, International Cooperation
Specialist
Ms María del Carmen Peral Morales, Staff
Directorate of Education

Organisation des ministres de l'Éducation de l'Asie du Sud-Est (SEAMEO)

Ms Ethel Agnes Pascua-Valenzuela, Director
Mr Emiljohn Sentillas, Policy and Planning Specialist
Mr Xayapheth Chaphichith, Deputy Director for
Programme and Development
Ms Pimratchada Patanasuthikul, Executive Secretary
Ms Aye Chan Mon, Programme Specialist

Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

M. Papa Youga Dieng, coordonnateur de programme
Mme Maïmouna Sissoko Touré, coordonnatrice
du programme KIX Afrique 21, IFEF

Organisation mondiale islamique pour l'éducation, la science et la culture (ICESCO)

Ms Koumbou Boly Barry, Head of Education Sector
Ms Ramata Almamy Mbaye, Director, Social and
Human Sciences Sector

Union africaine (UA)

Mr Georges Remi Namekong, Senior Economist

Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)

M. Amadou Tchambou, directeur de l'Enseignement
supérieur, de la Recherche et de la Formation
professionnelle

Organisations non gouvernementales, fondations et associations

Alphadev, ACTIONAID International

M. Mor Diakhhat, directeur exécutif

Association européenne pour l'éducation des adultes (EAEA)

Ms Gina Ebner, Secretary General
Ms Raffaella Kihrer, Head of Policy

Association latino-américaine d'éducation radiophonique (ALER)

Ms Maria Cianci, Coordinadora Formación

Bureau d'éducation des adultes pour l'Asie et le Pacifique Sud (ASPBAE)

Ms Helen Dabu, Secretary-General
Ms Archana Dwivedi, Advocacy Research and
program management, Nirantar Trus
Ms Nani Zulminarni Hidjazi Arsyad, President,
ASPBAE Executive Council
Ms Cholpon Karagul kyzy, Executive Director, Kyrgyz
Adult Education Association
Ms Maria Lourdes Almazan Khan, Consulting
Director
Ms Cecilia Soriano, Regional Policy and Advocacy
Coordinator, Asia Policy Advocacy and
Campaigns

Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE)

Sra. Blanca Cecilia Gomez Lopez, Secretaría Técnica,
Coalicion Colombiana por el Derecho a la
Educacion
Sra. Nelsy Lizarazo, Coordinador General
Sra. Giovanna Modé, Policy Coordinator
Sr. Victor Armando Cristales Ramirez, Coordinador
colectivo educacion para todas y todo de
Guatemala

Coalition nationale Éducation pour tous du Sénégal

M. Sileye Gorbail Sy, président

Conseil international pour l'éducation des adultes (ICAE)

Mr Jose Roberto Guevara, President
Ms Katarina Popovic, Secretary General
Ms Shermaine Barrett, Speaker

Consejo de Educación de Adultos de América Latina (CEAAL)

Sra. Nélida Céspedes Rossel, Presidenta honoraria del CEAAL
Sr. Noel Aguirre Ledesma, Educador popular-CEAAL- Coordinador GIPE
Sr. Jorge Osorio, Profesor
Sra. Rosa Elva Zúñiga López, Secretaria General

Direction du développement et de la coopération (DDC, Suisse)

Mme Blandine Codjia Agossou, chargée de programme Genre et Éducation

FCPS, ATD Quart Monde International

Mr Khadim Abdelghani, President FCPS

Fédération Internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques (IFLA)

Mr Stephen Wyber, Director, Policy and Advocacy

Fondation Paul Gérin-Lajoie (Canada)

Mme Sophie D'Aoust, coordonnatrice du développement des programmes

Forum des éducatrices africaines (FAWE)

Ms Martha Rose Muhwezi Lunyolo, Executive Director

Institut de coopération internationale de la Confédération allemande pour l'éducation des adultes (DVV International)

Mr Christoph Jost, Director
Mr Hussien Alrabie, Project Manager
Ms Ekhlas Alzyadat, Project Assistant
Mr Ravshan Baratov, Head of the Regional Sub-Project Eastern Partnership
Ms Dženita Džano, Deputy Director
Ms Mae Fastner, Technical Assistant
Mr Uwe Gartenschlaeger, Deputy Director
Mr Heribert Hinzen, Former Director
Ms Barbara Hust, Senior Manager
Ms Ola Issa, Country Director – DVV International Palestine
Ms Elvira Leka, Executive Director
Mr Nazaret Nazaretyan, Regional Director Middle East
Mr Nodir Rakhimov, Project Manager
Ms Irina Razilova, Project manager
Ms Julia von Westerholt, Director, German Adult Education Association DVV

Open Education Resource (OER) Foundation (Fondation REL)

Mr Wayne Mackintosh, UNESCO Chair in OER / Managing Director

Organisation mondiale des personnes handicapées (OMPH)

Mme Fatima Alaoui, présidente, Forum maghrébin pour le développement

Pamoja Afrique de l'Ouest

Ms Carole Avande Houndjo, Coordonnatrice

Réseau d'éducation populaire des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes (REPEM)

Sra. Maria de Lourdes Valenzuela y Gomez Gallardo, Doctora en Pedagogía Crítica y Educación Popular
Sra Ana Felicia Torres, Antropóloga
Sra Herlinda Villarreal González, Sociologa

SIL International (SIL)

Mr Chris Darby, Language and Education Specialist
Mr Timothy G. Kamau, Advocacy Specialist

PERSONNES RESSOURCES

Mr Ghassoub Abderrahim, Assistant Higher Education Professor, Measurement and Evaluation in Education, Center of guidance and planning in education (COPE) – Ministry of National Education-Rabat, Morocco

Mr Abdikadir Bare Abikar, Advocacy, Campaigns, Communications and Media Manager, DRA

Mr Simon Ibor Akpama, Executive Secretary, National Commission for Mass Literacy Adult and Non-Formal Education, Nigeria

Mme Zohour Alaoui, ambassadrice du Royaume du Maroc à Berlin, ambassade du Royaume du Maroc à Berlin, Royaume du Maroc

Mr Chakib Alj, President, General Confederation of Moroccan Enterprises

Mr Zulkifli Amin, Head, Adult Services, Programmes & Services, National Library Board, Singapore

Ms Sarah Anyang Agbor, Deputy Board Chairperso, UIL, University of Yaounde 1, Cameroon

Mr Hernán Araneda, Manager, Fundación Chile

Ms Manal Awad, Damietta Governor, Damietta Governorate, Egypt

Mr Zahi Azar, President, Arab Campaign for Education for All ; Secretary General, Arab Network for Popular Education (ANPE)

Ms Sonja Belete, Independent Consultant

M. Ahmed Chaouqui Benyoub, délégué interministériel aux droits de l'Homme, Délégation interministérielle aux droits de l'Homme, Royaume du Maroc

Mr Idowu Biao, Professor of Lifelong Learning, Department of Adult Education, University of Botswana, Republic of Botswana

M. Philippe Bohelay, chargé de mission « Ville Apprenante UNESCO », ville de Clermont-Ferrand, France

Mr Philippe Brivet, directeur de projets, Groupe Caisse des Dépôts, France

Sra. Marcela Browne, Coordinadora, Fundación SES, Argentina

Mr Neil Butcher, Director, Neil Butcher & Associates, South Africa

M. Ronald Cameron, membre du comité exécutif du Conseil international pour l'éducation des adultes (ICAE), Gatineau, Canada

Mr Filipe Cassapo, President, Enrich in LAC ; Director, LelloLab

Ms Annabel Chen, Director for the Centre of Research and Development in Learning, Nanyang Technological University, Singapore

Ms Rudo Mabel Chitiga, Permanent Secretary, Public Service Commission, Zimbabwe

Ms Un Shil Choi, Speaker-Parallel Workshop Resource person, Ajou University, Republic of Korea

Ms Darlene Clover, Professor of Adult Education, University of Victoria, Canada

Mr Arte Dagane, Finance and Admin – Dadaab Response Association, York University, Toronto, Canada

Mr Ricardo Díez-Hochleitner Rodríguez, Ambassador of Spain to the Kingdom of Morocco

Mr Martin Dougiamas, Founder and CEO, Moodle and Open EdTech Association, Australia

Mr Mohamed Duale, BHER Research Coordinator, York University, Canada

Mr Mohammed Elmeski, Senior Education Adviser, Rabat, Kingdom of Morocco

Mr James Ensor, Chief Executive Officer, BHP Foundation, Australia

Ms Claire Field, Managing Director, Claire Field and Associates, Australia

Sr. Michael Fung, Director Ejecutivo del Instituto para el Futuro de la Educación (IFE), Tecnológico de Monterrey, Mexico

Ms Jenny Glennie, Executive Director, South African Institute for Distance Education,

Ms Soon Joo Gog, Chief Skills Officer, SkillsFuture, Singapore

Ms Curmira Gulston, Director, Sustainable Solutions for Island Development, Trinidad and Tobago

Ms Huinan Guo, Director of Lifelong Learning Education Research Center, Shanghai Academy of Educational Sciences (SAES), China

Mr Hany Hachem, PhD candidate, Örebro University, Sweden

M. Djidda Hamadjoulde, maire, Commune de Mayo-Baléo, Cameroun

Mr Aboul Ella Hassanien, Chair of the Scientific Research Group in Egypt, Cairo University, Egypt

Ms María Esther Hernández Pérez, Participant of UN Women's Second Chance Program

Mr Khabbache Hicham, Director of Lifelong Learning Observatory (UNESCO/ USMBA), Université Sidi Mohamed Ben Abdellah Fès, Kingdom of Morocco

- Ms Sara Hoeflich, Director of Learning, United Cities and Local Governments (UCLG)
- Ms Kim Hyeyoung, Policy Planning Team Leader, Seoul Metropolitan Institute for Lifelong Education, Republic of Korea
- Mr Timothy Ireland, Vice-President for Latin America, ICAE ; UNESCO Chair in Youth and Adult Education, Federal University of Paraíba, Brazil
- Ms Sahra Ismail, Co-director, DRA
- Mr Wisley João Pereira, Basic Education Manager, Social Service of Industry (SESI), Brazil
- M. Didier Jourdan, titulaire de la Chaire UNESCO « Éducation et Santé », Université de Clermont-Auvergne, France
- Ms Rehema Kabare, Primary Stakeholder Group Participant, The GoDown Arts Centre, Kenya
- Mr Timothy Katiambo, Director - Strategy, Planning and Research, TVET Authority, Kenya
- Mr Nicholas Kee, Co-founder and CEO at Kee Farms and Advisor at the Queen's Commonwealth Trust
- Ms Elsie Kiema, Engineering Masters Student, Technical University of Munich, Germany
- Ms HaEun Kim, Programme Administrator, Borderless Higher Education for Refugees (BHER)
- Mr Nam Seok Ko, Mayor of Yeonsu-gu, Yeonsu-gu, Republic of Korea
- Mr Kishan Gopal Laddha, Head of Literacy Services, Tata Consultancy Services
- Ms Fjóra Lárusdóttir, R&D, Education and Training Service Centre, Iceland
- Mr Hartwig Lüdtke, Director, Technoseum, Germany
- Mr Jeff Maggioncalda, Chief Executive Officer, Coursera, USA
- Mr Per Magnusson, Senior Programme Specialist, SIDA, Sweden
- Ms Reem Mansour, Jordan Country Manager, Kiron Campus
- Mr Tonic Maruatona, Deputy Dean, Faculty of Education, University of Botswana, Botswana
- Ms Joy Mboya, Executive Director, The GoDown Arts Centre, Kenya
- M.K. Mbugua, Transformation Project Coordinator, The GoDown Arts Centre, Kenya
- Sra. Josefina Montalvo Munoz, Coordinadora de Proyecto, Servicio De Promoción Integral Comunitario Juvenil A. C., Mexico
- M. Hajjaj Moussaid, coordinateur de la ville de Benguéir (Maroc) au Réseau mondial des villes apprenantes de l'UNESCO, Commune de Benguéir, Maroc
- Mr Samba Diary NDiaye, Member of the National Technical Team, Validation of Acquired Experience (VAE) Ministry of Education, Senegal
- Sra. Miriam Nicado Garcia, Rectora, Universidad de La Habana, Cuba
- Mr António Nóvoa, Honorary Rector and Professor of Education, University of Lisbon, Portugal
- Ms Christine O'Kelly, Age Friendly Global Network Co-ordinator, Dublin City University, Ireland
- Ms Sijske Ouderkerken, Project Leader of the GroeneHotspot Houten, Yuverta, Kingdom of the Netherlands
- Mr Mark Oyat, Director, Dadaab Response Association
- Mr S. T. Pendi, Expert Policy Analyst, Directorate of Productivity Development, Directorate General for Vocational Training and Productivity Development, Ministry of Manpower, Indonesia
- Ms Lisa Petrides, CEO and Founder, Institute for the Study of Knowledge Management in Education (ISKME)
- Mr César R. Picón Espinoza, educator, professor, researcher, writer and socio-educational promoter, North American Academy of the Spanish Language (ANLE)
- Ms Lara Pugh, Project Leader Learning City, Wollongong City Libraries, Australia
- Mr Gabriel Quisumbing, Deputy Director General for Communities and Local Government Unit Services (CLGUS), Office of the Deputy Director General for Communities and Local Government Unit Services (ODDG-CLGUS), Technical Education and Skills Development Authority (TESDA), Republic of the Philippines
- Mr Ehsanur Rahman, former Executive Director, Dhaka Ahsania Mission ; Executive Council Member, ASPBAE
- Mr Alan Ralphs, Independent Education Training Consultant, South Africa
- M. François Ravalison, professeur d'Université, responsable du laboratoire Génie mécanique et Thermique industrielle, école doctorale : Ingénierie et Géosciences-Université d'Antananarivo, Madagascar

Ms Christy Rhodes, President-Elect, Coalition of Lifelong Learning Organizations, USA

Sr. Miguel Rivera Donoso, Coordinador Plan de Bibliotecas en Recintos Penitenciarios de Chile, Ministerio de las Culturas, las Artes y el Patrimonio, Chile

Mr Ochan Robert Leomoi, Research Manager, DRA

Ms Anna Robinson-Pant, Professor of Education, University of East Anglia UK, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Mr Refat Sabbah, President, Global Campaign for Education, (GCE) ; General Secretary ACEA

M. Khalid Safir, Wali directeur général des Collectivités territoriales, ministère de l'Intérieur - Royaume du Maroc, Maroc

Ms Temilade Salami, Member, SDG4YOUTH Network, UNESCO, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

Mr Gabriel Sanchez Zinny, Advisor, Aleph, USA

Sra. Macarena Sánchez-Izquierdo, Investigadora y psicóloga, Universidad Pontificia Comillas, España

Ms Mariana Santimaria, Vitalità – Centre for Aging and Longevity Coordinator, Pontifical Catholic University of Campinas, Brazil

Sra. Sylvia Schmelkes, Investigadora, Universidad Iberoamericana Ciudad de México, Mexico

Mr Matt Sigelman, President, Burning Glass Institute

Ms Bernardita Simian, Reading Promotion para el Plan de Bibliotecas en Recintos Penitenciarios de Chile, Ministerio de las Culturas, las Artes y el Patrimonio, Chile

Ms Hyo-Jeong So, Professor, Ewha Womans University, Republic of Korea

Mme Louise Thobi Etame, secrétaire générale de la Conférences des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie (CONFESJES)

Mr Ahmed Tilili, Associate Professor, Smart Learning Institute of Beijing Normal University

Mr Ignacio Vidaguren, Partner and Global COO at Aleph Holding, Aleph Holding, USA

Sra. Juana Mariela Villagra, Consejo de Educación de Adultos de América Latina (CEAAL), Argentina

Ms Elsy Wakil, General Secretary Arab House for Adult Education and Development, Lebanon

UNESCO

Siège

Mme Audrey Azoulay, directrice générale

M. Antoine Cardey, responsable adjoint de projet, Section de la jeunesse, de l'alphabétisation et du développement des compétences

Mme Adrianova Emilia Carrion Falla, stagiaire

M. Borhene Chakroun, directeur, Division pour les politiques et les systèmes d'apprentissage tout au long de la vie

Mme Claire Chin, assistante de recherche, Section des politiques éducatives

Mme Leanne Davey, responsable adjointe du projet, Équipe pour l'avenir de l'apprentissage et l'innovation

Mme Rokhaya Fall Diawara, spécialiste de programme, Section de la politique éducative

Mme Stefania Giannini, sous-directrice générale pour l'éducation

Mme Astrid Gillet, cheffe de bureau exécutif, Secteur de l'éducation

M. Raphaël Gomez de Cedron, assistant à la coordination, Unité des conférences et des manifestations culturelles

Mme Sweekrity Goyal, responsable adjointe du projet, Section de la jeunesse, de l'alphabétisation et du développement des compétences

Mme Cynthia Guttman, cheffe de section, Équipe chargée de la communication

M. Keith Holmes, spécialiste de programme, Équipe pour l'avenir de l'apprentissage et l'innovation

M. Hervé Huot-Marchand, chef de section, Section de la jeunesse, de l'alphabétisation et du développement des compétences

Mme Helena Inácio, stagiaire

M. Santiago Irazabal Mourao, président de la 41e Conférence générale de l'UNESCO et ambassadeur, délégué permanent du Brésil auprès de l'UNESCO

M. Mohamed Kessabi, technicien IT, Bureau de l'UNESCO à Rabat

M. Chakib Larabi, assistant administratif, Bureau de l'UNESCO à Rabat

Mme Jennifer Lim-Dajczman, assistante personnelle de la sous-directrice générale pour l'éducation

Mme Elspeth McOmish, spécialiste de programme,
Section de l'éducation pour l'inclusion et l'égalité des genres

Mme Eugenia Miraglia, stagiaire

Mme Loulwa Murtada, consultante

Mme Maimouna Niang, assistante exécutive, Bureau de la sous-directrice générale pour l'éducation

Mme Juliette Norrmen-Smith, consultante

Mme Marielza Oliveira, directrice du Partenariat et suivi du programme opérationnel, Communication et information (CI/POM), et secrétaire du Programme Information pour tous (IFAP), UNESCO

Mme Maryse Potvin, professeure à l'Université du Québec à Montréal (UQAM)

Mme Sarah Rabie, assistante de programme

Mme Paula Razquin, spécialiste de programme, Section de la politique éducative

Mr Sobhi Tawil, directeur, Équipe pour l'avenir de l'apprentissage et l'innovation

Ms Phung Tran, chef, Unité de la planification événementielle, Section de la gestion des conférences et des manifestations culturelles

M. Carlos Vargas-Tamez, chef de section, Section du développement des enseignants ; chef du secrétariat de l'Équipe spéciale internationale sur les enseignants pour Éducation 2030 (TTF), UNESCO

M. Murilo Vieira Komniski, conseiller spécial du président de la Conférence générale de l'UNESCO

Ms Zeynep Varoglu, spécialiste principale du programme, Section pour l'accès universel à l'information et l'inclusion numérique

M. Aezana Yohannes, spécialiste de programme communication

Bureaux régionaux

Afrique centrale

M. Maxime Adjanohoun, spécialiste du programme CapED-Tchad

Afrique de l'Ouest

M. Tidiane Sall, responsable national associé de programme

Mr Saip Sy, spécialiste du programme CapED

Asie et Pacifique

M. Shigeru Aoyagi, directeur du bureau régional

États arabes

Mme Costanza Farina, directrice du bureau régional

M. Fadi Yarak, conseiller principal pour l'éducation dans les États arabes

Bureaux hors Siège

Mme Doaa Abonaem, responsable de projet, Bureau de l'UNESCO au Caire et bureau régional pour la science

M. Sardar Alam, directeur, Bureau de l'UNESCO à Phnom Penh

Mme Hanae Alami Harraq, assistante administrative principale, Bureau de l'UNESCO à Rabat

Mme Magdalene Anene-Maidoh, responsable pour l'éducation et les partenariats, Bureau de l'UNESCO à Abuja

Mme Meryem Aquesbi, assistante administrative, Bureau de l'UNESCO à Rabat

M. Mohamed Bougroum, chef de projet de mise en place de l'Institut de formation aux métiers de l'alphabétisation (IFMA) au Maroc, Bureau de l'UNESCO à Rabat

M. Mohammed Bouguidou, assistant suivi et évaluation du projet IFMA, Bureau de l'UNESCO à Rabat

Mme Olfa Bouquet, responsable de l'administration et des finances, Bureau de l'UNESCO à Rabat

M. Moussa Doumbia, coordinateur national de projet, Bureau de l'UNESCO à Abidjan

Mme Sarah El Attar, responsable du projet Éducation des jeunes et des adultes, Bureau de l'UNESCO à Kaboul

Mme Mitra Ghaffarian Asl, assistante de programme pour l'éducation, Bureau de l'UNESCO à Téhéran

Mme Hélène Guiol, spécialiste de programme, Bureau de l'UNESCO à Rabat

M. Karim Hendili, directeur par intérim, Bureau de l'UNESCO à Rabat

M. Ramón Iriarte, spécialiste de programme, Bureau de l'UNESCO à Santiago et bureau régional pour l'éducation

M. Shahidul Islam, responsable de projet pour l'éducation, Bureau de l'UNESCO à Dhaka

Mme Aicha Knidiri, chargée de projet Éducation, Bureau de l'UNESCO à Rabat

M. Kimlay Leav, responsable national de projet, Bureau de l'UNESCO à Phnom Penh

Mme Mary Anne Therese Manuson, spécialiste du programme Éducation, Bureau de l'UNESCO au Caire et Bureau régional pour la science

M. Ehrens Mbamanovandu, responsable national de programme, Bureau de l'UNESCO à Windhoek

M. El Hadj Meissa Diop, spécialiste du programme CapEFA, Bureau de l'UNESCO à Kinshasa

Mme Amaal Mohamed, responsable du programme Éducation, Bureau de l'UNESCO au Caire et bureau régional pour la science

M. Edmond Moukala, chef de bureau et représentant de l'UNESCO, Bureau de l'UNESCO à Bamako

M. Danilo Padilla, responsable de l'éducation, Bureau de l'UNESCO à Phnom Penh

Mme Kalena Segi-Lemate, spécialiste nationale pour l'éducation, Bureau de l'UNESCO à Apia

M. Moses Tapfumaneyi Mukabeta, responsable national de projet pour l'éducation, Bureau de l'UNESCO à Harare

M. Jean Luc Tondreau, responsable national pour l'éducation, Bureau de l'UNESCO à Port-au-Prince

Instituts et Centres

Centre régional pour la qualité et l'excellence de l'enseignement (RCQE)

M. Ibrahim Alhussein, consultant

M. Emad Mostafa, directeur des projets et programmes du RCQE

Mme Fatimah Roaiss, directrice générale adjointe du RCQE

Centre international de l'UNESCO pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (UNEVOC)

Mme Sarah Elson-Rogers, cheffe d'équipe, Programme Innovation et avenir de l'EFTP, UNESCO-UNEVOC

M. Friedrich Huebler, directeur de l'UNESCO-UNEVOC

Mr Olivier Pieume, chef de l'Unité de coopération technique UNESCO-UNEVOC

Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL)

M. David Atchoarena, directeur de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie

Mme Annapurna Ayyappan, spécialiste adjointe du programme, Écosystèmes d'apprentissage de qualité

M. Daniel Baril, président du Conseil d'administration de l'UIL

Mme Ana Basoglu, secrétaire principale des projets

Ms Madina Bolly, spécialiste principale du programme, Quality Learning Ecosystems

Mme Sofia Chatziagianni, spécialiste adjointe du programme, Écosystèmes d'apprentissage de qualité

Mme Edith Hammer, spécialiste du programme, Compétences tout au long de la vie

Mme Chung Heimbels, spécialiste adjointe du programme, Écosystèmes d'apprentissage de qualité

M. Alexander Howells, spécialiste adjoint du programme, Compétences tout au long de la vie

Mme Nusrat Jahan, administratrice en chef

M. Nicolas Jonas, chef d'équipe (p. i.), Apprentissage inclusif

M. Jan Kairies, bibliothécaire
Mme Lisa Krolak, bibliothécaire en chef
Mme Nora Lorenz, spécialiste adjointe du
programme, Apprentissage inclusif
Mme Marie Macauley, spécialiste du programme,
Compétences tout au long de la vie
M. Werner Mauch, chef d'équipe, groupe de travail
de la CONFINTEA VII
Mme Christiana Nikolitsa-Winter, spécialiste
principale du programme, Apprentissage
inclusif
Mme Angela Owusu-Boampong, spécialiste du
programme, Apprentissage inclusif
M. Amir Piric, coordinateur en chef du programme
Mme Catalina Ponce Vargas, secrétaire des projets
Mme Bettina Reiss, assistante principale du
directeur
Mme Naomi Rio, secrétaire des projets
Mme Katja Römer, spécialiste en relations publiques
Mme Samah Shalaby, spécialiste adjointe du
programme, Apprentissage inclusif
M. Jian Xi Teng, spécialiste du programme
technologie, Écosystèmes d'apprentissage
de qualité
M. Liam Travers, stagiaire, Compétences tout au
long de la vie
M. Raúl Valdés, chef d'équipe, Compétences
tout au long de la vie
Mme Rakhat Zholdoshalieva, cheffe d'équipe,
Écosystèmes d'apprentissage de qualité
Mme Mo Wang, spécialiste du programme,
Apprentissage inclusif
Mme Rutvi Ashar, stagiaire

Institut de statistique de l'UNESCO (ISU)

Mme Silvia Montoya, directrice de l'Institut de
statistique de l'UNESCO



S. E. M. Chakib Benmoussa, ministre de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports, Royaume du Maroc, et Mme Stefania Giannini, sous-directrice générale de l'UNESCO pour l'éducation, lors d'une séance plénière de la CONFITEA VII